

cahiers

LEON TROTSKY



Alexander Pantsov La politique de Staline en Chine (1925-1927)

Murry Weiss Souvenirs d'une enfance communiste

Georges Mounin Souvenirs politiques d'Egypte

Arturo Peregalli L'Opposition de Gauche en Italie pendant la Résistance

Aldo Balleroni Le trotskysme en Italie pendant la guerre

64

novembre 1998

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 150 F

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 300 F

• France : 8 Nos (2ans) 600 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 350 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 700 FF

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 400 F

• France : 8 Nos (2 ans) 800 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 450 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 900 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de **50 frs pour les abonnés** (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change)

et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de ILT

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers

LEON TROTSKY

n° 64

Novembre 1998

Présentation 3

ARTICLES ET ETUDES

Alexander Pantsov — La politique de Staline en Chine 1925-1927. Nouvel éclairage des archives russes 5

Murry Weiss — Souvenirs d'une enfance communiste. La passion de Sacco et Vanzetti 37

Georges Mounin — Souvenirs politiques d'Egypte 53

Arturo Peregalli — L'Opposition de Gauche en Italie pendant la période de la Résistance 61

Aldo Balleroni — Le trotskysme en Italie pendant la guerre ... 101

DOCUMENT

— Le procès de « sédition » de Minneapolis 111

LES DÉPARTS

— Art Sharron	125
— Zhang Chaolin	125

Photo de couverture : Meeting ouvrier à Canton le 1er Mai 1925

Présentation

Différentes pressions, dont celle du règlement des publications périodiques, nous obligent à abandonner la formule le plus souvent réclamée par nos lecteurs, celle des numéros à thème unique. Nous lui substituons dès maintenant une formule à plusieurs thèmes qui sera pour ce numéro proche des « *mélanges* ».

Notre principal article est celui d'un des membres de notre bureau, directeur-adjoint de l'Institut des Etudes d'Afrique et d'Asie, Alexandre Pantsov qui nous l'a adressé en langue anglaise. Il est consacré à la politique de Staline à l'égard de la deuxième révolution chinoise, « *revisitée* » à la lumière d'archives soviétiques aujourd'hui enfin accessibles — un apport appréciable à nos connaissances.

Nous l'avons fait suivre d'un extrait des mémoires inachevées du militant américain Murry Weiss. On y suivra la « *passion* » de Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, et celle d'un enfant d'ouvriers de onze ans, le jeune Murry, qui s'était pris d'affection pour eux dont il avait fait ses héros : de l'histoire à double échelle, donc.

Viendra ensuite un article sur l'opposition de gauche en Italie pendant la Deuxième Guerre Mondiale, d'Arturo Peregalli, avec la permission de nos amis de *Revolutionary History*. Nous l'avions initialement prévu pour un spécial sur l'Italie pendant la guerre, ainsi que celui, inédit, d'Aldo Balleroni sur les trotskystes italiens pendant la guerre.

Nous publions enfin comme document un texte que nous a fait parvenir notre collègue Bruno Etienne, manuscrit inédit (mais pas inconnu des spécialistes) de Georges Mounin, sur son expérience personnelle dans les premiers pas du parti communiste en Egypte.

Nous publions en outre un document sur les trotskystes pendant la Deuxième Guerre mondiale — la présentation par Felix Morrow du procès de Minneapolis en 1941. D'autres suivront.

Merci de votre patience.

Pour le Bureau de l'ILT :
Pierre Broué

Alexander Pantsov

La politique de Staline en Chine 1925-1927

Nouvel éclairage des archives russes

Au milieu de 1927, le mouvement communiste en Chine subit sa première défaite sérieuse. L'une des causes en fut la politique chinoise de la Comintern, dirigée alors par Iossif Staline. De nouveaux documents des archives russes révèlent cependant que Staline a fait de son mieux pour mener les communistes chinois à la victoire. Sa politique a échoué parce qu'elle était déterminée par son adhésion à la conception erronée d'un prétendu parti « multiclassés ». Selon cette doctrine, les communistes devaient rendre le Guomindang, le parti nationaliste, aussi « gauchiste » que possible, à savoir en le changeant en « parti ouvrier et paysan ». Néanmoins, à partir de cette position à l'intérieur du Guomindang, le PC chinois fut incapable de lutter victorieusement pour l'hégémonie. En fait, les communistes se condamnèrent eux-mêmes à une retraite permanente devant leur allié, indépendamment des directives qu'ils recevaient de Moscou puisqu'il était impossible de « communiser » le Guomindang sans risquer l'éclatement du front unique. Cependant, quitter le Guomindang aurait signifié l'enterrement de tout espoir de le transformer en un « parti ouvrier et paysan ». Au fond, Staline s'était lui-même piégé dans un cul-de-sac.

La politique de Staline en Chine pendant la révolution chinoise de 1925-27 a fait l'objet de nombreuses études universitaires. Ce n'est pas surprenant. Les

historiens ont souvent eu envie d'analyser les raisons de la grave défaite infligée au Parti communiste chinois (PCC) dans cette période par le Guomindang, son ancien allié dans le front uni. Dans quelle mesure Staline et les communistes sous son influence étaient-ils responsables de cette défaite ? Quelles considérations ont guidé le dirigeant du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) en formulant sa politique chinoise ? Comment a-t-il déterminé les tâches stratégiques et tactiques des communistes en Chine ? Deux façons d'aborder ces questions émergent des opinions divergentes. La plupart des historiens et commentateurs tendent à croire que les idées de Staline sur la Chine au milieu des années 20 étaient caractérisées par une sorte de Guomindang-centrisme totaliste, c'est-à-dire que Staline escomptait une victoire de la révolution antiimpérialiste en Chine à tout prix, même aux dépens du PCC. Les partisans de cette idée croient que la ligne de Staline, au moins à partir de 1925, repose sur l'idée qu'il était possible de construire le socialisme dans un seul pays, à savoir l'Union soviétique. En d'autres termes, c'était une politique de national-communisme. Partant de cette perspective, dans la période en question, le BP du PCUS, cherchant avant tout à assurer les intérêts d'Etat de l'URSS en Extrême-Orient, a fait tous ses efforts pour activer le mouvement national révolutionnaire chinois dirigé par le GMD afin de porter le coup le plus dur possible à l'impérialisme britannique. En ce temps-là, la direction soviétique considérait la Grande-Bretagne comme son pire ennemi.

Cette idée est présentée dans le plus grand détail par Harold Isaacs qui assure :

« A l'époque où la révolution commença en Chine et où la bureaucratie soviétique tourna son attention vers l'Orient, le bolchevisme dynamique de Lénine et de Trotsky avait fait place à l'empirisme de Staline revêtu des formules scolastiques de Boukharine. Ce n'était pas l'intérêt du prolétariat en Chine, mais le désir de trouver un solide allié bourgeois national qui devint la motivation fondamentale de sa politique »¹.

Cette position était pleinement partagée par Isaac Deutscher dont le livre *The Prophet Unarmed* souligne :

1. Harold R. Isaacs, *The Tragedy of the Chinese Revolution* (London, Secker & Warburg, 1938), p. 52.

« Ni Boukharine ni Staline qui [...] dirigeaient effectivement la politique soviétique, ne croyaient que le communisme chinois avait une chance quelconque de prendre le pouvoir dans un avenir proche, tous deux étaient soucieux de préserver l’alliance soviétique avec le Guomindang. La croissance de l’influence communiste menaçait de perturber cette alliance ; aussi étaient-ils déterminés à garder à sa place le parti chinois »¹.

Les travaux d’Isaacs et de Deutscher portent la responsabilité de la considérable popularité de cette idée parmi les spécialistes. En même temps, il faudrait relever que ni Isaacs ni Deutscher ne sont à l’origine de cette interprétation. Dans une déclaration du 27 juin 1927, les militants de l’une des fractions oppositionnelles du PCUS(b), le groupe Centralisme Démocratique dirigé par Vladimir M. Smirnov, écrivait que :

« Le Comité central stalinien essaie de toute évidence de transformer la révolution chinoise en une guerre chinoise contre l’impérialisme plutôt qu’en détachement de la révolution mondiale [...] Il considère la révolution chinoise simplement comme un moyen d’infliger un coup le plus fort possible aux ennemis de l’URSS. Ce n’est pas une politique de la Comintern, mais du Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères »².

En avril 1927, le *Sotsialisticheskii vestnik* (Courrier socialiste) fit la remarque suivante :

« En principe, les bolcheviks étaient aussi pour la préservation du « *front uni* » dans la révolution chinoise jusqu’à l’achèvement de la tâche de la révolution nationale [...] Mais [...] en fait, le “*gauchisme infantile*” de l’aventurisme utopique rejoignait le désir d’« *utiliser* » la révolution chinoise dans la lutte du gouvernement soviétique contre la Grande Bretagne »³.

En octobre 1927, Louis Fischer, le correspondant à Moscou de *The Nation*, revue américaine, écrivit que « la majorité stalinienne » du PCUS (b)

1. Isaac Deutscher, *The Prophet Unarmed : Trotsky 1921-1929* (Oxford, Oxford UP, 1989), p. 319.

2. « Under Lenin’s Banner », in *Kommunisticheskaya Oppositsiia v SSSR 1923-1927 : Iz Arkhiva L’va Trotskogo* (L’Opposition communiste en URSS, 1923-1927 ; from Lev Trotsky archives) ed. Iouri Feljtinsk (Benson, Chalize Pub. 1988), p.3 :191.

3. *Sotsialisticheskii vestnik*, 1927, n° 8 :4.

« négligeait le développement propre de la révolution chinoise afin de frapper plus vite les Britanniques »¹.

Sans rejeter entièrement ce point de vue, un autre groupe d'historiens relèvent de façon plus plausible l'absence de toute sorte d'élaboration sérieuse de la tactique dans la politique chinoise de Staline. Selon eux, la question chinoise servait avant tout ses intérêts dans le conflit interne au PCUS, car les staliniens l'utilisaient sans vergogne pour dénoncer les prétendues « erreurs » de Trotsky. Cette méthode d'étude est représentée surtout par Conrad Brandt qui souligne que :

« La politique chinoise entraîna la lutte qui divisa peu à peu les bolcheviks en fractions opposées [...] Elle devint ainsi un problème interne toujours plus éloigné des changements réels sur la scène chinoise qui semblaient dans un lointain arrière-plan. La Chine en tant que telle disparaissait derrière la Chine, objet de la politique, objet à manipuler d'une façon ou d'une autre selon la décision de Moscou [...] C'est pourquoi quand [les Oppositionnels] attaquèrent l'alliance avec Jiang [Jieshi], ils n'aboutirent qu'à ce que Staline le défendit d'autant plus fermement et aveuglément »².

Malgré leur logique apparente ces deux perspectives sont néanmoins discutables. La première a été réfutée dès 1939 par personne d'autre que Trotsky, qui avait été le principal adversaire de Staline dans les discussions sur la Chine dans les années 20. Il le fit au cours d'une conversation avec le socialiste américain C.L.R. James (pseudonyme Johnson), qui partageait cette idée. « *Formalisme* » fut la réaction de Trotsky à l'assurance de James que la bureaucratie soviétique était tout à fait prête à soutenir une révolution bourgeoise-démocratique en Chine, mais, parce qu'elle était une bureaucratie, ne pouvait soutenir une révolution prolétarienne. Il poursuivit en développant ses pensées là-dessus :

« Ce qui est arrivé, c'est que la bureaucratie a pris certaines habitudes bureaucratiques de pensée. Elle proposait de retenir les paysans pour ne pas effrayer les généraux. Elle voulait pousser la bourgeoisie à gauche. Elle voyait le Guomindang comme un organisme de responsables et pensait que, si l'on mettait

1. Louis Fischer, « China –Seen from Moscow », *The Nation*, 125, n° 3256 (1927) : 613.

2. Conrad Brandt, *Stalin's Failure in China, 1924-1927* (Cambridge, Mass, Harvard UP, 1958), pp. 79, 80.

des communistes dans les bureaux, on pourrait changer le cours des événements [...]. Staline et Cie croyaient vraiment que la révolution chinoise était une révolution bourgeoise démocratique et cherchaient à établir la dictature du prolétariat et de la paysannerie »¹.

Les matériaux documentaires ne permettent pas de soutenir la seconde perspective. Peut-on expliquer réellement la conviction de Staline dans sa correspondance privée avec Viatcheslav Molotov, son complice le plus proche, le 26 septembre 1926, que « *Hankou sera bientôt la Moscou chinoise* »² comme un manque de principes ?

Quelle était donc la position véritable de Staline à l'égard de la révolution chinoise de 1925-1927 ? Les documents conservés dans les archives russes nous permettent d'avoir une vue nouvelle sur cette question³.

La formation de la politique de Staline

Les matériaux d'archives montrent à l'évidence que Staline n'a pas commencé à élaborer son propre point de vue sur la révolution chinoise avant le printemps de 1925, peu après sa rupture avec Grigorii E. Zinoviev, alors président de la Comintern. Grigorii Voitinsky, qui dirigeait le Secrétariat d'Extrême-Orient du département oriental du Comité exécutif de la Comintern (CEIC) était la personne qui exerçait sur Staline une influence importante à cette époque. On peut le voir, par exemple, dans une lettre écrite par Voitinsky à l'ambassadeur soviétique en Chine, Lev Karakhane, le 22 avril 1925. Elle disait :

« L'autre jour, au cours d'une longue conversation avec Staline, il m'est apparu évident qu'il croit que les communistes se sont dissous dans le Guomindang, qu'ils n'ont pas d'organisation indépendante et que le Guomindang les « *traite mal* ». Tout en exprimant ses regrets sur la position de dépendance des communistes, le

1. Léon Trotsky, *Œuvres*, 21, (Institut Léon Trotsky 1986), p. 35.

2. Lars T. Lih et al. *Stalin's Letters to Molotov 1925-1936*, (London, Yale UP, 1995). Hankou était alors la capitale de la Chine du Guomindang de gauche.

3. La plupart de ces documents ne sont pas encore publiés. Seule une partie, comprenant des matériaux utiles du Politburo du CC du PCUS (b) sont parus récemment. Voir Ludemila Kocheleva et al ; *Pis'ma I.V. Stalina V.I. Molotovu* (Lettres de J.V. Staline à V.I. Molotov, 1925-1936, Moscou, Rossija Molodaya, 1995) ; Mikhail Tatarendo et al. VKP(b), *Kominterni natsional-revoliutsionnoje dvijenie v Kitae : Dokumenty*. (La Comintern et le mouvement national-révolutionnaire en Chine).

camarade Staline croyait qu'en Chine, une situation de ce type était historiquement inévitable pour le moment. Il a été extrêmement surpris quand nous lui avons expliqué que le Parti communiste a sa propre organisation, une organisation plus soudée que celle du Guomindang, que les communistes jouissent du droit de critique à l'intérieur du Guomindang et que le travail du Guomindang lui-même est dans une large mesure réalisé par nos camarades. Dans la défense de ses idées sur la position des communistes à l'intérieur du Guomindang, Staline a cité des comptes rendus de presse et en général nos informations en provenance de Chine. On peut vraiment supposer que, pour des gens qui ne sont pas allés en Chine et ne sont pas familiarisés avec la façon dont les choses s'y passent, que les communiqués de Borodine créeraient précisément ce genre d'impression »¹.

A cette époque, le problème d'une scission à l'intérieur du Guomindang était exacerbé, provoqué par une lutte autour de l'héritage de Sun Yatsen entre fractions concurrentes. Voitinsky considérait que c'était le moment propice pour soulever avec la direction du CE IC, le PCR(b) et le PCC² la question d'accroître les efforts du PC pour renforcer ses liens avec les « *gens de gauche* » du Guomindang avec l'objectif d'exclure de ce parti les « *droitiers* ». (dans cette dernière catégorie, les communistes plaçaient les gens, qui, dans leur perspective, représentaient les intérêts de la grande et moyenne bourgeoisie). Il visait ainsi la transformation radicale du caractère de classe et du caractère politique du Guomindang au moyen d'une prise du pouvoir à l'intérieur par les « *gauches* » et les communistes. Ce fut ouvertement exprimé dans la presse de la Comintern et du PCR(b) en mars 1925 dans *Kommunistcheskii Internatsional et Bolshevik*³.

La proposition de Voitinsky correspondait à l'idée de transformer le Guomindang en « *parti ouvrier et paysan [ou du peuple]* », ce qui en soi n'était et n'avait rien de nouveau. Au Ve congrès de la Comintern en juillet 1924, Dmitri Manuilsky et Manabendra Nath Roy, membres du CE IC mentionnèrent publiquement pour la première fois la nécessité de former des partis de gauche

1. Lettre de G.Voitinsky à L. Karakhane (22 avril 1925), Centre russe, collection de documents non classés. Borodine était le conseiller politique auprès du Comité exécutif central du GMD et représentant de la Comintern en Chine, 1923-1927.

2. Le PCR (b) fut rebaptisé PCUS (b) en décembre 1925.

3. G. Voitinsky « Tendances dans le Mouvement révolutionnaire en Chine et le Guomindang », *K.I.*, 1925, n° 3.153-58 ; G.Voitinsky, « Sun Yatsen et le Mouvement de Libération en Chine », *Bolchevik*, 1925, n° 5-6, 44-52.

«*multi-classes*» dans un certain nombre de pays d'Orient¹. A l'époque cependant, rien n'en sortit. Staline n'accepta pas alors cette idée, assurait que «*la création de semblables partis hybrides en Inde et en Chine serait nuisible*»². Il n'était d'accord pour examiner la possibilité de la création de semblables partis que dans «*quelques pays très arriérés*»³. Quant au bloc avec le Guomindang, il le voyait encore avec l'état d'esprit de la politique du CE IC qui avait reçu sa forme concrète de Karl Radek en août 1922 dans ses instructions à Hendrikus Sneevliet (alias Maring), représentant du CE IC en Chine. Dans ce cadre politique, le PCC aurait utilisé temporairement le Guomindang jusqu'au moment où il serait lui-même devenu un parti politique de masse à part entière⁴.

La situation changea cependant au printemps de 1925. Staline envisagea la possibilité que les communistes et autres «*gauches*» du Guomindang puissent prendre le pouvoir et espéra que la même chose puisse se produire dans d'autres partis bourgeois de grands pays d'Orient et réexamina donc la formule de Manuilsky et Roy. Il saisit le concept de «*parti [du peuple] ouvrier et paysan*» comme une manœuvre susceptible de faciliter l'hégémonie communiste dans le mouvement nationaliste. C'est l'angle à partir duquel il examina le projet de résolution du 5^e plénum élargi du CE IC (mars-avril 1925) concernant le travail en Inde (le plénum n'adopta aucune résolution spécifique sur la Chine). Dans ses remarques sur ce document, Staline s'attacha à la question de l'établissement de l'hégémonie communiste dans le futur «*parti du peuple*»⁵ indien.

Les instructions de Staline furent immédiatement mises en application par le département d'Orient du CEIC qui les diffusa sans délai dans toute la Chine. «*A cet égard, le Parti communiste chinois*», dit Voitinsky de façon plutôt transparente, «*même s'il est le parti du prolétariat industriel, n'établira pas*

1. Ce ne fut pas discuté d'avance au CC du PCR (b). Voir Centre Russe 492/1/73/14. 15, compte rendu sténo en russe du 65^e congrès. Voir aussi les matériaux des commissions de ce congrès sur les questions nationale et coloniale et la lettre de Staline à Manuilsky du 31 juillet 1924 (492/1/209-219 ; 558/1/2633/1-2).

2. Centre russe 492/1/219/12.

3. Centre russe 558/1/2633, Staline à Manuilsky, 31 juillet 1924.

4. Pour les instructions de Radek, cf. Alexander Pantsov et Gregor Benton, «*Trotsky s'est-il opposé « dès le début » à l'entrée dans le Guomindang ?*» *Republican China*, 19, n°2 1994 : 61-63.

5. Centre russe, 4984/163/177/1-4.

*directement l'hégémonie du prolétariat comme dans les pays purement capitalistes, ni même comme il l'a fait dans la Russie pré-révolutionnaire, mais plutôt via le parti national-révolutionnaire »*¹.

En mai 1925, Staline s'exprima ouvertement sur cette question dans un discours à l'Université communiste des Travailleurs d'Orient (KUTV) prononcé à un rassemblement des enseignants et étudiants pour l'anniversaire de cette école le 18 mai 1925. A ce moment-là, il définit le GMD comme étant déjà un « *parti ouvrier et paysan* » véritable et posa la question d'établir à l'intérieur l'hégémonie du PCC comme une tâche immédiate². Dans ce discours comme dans le rapport prononcé quelques jours plus tôt (le 9 mai) devant les militants de l'organisation de Moscou du PCR(b) sur les travaux de la 14^e conférence du parti, Staline formula aussi le 18 mai ses idées concernant le développement socio-économique en Orient :

« Nous avons maintenant au moins trois catégories de pays coloniaux et dépendants. Premièrement des pays comme le Maroc qui n'ont pas ou presque pas de prolétariat et sur le plan industriel ne sont pas développés. Deuxièmement, des pays comme la Chine et l'Égypte, qui sont peu développés industriellement et qui ont un prolétariat relativement réduit. Troisièmement, des pays comme l'Inde qui sont plus ou moins développés du point de vue capitaliste et un prolétariat national plus ou moins nombreux »³.

Dans son discours du 9 mai, Staline indiqua aussi un « *taux élevé* » de développement du capitalisme dans tous les pays coloniaux⁴.

Il en conclut qu'en mai 1925, le mouvement révolutionnaire dans les « *pays développés industriellement et dans les colonies en développement* » (c'est-à-dire Inde, Chine, Égypte) était déjà confronté aux mêmes tâches que le mouvement révolutionnaire russe à la veille de 1905⁵. En d'autres termes, Staline croyait que le processus révolutionnaire dans ces pays avait plus un caractère démocratique qu'un caractère antiimpérialiste. On acceptait de façon générale dans la Comintern qu'en aucune circonstance des « *représentants de la*

1. G. Voitinsky, « Une question coloniale au plénum élargi du CE IC », *K.I.* 1925, n°4-64.

2. Centre russe 558/1/2714/ 17-18. *Pravda*, 22 mai 1925.

3. *Ibid.* 16.

4. J.V. Staline, *Works*, (London, Red Star Press, n.d.) 7 :107.

5. Centre russe 495/164/16/91.

bourgeoisie nationale » ne pouvaient réaliser un programme démocratique de révolution en Orient : cela, seuls les communistes pouvaient le faire. Quand on examine cette formule, il est facile de voir que le raisonnement de Staline apportait un soutien supplémentaire à son idée qu'il était nécessaire pour établir l'hégémonie du PCC dans le « *Guomindang ouvrier et paysan* », aussi vite que possible.

En acceptant de se guider d'après les idées de Staline, le département oriental du CE IC réagit sans retard. Son rapport au 6^e plénum élargi du CE IC en février-mars 1926 soulignait que « *dans la période couverte par ce rapport, le travail du département d'Orient reposait sur les conceptions tracées par Staline dans son discours pour la célébration de l'anniversaire de la KUTV* »¹.

L'influence des directives correspondantes de Staline était également évidente dans le travail du 6^e plénum qui, contrairement au 5^e, adopta une résolution spéciale sur la question chinoise. Elle déclarait :

« Les actions politiques du prolétariat² ont donné un puissant élan au développement ultérieur et au renforcement de toutes les organisations démocratiques révolutionnaires dans le pays, en premier lieu **le parti révolutionnaire du peuple, le Guomindang** et le gouvernement révolutionnaire au Guangzhou [...] Les problèmes tactiques du mouvement révolutionnaire national chinois ressemblent beaucoup à ceux qu'affrontait le prolétariat russe pendant la révolution de 1905 »³.

La rapide montée du mouvement antiimpérialiste en Chine à cette époque aida à la cristallisation des idées de Staline. Le mouvement était caractérisé par une intensification des luttes ouvrières, une croissance des activités du PCC et des conseillers soviétiques dans le GMD et l'armée, et aussi l'intérêt de toute évidence grandissant sur une longue course des dirigeants du GMD dans le développement des relations avec l'URSS et même la Comintern. L'intérêt pour cette dernière prit la forme d'une poussée de rhétorique « *gauchiste* », procommuniste, au 2^e congrès du Guomindang en janvier 1926. Ce fut aussi

1. Centre russe 495/164/16/91.

2. Référence aux grèves politiques des ouvriers chinois à Shanghai et Hong Kong-Guangzhou, qui commencèrent respectivement en mai et juin 1925.

3. M. Titarenko, *KI i Kitajska revoljutsiya : Dokumenty i materialy* (Moscou, Nauka, 1986)

évident dans le discours de Hu Hanmin, l'un des leaders du Guomindang, dans les premiers jours du 6^e plénum du CEIC. Il fit la déclaration suivante :

« Il n'y a qu'une révolution mondiale et la révolution chinoise en fait partie. Sur les questions fondamentales, les enseignements de notre grand dirigeant Sun Yatsen, concourent avec le marxisme et le léninisme [...] Le mot d'ordre du Guomindang est "Pour les masses populaires !" Cela signifie que les ouvriers et les paysans doivent prendre dans leurs mains le pouvoir politique »¹.

En février 1926, tout de suite après le Deuxième congrès du Guomintang, son CEC a même adressé directement une demande officielle au présidium de la Comintern demandant l'admission du Guomindang dans la Comintern. Dans une lettre transmise aux dirigeants de la Comintern par Hu Hanmin, le CEC du Guomindang soulignait que « *le Guomindang essaie de réaliser la tâche qui est posée depuis trente ans au mouvement révolutionnaire en Chine, la transition d'une révolution nationale à une révolution socialiste* »².

En février 1926, les dirigeants du CC du PCUS (b) et le CEIC examinèrent sérieusement la demande ci-dessus présentée par le CEC du Guomindang. Une majorité du Politburo vota même pour l'admission du Guomindang comme parti sympathisant³. Cependant la prudence prit le dessus. Sur proposition du présidium du CEIC, après une consultation entre Voitinsky et Staline et Zinoviev, on rédigea une lettre évasive au CEC du Guomindang⁴. Les événements cependant ne prenaient pas la direction dans laquelle les dirigeants de la Comintern essayaient de les pousser d'urgence.

La première défaite : Staline et le « *petit coup d'Etat* » de Jiang Jieshi à Guangzhou (Canton)

L'application des résolutions de la Comintern, qui visait à « *communiser* » le Guomindang tourna à la tentative presque transparente des conseillers soviétiques et des communistes chinois de prendre le contrôle de l'appareil du CEC du Guomindang et du gouvernement nationaliste. Ce qui conduisit tout

1. 6e plénum élargi du CEIC (février-mars 1926, Moscou).

2. Centre russe, 514/1/168/219.

3. *Ibid.* 505, 1,65, 21. L.Trotsky « Stalin and the Chinese revolution. Facts and documents », *Biulleten oppositsii* 1930 ; n° 15-16.

4. Centre russe 514/1/171-9 et 168/219 ; 505/1/65/53.

naturellement au coup d'Etat « *anticommuniste* » de Jiang Jieshi à Guangzhou le 20 mars 1926. La connection entre le « *coup* » et la ligne offensive de « *prise du pouvoir* » que le CE IC avait menée à l'égard du Guomindang fut reconnue indirectement, c'est-à-dire sans en accuser le CE IC. Ce fut fait par une commission qui rendit visite à Guangzhou en février-mars 1926 pour faire des inspections et tomba sur l'épicentre des événements¹, ainsi que par Moiséi Rafes, le secrétaire du Bureau d'Extrême-Orient du CE IC, qui se trouvait dans cette ville fin juillet et août².

Il ne peut pas y avoir d'erreur : le « *coup* » était dirigé à la fois contre les communistes chinois et les communistes soviétiques – c'est-à-dire les militaires soviétiques et les conseillers politiques – et leurs tentatives de renforcer leur influence dans le Guomindang. Le « *coup* » signifia l'établissement d'une dictature militaire pratiquement « *ouverte* » des centristes du Guomindang sur le territoire contrôlé par son gouvernement nationaliste. Plus, « *le coup* » affaiblit de façon significative non seulement la position des communistes mais aussi celle des groupes de la « *gauche* » du Guomindang autour de Wang Chingwei, le président du gouvernement national. Wang quitta le pays et plusieurs dirigeants communistes furent arrêtés pour quelque temps ; la Ligue de la Jeunesse militaire chinoise qu'ils avaient dirigée fut dispersée et les unions paysannes dans les villages, des organisations de masse qui avaient été l'un des domaines les plus importants de l'activité du Guomindang et du PCC furent désarmés à l'été 1924. Le développement le plus sérieux selon la perspective du PCC fut qu'après le « *coup* », en mai 1926, au 2^e plénum du CEC du Guomindang, la fraction Jiang Jieshi lança un certain nombre d'exigences visant à limiter de façon significative l'autonomie politique et organisationnelle à l'intérieur du Guomindang³.

1 Le président de cette commission était le chef de l'administration politique centrale de l'Armée rouge, A.S. Boubnov. Ses rapports ainsi que sa lettre d'instruction à Borodine sur les événements du 20 mars, conservés au Centre russe, ont été récemment publiés par Titarenko, *op.cit.*, 23 :139-52, 157-1-62, 208-227.

2. Centre russe 495/165/ 71/4

3. Ces exigences furent présentées au plénum du CEC du GMD par Jiang Jieshi. Leur texte, avec les amendements au plénum, est au Centre russe, collection de documents non classés. Pour le texte de la résolution du plénum, cf. *Zhongguo Guomindang diyi, dierci quanguo daibiaodahui huiyi shikiao* (Matériaux historiques des deux premiers congrès du Guomindang, vol. 2, Nankin, 1986), 53-54.

Quelle fut la réaction immédiate de Staline à ces événements ? Les historiens signalent d'habitude que le secrétaire général du CC du PCUS(b) obligea les communistes chinois à faire des concessions à Jiang Jieshi pour préserver le front uni ¹? C'est exact. Mais pourquoi exactement et quand le fit-il, et pourquoi ?

Les documents montrent à l'évidence que dans les jours qui ont suivi le « coup », la direction bolchevique a été certainement plongée dans la confusion. Le manque d'information se faisait aussi sentir ². D'abord Staline et ses partisans essayèrent simplement de gagner du temps, comptant sur un prochain soulèvement du mouvement ouvrier-paysan de masse dans le Guangdong, qui aurait permis de neutraliser les putschistes. C'est très clair, par exemple, dans le fait qu'au tout début d'avril, dans une discussion des problèmes généraux des relations soviéto-sino-japonaises le projet de résolution avait été préparé par une commission dirigée par Trotsky –, c'est Staline qui proposa d'insérer dans le texte les deux paragraphes suivants :

« A court terme, le gouvernement de Guangzhou doit concentrer tous ses efforts sur le renforcement interne de la république en réalisant les réformes agraires, financière, administrative et politique appropriées, en entraînant dans la vie politique de la Chine du Sud les grandes masses populaires et en renforçant sa capacité interne de défense.

Dans la période actuelle, le gouvernement de Guangzhou doit renoncer à toute idée de lancer des expéditions militaires offensives et, de façon générale, de recourir à toute action qui pourrait pousser les impérialistes sur la voie de l'intervention militaire » ³.

1. Voir Brandt, *Stalin's Failure in China*, 71-83, PengShuzi, « Introduction » in *Leon Trotsky in China*, New York, Monad, 1976, 53-54.

2. La reconnaissance qui suit, par Rafes, plusieurs mois après le « coup », donne quelque idée du niveau de l'information sur les événements du 20 mars qui était disponible à Moscou « *Quand nous sommes arrivés en Chine [à la mi-juin 1926], tout ce que nous avons appris de nos camarades sur les événements du 20 mars au Guangzhou et la démonstration militaire de Jiang Jieshi contre le Guomindang de gauche et les communistes était tout à fait nouveau pour nous. A Moscou, nous n'avions réellement aucune idée de ce qui était arrivé au Guangzhou le 20 mars. Nous n'avions aucune idée de jusqu'où ces actions étaient allées ou de la profondeur de leurs conséquences* ». Centre russe 495/165/1 :2.

3. « Extrait du Protocole de ma 18e session du Politburo du CC du PCUS (b), 1er avril 1926 ». Centre russe. Collection de documents non classés.

Inutile de dire que ce qu'il entendait par « *expéditions militaires offensives* » était l'expédition du Nord. En s'élevant contre elle, Staline était de toute évidence inspiré par la peur tout à fait logique que, sous le prétexte des conditions de temps de guerre, l'avance des armées du Guomindang vers le Nord limiterait inévitablement la possibilité de radicaliser le régime de Guangzhou. Le Politburo fut d'accord¹.

Pas un seul dirigeant soviétique dans la période qui suivit immédiatement le « *coup* » ne proposa que les communistes quittent le Guomindang. A une réunion du Politburo discutant les rapports du Guangzhou selon lesquels certains communistes chinois pensaient à des actions contre Jiang Jieshi, même Trotsky proposa une résolution condamnant semblables intentions « *révolutionnaires* »². Ce n'est qu'un peu plus tard, dans la seconde moitié d'avril 1926, que Trotsky proposa au Politburo le retrait du PCC du Guomindang (il est impossible de donner une date plus précise jusqu'à l'ouverture des archives présidentielles de la fédération russe). A peu près au même moment, Voitinsky hésita un moment sur cette question. Dans une lettre à Chen Duxiu du 24 avril, il proposa « *des efforts déterminés pour former une alliance commune avec le Guomindang* »³. Peu après, la réunion du 29 avril du Politburo discuta un rapport de Chine disant que le prochain plénum de mai du CEC du Guomindang aborderait franchement la question de l'avenir du PCC dans le Guomindang. Lors de cette réunion, Voitinsky proposa qu' « *en cas de nécessité absolue* », « *les communistes connus quittent d'eux-mêmes le Guomindang* ». Il exprima aussi l'idée que, « *dans un cas extrême* », il faudrait examiner la possibilité de « *tracer nettement les frontières entre les communistes et les membres du Guomindang en menant le travail à venir sur la base de la collaboration entre deux partis indépendants* ». Zinoviev le soutint⁴.

Staline cependant ne pouvait accepter ces propositions, qui démolissaient tout son plan tactique. Après tout, dans sa perspective, quelques semaines plus

1. Titarenko, *op.cit.*, 163-4, 170.

2. Centrerusse 17/2/317/1/139.

3. Titarenko, *op.cit.*, 2 :188.

4. [Zinoviev], « Déclaration au sténogramme du Plenum commun du CC et de la CCC », archives Trotsky Harvard Russ 137 886, 2. Zinoviev faisait à tort référence à cette réunion du Politburo comme ayant eu lieu en mai 1927. Sur l'origine du document, voir Centre russe 495/166/189/2.

tôt, les communistes étaient sur le point de prendre le pouvoir dans le « *Guomintang ouvrier et paysan* ». Selon la logique de Staline, on ne pouvait simplement rendre les positions qu'on avait « *conquises* » ; cela équivaldrait à une capitulation injustifiée devant les « *droitiers* » du Guomintang.

Le 29 avril 1926, une résolution secrète du Politburo sur les problèmes du front unique en Chine fut adoptée. Une scission du PCC d'avec le Guomintang fut considérée comme hors de question ; Staline accepta cependant de revenir ultérieurement sur la question, s'il s'avérait que le courant à l'intérieur du Guomintang « *pour une démarcation organisationnelle d'avec les communistes devenait fort* ». Pour le moment, la politique d'intervention active du PCC dans les affaires intérieures du Guomintang, avec l'objectif d'exclure « *les droitiers* » de ce parti fut confirmée. La seule innovation était la décision de ralentir le rythme de l'offensive communiste à l'intérieur du Guomintang, pour regrouper les forces. Staline jugea nécessaire de ne faire que « *des concessions organisationnelles internes aux **gauchistes du Guomintang** au sens d'une réorganisation du personnel* »¹. L'objectif était donc tourné vers les « *gauchistes* ». Le Politburo considéra l'action de Jiang Jieshi comme un conflit entre les communistes et leurs alliés objectifs (aucun des dirigeants soviétiques ne voyait à l'époque Jiang Jieshi comme un « *droitier* »). La résolution fut adoptée à l'unanimité (Zinoviev aussi vota pour ; Trotsky n'assistait pas à la réunion).

En mai 1926, le Politburo exprima son opposition à l'expédition du Nord comme il l'avait fait auparavant. « *Du fait des circonstances [...] complexes* », il approuva de mauvaise grâce de n'envoyer qu'un petit corps expéditionnaire de l'Armée révolutionnaire nationale de Chine « *pour défendre la province du Hunan comme l'approche du Guangdong, à la condition que les troupes ne se dispersent pas au-delà des frontières de la province* ». A cette époque, il ordonna au CE IC et au gouvernement soviétique d' « *augmenter son aide de toutes les manières, en termes de finances et de personnel, au Parti communiste, en lui conseillant, en passant, d'intensifier son travail à l'intérieur du Guomintang et de poursuivre une ligne cherchant à isoler les droitiers du Guomintang* »².

1. Centre russe 17/162/3/55. Souligné par l'auteur.

2. *Ibidem*, 59, 74.

Les manœuvres plutôt habiles de Jiang Jieshi, entre autres, permettent d'expliquer pourquoi le Politburo considérait des concessions à Jiang Jieshi comme des mesures nécessaires pour faciliter le regroupement des forces dans le camp « *de gauche* ». Peu après le « *coup* », Jiang fixa des limites à l'activité, non seulement des « *communistes* », mais aussi des « *droitiers* » dont certains furent relevés de leurs fonctions. A la fin de mai, le chef de la police, Wu Tiecheng, un des plus ardents avocats de l'exclusion du PCC du Guomindang, fut même arrêté. Mikhaïl Borodine, le principal informateur de Moscou sur les affaires chinoises, y vit une manifestation concrète de « *l'impuissance* » de la fraction « *droitière* ». Il interpréta la résolution adoptée par le 2^e plénum du CEC du GMD limitant l'activité du PCC comme simplement une initiative tactique destinée à « *dissiper les malentendus* » entre le Parti communiste et les « *membres honnêtes du Guomindang* ». Il croyait même que « *la résolution adoptée par le plénum du CEC du Guomindang sur les communistes portait un coup plus rude aux droitiers qu'aux communistes* »¹.

La tactique du Politburo ne pouvait pas cependant donner le succès, dans son application aux conditions concrètes qui se développaient en Chine. L'Expédition du Nord devint réalité contre la volonté de Staline. Comme elle avait incorporé dans ses rangs un certain nombre de militaristes, le corps des officiers de l'Armée nationale révolutionnaire devint de plus en plus conservateur ; l'influence des « *droitiers* » grandit. Le commandant en chef Jiang Jieshi pencha de plus en plus vers leur position. A l'été de 1926, même le Politburo du PCUS (b) cessa de le considérer comme un « *homme de gauche* » et commença à le voir comme un « *centriste* ».

Dans la mesure où la balance des forces dans le Guomindang n'était pas en sa faveur, le PCC ne réussit pas à mener à bien une purge d'« *anticommunistes* » dans les rangs du Guomindang. C'est dans ces circonstances que Staline fut obligé d'abandonner sa tactique d'offensive prudente et de regroupement des forces, opérant un tournant vers une retraite temporaire. Il décida de faire des concessions aux « *droitiers* », bien que ni lui ni ses partisans n'aient abandonné leurs espoirs de « *communiser* » le Guomindang.

1. Titarenko, *op.cit.*, 2 :231.

Comme l'un des collaborateurs de Staline, Martynov, devait caractériser plus tard cette tactique : « *Nous reculons afin de mieux bondir en avant* »¹.

Si l'on en juge par les matériaux d'archives, la décision de Moscou selon laquelle les communistes devaient faire des concessions aux « *droitiers* » ne fut pas prise avant la fin d'octobre 1926. Le 26 octobre, sur proposition du collaborateur de Staline, commissaire du Peuple aux affaires militaires et navales Klementi Vorochilov, le Politburo adopta une directive au Bureau d'Extrême-Orient lui interdisant de développer une campagne contre la bourgeoisie chinoise et l'intelligentsia féodale, c'est-à-dire ces éléments que la Comintern considérait traditionnellement comme « *droitiers* ». La directive soulignait :

« Tant qu'existe le danger des impérialistes et du Nord et tant que le conflit avec eux est inévitable, le Guomindang doit protéger tous ses alliés potentiels et compagnons de route. Nous sommes d'accord que le problème agraire doit être mis à l'ordre du jour comme une question pratique et que la victoire est impossible sans les paysans. Cependant la proximité du développement de la guerre civile dans les villages à un moment où la guerre contre l'impérialisme et ses agents est à son apogée, affaiblirait la capacité de combat du Guomindang »².

La directive fut adressée au Bureau d'Extrême-Orient en réponse à son rapport télégraphique du 22 octobre : celui-ci était l'œuvre de Voitinsky³ qui voulait l'autorisation de la direction pour que les communistes chinois puissent déclencher un mouvement de masse sur les arrières de l'Armée nationale révolutionnaire⁴.

Commentant la directive d'Octobre du Politburo plusieurs mois après la défaite du mouvement communiste en Chine, Staline la caractérisa comme un malheureux malentendu : « *C'était un télégramme isolé, épisodique, pas du tout caractéristique de la politique de la Comintern, de la ligne de notre direction* » expliqua-t-il au plénum commun du Comité central et de la commission centrale de contrôle du PCUS⁵. Vorochilov aussi la considéra comme quelque chose

1. A. Martynov, « La Comintern devant le Tribunal des Liquidateurs », *KI*, 1927, n°30 :10..

2. Centre russe 17/162/ 410.

3. De juin 1926 à janvier 1927, Voitinsky dirigea le Bureau d'Extrême-Orient du CE IC à Shanghai sous le pseudonyme de Sereguine.

4. Titarenko, *op.cit.*, 2 : 485-86.

5. Stalin, Works, 10/18.

d'isolé, un coup de tête¹. Cependant le refus de Staline et du Politburo de soutenir les propositions de Voitinsky constituait bien entendu la preuve de leur nouveau cours politique en Chine. Si l'on en juge par la déclaration de Rafes qui date de la fin novembre 1926, peu après son retour de Chine à Moscou, c'est exactement ainsi que le Bureau d'Extrême-Orient interpréta le télégramme. Ce fut en outre l'unique directive politique de nature générale que cet organisme reçut pendant ses cinq mois d'activité en Chine, de juin à octobre 1926².

Les idées formulées dans la directive mentionnée ci-dessus furent affirmées et élaborées dans les discours des plus proches compagnons d'armes de Staline, Nikolai Boukharine et Fedor Raskolnikov, qui étaient dirigeants de la Comintern, lors de la 15^e conférence du PCUS (b) du 26 octobre au 3 novembre 1926. Ces discours présentaient une caractérisation de la composition sociale du Guomindang différente de celle qui avait été donnée au 6^e plénum du CE IC. Reculant d'un pas sur les affirmations qui avaient prévalu dans la Comintern jusqu'à la mi-mai 1925, les partisans de Staline caractérisèrent le Guomindang à cette occasion comme un parti unissant dans ses rangs non seulement ouvriers, paysans et « *démocrates urbains* », mais aussi la bourgeoisie commerçante-industrielle. En outre, ils n'appelaient plus à transformer le Guomindang en organisation « *ouvrière-paysanne* » à un rythme rapide, mais, pour l'essentiel, mettaient l'accent sur la nécessité de tout faire pour préserver et renforcer le front uni en Chine. Ils étaient ainsi amenés à insister sur la nécessité pour le PCC d'éviter toutes sortes d'actions susceptibles de conduire à des ruptures, voire à des craquements dans le front unique³.

1. Centre russe 17/2/317/1/783-4. Il est vrai cependant que les deux compagnons d'armes ne se sont pas regardés dans les yeux pour apprécier la directive en question. Staline croyait que c'était « *incontestablement une erreur* », tandis que Vorochilov la jugeait tout à fait correcte.

2. Centre russe 495 :165/71 :27-31.

3. Voir le compte-rendu (en russe) de la XV^e conférence du PCUS (b) du 26 octobre au 3 nov. 1926, c.r. sténo., Moscou 1927, 27-28, 86-87, 99.

Le 7^e plénum élargi du CE de l'IC

La retraite ne continua cependant pas longtemps. L'aggravation de la situation interne du Guomindang, où la lutte pour le pouvoir entre dirigeants s'aggrava à la fin de 1926 obligea une fois de plus Staline à faire des ajustements dans sa politique en Chine. Le 7^e plénum élargi (novembre-décembre 1926) signala le début d'un nouveau tournant de la Comintern, bien que devenue à l'époque plutôt prudente, dans la direction de la prise du pouvoir au sein du Guomindang.

La veille du plénum, des désaccords surgirent à l'intérieur de la direction du PCUS (b) concernant les tâches immédiates du mouvement révolutionnaire en Chine et, par voie de conséquence sur la ligne du PCC. Deux points de vue extrêmes s'affrontaient. Le premier était celui de Raskolnikov, vigoureusement soutenu par A.S. Boubnov, chef de l'Administration politique principale de l'Armée rouge, et par Manouïlsky. Le second était celui de Pavel Mif, doyen associé de l'Université Sun Yatsen des travailleurs de Chine, dont les idées étaient partagées par nombre de représentants soviétiques et de la Comintern en Chine.

Raskolnikov commença à développer une variante de l'idée selon laquelle, si le PCC continuait à battre en retraite devant Jiang Jieshi, les « *centristes* » et les « *droitiers* », croyaient que la poursuite de la révolution agraire était « *inopportune* » alors que le mouvement de libération nationale se développait. Lui aussi était extrêmement prudent à l'égard des perspectives révolutionnaires à venir, faisant l'hypothèse selon laquelle elle pouvait prendre l'une des deux routes suivantes. Premièrement, elle pouvait suivre le chemin de la Turquie, c'est-à-dire dégénérer en une dictature militaire de la grande bourgeoisie industrielle, avec Jiang Jieshi devenant une sorte de Kemal Pacha¹. Deuxièmement, elle pouvait conduire à la création d'un « *gouvernement petit-*

1. Pacha Mustapha Kemal Ataturk (1881-1938) établit un régime bourgeois, pro-occidental en Turquie en 1923. Au début des années 20, les bolcheviks le considéraient comme un allié antiimpérialiste.

bourgeois soutenu par la classe ouvrière et la paysannerie et sous la protection de l'Union soviétique »¹.

Mif était beaucoup plus « à gauche », insistant sur la nécessité de « développer les tendances prolétariennes de la révolution chinoise ». Il rejetait catégoriquement une voie de développement « turque » ou « kémaliste » pour la Chine, n'en affirmant qu'une seule. « En Chine, nous aurons le pouvoir de la petite bourgeoisie révolutionnaire avec le rôle d'organisation du prolétariat et un gouvernement entièrement ouvrier-paysan »². Dans son projet de thèses, Mif incluait même l'exigence d'« organiser sans délai des soviets paysans et d'éliminer tous ceux de la gentry³, notables et grands propriétaires qui détenaient les instruments du pouvoir et exploitaient la paysannerie chinoise »⁴.

Finalement Staline, parlant à la session de la Commission chinoise préparatoire du CE IC, intervint dans la discussion entre Raskolnikov et Mif. Son discours était plutôt conciliateur. D'un côté, il soutenait Raskolnikov, soulignant particulièrement le caractère national de la révolution chinoise en cours, et ne disait pas un mot sur la « tendance au compromis » de la bourgeoisie nationale chinoise. Au contraire, une fois encore, comme il l'avait fait jusqu'en 1925, il voyait cette classe comme un membre véritable, quoique faible, du front uni. Plus, il censurait « certains camarades » qui croyaient qu'« il y aurait chez les Chinois la répétition exacte de ce qui s'est passé ici en Russie en 1905 »⁵. Il exprima aussi son désaccord avec Mif sur la question de la création de soviets paysans.

D'un autre côté, Staline montrait qu'il n'avait pas abandonné l'espoir d'établir une hégémonie du PCC en Chine, à laquelle il laissait le temps nécessaire. Son discours manifestait clairement que l'idéal qui avait pris forme dans sa tête au cours de la période précédente avait simplement été repoussé plus

1. Centre russe 495/165/65/67/45. Après la discussion de ce projet à la commission chinoise du CE IC, Raskolnikov, avec Boubnov, introduisit quelques changements insignifiants dans ce texte. Un nouveau projet fut préparé, appelé « *Thèses Boubnov-Petrov* ». En même temps, Manouïlsky présentait ses propres thèses qui pour l'essentiel ne différaient guère du projet de Raskolnikov. Souligné par l'auteur.

2. Centre russe 4985/165/65/67/49, 50-51.

3. C'était « gentry » qu'on utilisait alors dans la littérature soviétique pour les *shenshi*.

4. Centre russe 495/165/69/7, 8/.

5. Staline, *Works*, 8 :373-74.

loin dans l'avenir. Il fondait encore sa pensée sur l'idée que, tôt ou tard, la bourgeoisie nationale passerait du côté de la réaction et que le rôle de dirigeant de la révolution passerait alors inévitablement aux mains du prolétariat chinois et de son parti. Sous leur direction, une dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie serait établie en Chine, qui ressemblerait à une dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie telle que les bolcheviks l'avait prévue pour la Russie en 1905, « *avec la différence toutefois qu'elle serait d'abord et avant tout un gouvernement antiimpérialiste* »¹. La référence au caractère antiimpérialiste du futur pouvoir « *ouvrier-paysan* » en Chine manquait de signification concrète. Staline souligna franchement que ce serait un gouvernement « *de transition vers un développement non capitaliste, ou, plus exactement, socialiste, de la Chine* »².

Le secrétaire général s'opposa aussi, bien que seulement en termes généraux, à une prudence excessive au sujet de la révolution dans la campagne chinoise. Il souligna simplement qu'il ne fallait pas avoir peur que la paysannerie s'engage dans la révolution « *Plus vite et plus profondément la paysannerie chinoise sera engagée dans la révolution, plus fort et plus puissant sera le front antiimpérialiste en Chine* »³. Staline s'abstint cependant de stipuler aucun pas concret qui pourrait attirer les paysans au PCC et au Guomindang.

Le 7^e plénum fut naturellement d'accord avec le point de vue de Staline. Un nouveau projet, préparé par Manabendra Nath Roy, membre de la Commission chinoise préparatoire, constitua la base du texte final de la résolution concernant la situation en Chine. Le projet de Roy fut complété par Raskolnikov, Boubnov et Staline⁴. Le document dans son ensemble caractérisait la composition sociale du Guomindang de façon différente de celle du 6^e plénum du CE IC. Il définissait le Guomindang comme un bloc de quatre groupes sociaux – le prolétariat, la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine et des fractions de la bourgeoisie nationale – plutôt que comme « *un parti ouvrier et paysan* »⁵.

1. *Ibid.*, 382. Centre russe 495/165/ 167/103.

2. *Ibid.*

3. Stalin, *Works*, 8 : 385.

4. Centre russe 495/165/273/14.

5. Titarenko, *op.cit.* 92-93.

Le 7^e plénum du CE IC définit aussi les perspectives pour le développement du Guomindang de façon différente, observant que même quand « *les forces motrices de base deviennent un bloc plus révolutionnaire – un bloc du prolétariat, de la paysannerie et de la petite bourgeoisie urbaine* », cela ne signifierait pas « *l'élimination de la bourgeoisie tout entière de l'arène de la lutte de libération nationale* »¹. A cet égard, le plénum aborda avec prudence la formulation des revendications que, selon sa perspective, le PCC et le Guomindang devaient avancer en guise de programme agraire dans les districts contrôlés par le gouvernement nationaliste. La résolution présentait les propositions de Raskolnikov, à savoir, non pas la révolution agraire, mais la réduction de la rente et de l'impôt, la confiscation de la terre des contre-révolutionnaires, etc.²

La résolution exprimait en même temps l'idée qu'au fur et à mesure du développement du mouvement révolutionnaire chinois, le PCC réussirait à transformer le Guomindang en un « *authentique parti du peuple* », à établir sa propre hégémonie à l'intérieur, à constituer un gouvernement antiimpérialiste, révolutionnaire, qui créerait « *la dictature démocratique du prolétariat, de la paysannerie et des autres classes exploitées* ». Plus encore, le document indiquait que, poursuivant sa politique dans la campagne, le PCC ne redoutait pas la possibilité d'exacerber le conflit de classe. Au contraire, il était obligé d'accorder à la question de la révolution agraire « *une place éminente dans le programme du mouvement de libération nationale* » sans s'inquiéter qu'une telle formulation affaiblisse le front uni antiimpérialiste³.

Cette nouvelle tactique se reflétait aussi dans une directive stalinienne sur la Chine envoyée à Borodine le 17 décembre 1926. D'un côté elle stipulait encore la nécessité de diriger la lutte urbaine seulement « *contre la grande bourgeoisie, et avant tout contre les impérialistes, afin que la plus grande partie possible de la bourgeoisie petite et moyenne reste dans le cadre du front uni contre un ennemi commun* ». D'un autre côté, elle soulignait aussi que « *la politique générale de retraite dans les villes et la pression contre les luttes ouvrières pour améliorer leur situation est fausse [...] Des décrets contre le*

1. *Ibid.*, 93.

2. *Ibid.*, 97-98.

3. *Ibid.*, 99, 94,96.

droit de grève, contre les réunions ouvrières etc. sont tout à fait inacceptables »¹. On était cependant bien loin encore d'une réelle offensive. En pratique, la tactique du flirt avec les « *droitiers* » continua assez longtemps. Au début de 1927, elle aboutit même à l'établissement de rapports officiels entre la Comintern et le Guomindang en réponse à une autre demande du CEC du Guomindang et, cette fois, de Jiang Jieshi lui-même. La demande fut présentée par l'intermédiaire de Shao Litzu, une personnalité bien connue du Guomindang, qui vint en visite à Moscou en septembre 1926. Le présidium du CE IC, avec la bénédiction du CEC du Guomindang, adopta une résolution concernant un échange de représentants entre le Comintern et le Guomindang, selon lequel le représentant du CEC du Guomindang, Shao Litzu lui-même, devenait membre du présidium du CE IC avec une voix consultative².

Manœuvres de Staline ; de la nouvelle offensive à la nouvelle retraite

Dans l'intervalle, les événements se déroulaient rapidement en Chine. Au début de mars 1927, les troupes de l'Armée nationale révolutionnaire avaient placé sous leur contrôle d'importantes régions de la Chine centrale et orientale et les agents de la Comintern avaient informé Moscou du soulèvement d'un mouvement de masse ouvriers-paysans. Le 19 février 1927, les ouvriers de Shanghai lancèrent un combat politique et le 22, leur grève générale se transforma en soulèvement armé. Bien qu'elle fut suspendue deux jours plus tard, l'atmosphère générale dans le pays s'était apparemment brusquement radicalisée. Dans ces circonstances, Staline essaya de reprendre une politique agressive avec le Guomindang. En février, le Politburo adopta des mesures d'urgence pour appuyer le retour en Chine de Wang Jingwei, le dirigeant du Guomindang de gauche qui vivait alors en France. Avec le retour de Wang Jingwei (via Moscou³ évidemment où les fonctionnaires de la Comintern étaient prêts à discuter des affaires chinoises avec lui), la direction soviétique place de façon tout à fait logique ses espérances dans le renforcement de la fraction « *de gauche* » du Guomindang.

1. Centre russe 17/162/4/34.

2. *Ibid.*

3. Centre russe 17/162/4/34.

Le 3 mars 1927 le Politburo décide catégoriquement de changer la politique et les méthodes de travail du PCC. Agissant sur la proposition de sa commission chinoise, le Politburo donne ordre au PCC, « *advienne que pourra* », de déclencher un mouvement des masses ouvrières et paysannes et de recruter des ouvriers pour le parti communiste et des masses laborieuses et paysannes pour le Guomindang. Le Politburo assurait que c'était nécessaire pour :

« Créer énergiquement une base paysanne, petite-bourgeoise et ouvrière sous le Guomindang de gauche [...], chercher à exclure les droitiers du Guomindang, les discréditer politiquement et les dépouiller systématiquement de leurs postes dirigeants [...], poursuivre une politique d'occupation des positions les plus importantes dans l'armée [...], renforcer le travail du Guomindang et des cellules communistes dans l'armée [...], préparer l'armement des ouvriers et des paysans, convertir les comités paysans locaux en organes réels de pouvoir avec une capacité d'autodéfense »¹.

Le PCC était chargé de la responsabilité d'opérer sous ses propres mots d'ordre « *partout et toujours* ». La résolution soulignait qu'« *une politique de semi-légalité volontaire est inadmissible. Le parti communiste ne doit pas être un frein pour le mouvement de masse [...] Autrement la révolution sera gravement menacée* »².

Le nouveau cours cependant n'influença pas l'idée que le Politburo avait de la question agraire en Chine³. Non sans raison, Staline et ses lieutenants craignaient qu'une révolution radicale dans la campagne chinoise ne détruise le bloc intra-parti du PCC et du Guomindang. Bientôt des nouvelles inquiétantes parvinrent de Chine. Le 24 mars, deux jours après l'entrée des troupes de l'armée nationale révolutionnaire dans Shanghai et le lendemain de la prise de Nankin, les impérialistes intervinrent ouvertement dans la guerre en Chine. Nankin, occupée par les troupes de l'armée nationale révolutionnaire, fut bombardée par les navires de guerre britanniques et américains. Les contradictions aiguës à l'intérieur du camp révolutionnaire devinrent plus claires. Jiang Jieshi, commandant en chef de l'Armée nationale révolutionnaire, voulait de toute évidence répéter les événements du 20 mars 1926, mais cette fois avec

1. *Ibid.* 71-72.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*.

une conclusion beaucoup plus brutale¹. Les heurts se multiplièrent entre ses soldats et des groupes armés d'ouvriers et de paysans. Dans de nombreuses régions, les partisans de Jiang écrasèrent les organisations syndicales.

Dans ces circonstances, Staline, qui craignait de provoquer Jiang Jieshi, battit de nouveau en retraite. A la fin de mars 1927, le Politburo décida de faire des concessions à Jiang. Des directives furent envoyées en Chine ordonnant « *de faire tous ses efforts pour éviter des heurts avec l'Armée nationale à Shanghai et avec ses chefs* »².

Les 4 et 5 avril Boukharine, qui dirigeait alors le CE IC, et Staline, respectivement, firent des discours exposant leurs positions à une réunion à huis clos des militants de l'organisation de Moscou. Le rapport principal fut fait par Boukharine qui reconnut « *le début* » d'une lutte de classe violente en Chine, qui se manifestait dans l'offensive des « *droitiers du Guomindang* » contre le PCC et le mouvement ouvrier-paysan. Il releva même des cas où des ouvriers avaient été abattus par des soldats du Guomindang). Néanmoins, le cœur de son rapport était dirigé vers la justification d'une politique de retraite. « *On ne peut pas supposer que c'est une campagne d'ensemble contre les ouvriers et les paysans* », dit-il pour rassurer son auditoire : « *Nous n'essaierons pas de déguiser le caractère répugnant des droitiers. Il faut les démasquer. Mais il nous faut utiliser les traits de la structure organisationnelle* ». ³

Staline fit un discours plus apaisant encore⁴. Il rejeta l'accusation de l'Opposition que les leaders de la Comintern et du PCUS(b) avaient étouffé les exemples de répression du mouvement ouvrier et paysan chinois par les forces

1. Voitinsky informa Moscou des intentions de putsch de Jiang Jieshi dès la fin de février 1927. Centre russe 514/1/240/12-13.

2. *Ibid.* 17/162/4/90/93.

3. Rapport de Boukharine sur la Révolution chinoise à l'assemblée des militants de Moscou (4 avril 1927), *ibid.* 324/1/353/5,6. Plus tard, ce rapport significativement révisé fut publié sous le titre *Problèmes de la Révolution chinoise* dans une collection d'articles. *Questions de la Révolution chinoise* ; Moscou 1927. 57-122. Une autre version également révisée fut publiée dans la *Pravda* du 9 avril 1927.

4. Ce discours n'a jamais été publié et le sténogramme officiel n'en a jamais été diffusé (Centre russe 589/3/4307/1/215 et 495/166/189/3). La version la plus complète de ce discours a été fournie par le Yougoslave Voja Vujovic citant ses propres notes. Le refus de Staline de laisser le public connaître ce discours est compréhensible puisque le cours des événements en Chine a ruiné toutes ses conclusions fondamentales si rapidement qu'il aurait été impossible de corriger le sténogramme.

de Jiang Jieshi. « *Nous ne voulons pas cacher cela*, dit-il, *mais nous ne voulons pas l'exagérer dans notre presse* ».

Dans l'ensemble, selon Staline, la situation à l'intérieur du Guomindang était très favorable aux communistes, car, avec « *la gauche* », ils constituaient « *la majorité* » dans le Guomindang, cette « *sorte de parlement révolutionnaire* ». Les « *droitiers* » étaient supposés les écouter et Jiang se contentait de diriger son armée contre les impérialistes. « *Le paysan a besoin d'une vieille jade usagée aussi longtemps qu'elle lui est nécessaire* ». Staline résuma : « *Voilà ce qu'il en est pour nous. Quand la droite ne nous servira plus à rien, nous la jetterons. A présent, nous avons besoin de la droite* » En général, les choses allaient bien et le CEIC contrôlait la situation, conclut Staline. Les « *droitiers* » démoralisaient l'arrière des militaristes et donnaient de l'argent à la révolution et ce n'était qu'en un front uni avec eux que les communistes et la « *gauche* » pourraient résister aux forces combinées de l'impérialisme ¹.

Quelques jours plus tard, Martynov, le complice de Staline, mit systématiquement en avant la tactique de la retraite ². L'essence de l'explication de Martynov était la suivante. En Chine, écrivait-il, ce qui se déroulait, c'était une révolution bourgeoise antiimpérialiste dont la force dirigeante était un « *bloc des quatre classes (la bourgeoisie industrielle, le prolétariat, la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine)* » dont la pression organisationnelle était le Guomindang. Le prolétariat s'efforçait d'assurer son hégémonie dans ce bloc et dans la révolution en général et de transformer le Guomindang « *en un instrument de la dictature révolutionnaire de trois classes* » c'est-à-dire un bloc comprenant les mêmes forces, moins la bourgeoisie. Cependant le prolétariat n'avait aucune raison de se hâter, dans la mesure où le raisonnement était que la bourgeoisie lâcherait prise d'elle-même, du fait du renforcement du prolétariat. Forcer le rythme des événements ne ferait que renforcer la position de la grande bourgeoisie à l'intérieur du Guomindang et conduire à l'isolement de la classe ouvrière.

Les zigzags de la fin

1. Trotsky, *Problems of the Chinese Revolution*, 388-390.

2. Martynov, « Un Problème de la Révolution chinoise », *Pravda*, 10 avril 1927.

Le coup du 12 avril de Jiang Jieshi a radicalement changé la situation, car le principal souci de Staline devint dès lors de sauver sa réputation. La reconnaissance de ses erreurs n'aurait fait que renforcer l'Opposition qui, à l'époque, dénonçait avec ardeur la politique chinoise du Politburo. Sous cet angle, la réaction initiale de Staline fut de torpiller toute espèce de discussion ouverte sur les causes de l'échec. Le plénum régulier du CC du PCUS (b), qui se tint après le coup d'Etat, ne consacra guère plus de trois ou quatre heures au problème chinois, malgré l'insistance de Trotsky et de Zinoviev. En substance, il se limita à écouter le rapport du président du Conseil des commissaires du peuple, A.I. Rykov, sur les derniers événements en Chine et les décisions du Politburo en rapport avec elles ¹. Sur proposition de Molotov, aucun compte rendu sténographique n'a été fait de la réunion de la soirée du 14 avril. Les membres du Comité central, moins les partisans de l'Opposition, approuvèrent la politique du Politburo « *sur la question internationale* » ².

Dans la presse publique, dès le coup d'Etat, les staliniens se contentèrent de stigmatiser Jiang Jieshi comme un traître vendu à l'impérialisme. Ce n'est que plus tard qu'on offrit une explication plus profonde. *KI* imprima un article de sa rédaction, probablement écrit par Martynov, qui exprima l'idée que, dès le 7^e plénum, le CEIC avait « *prévu* » les événements de Shanghai. L'auteur avait en tête la thèse contenue dans la résolution du 7^e plénum sur l'inévitable retrait du camp révolutionnaire du « *gros de la grande bourgeoisie capitaliste* ». Il exprimait sa satisfaction naturelle quant à la perspicacité de la Comintern, d'autant plus que, selon ses propres paroles, la « *trahison* » de la bourgeoisie témoignait que la révolution chinoise « *était entrée dans une étape supérieure* » ³.

Finalement, le 21 avril, Staline parla. Ce jour-là, la *Pravda* publiait son travail « *Questions de la Révolution chinoise* », présenté sous forme de thèses pour les propagandistes. Staline essayait de donner une explication théorique de

1. Centre russe 17/2/284/23. Il n'a pas été possible de reconstituer les décisions de l'instance suprême du parti à laquelle Rykov fit son rapport. Si l'on en juge par les protocoles dans les archives, il n'y eut aucune réunion du politburo entre le 7 et le 16 avril. Le Politburo adopta le 16 avril une résolution pour un prêt de trois millions de dollars au gouvernement Guomindang de Wuhan.

2. *Pravda*, 19 avril 1927.

3. *KI*, 1927, n° 16 : 3-10.

ce qui était arrivé en Chine. Prenant en compte le changement de la situation, il présentait un certain nombre de points : il divisait la révolution chinoise en deux étapes et définissait la première comme allant jusqu'au « *coup* » de Jiang Jieshi du 27 avril. Staline caractérisait cette étape comme celle de « *la révolution d'un front uni pan-national* » dont tant la bourgeoisie nationale que le prolétariat essayaient d'utiliser le cadre, chacun pour ses propres desseins. Selon la logique de Staline, les événements de Shanghai marquaient « *la désertion de la révolution par la bourgeoisie nationale* » et le début d'une deuxième étape dans laquelle « *un mouvement de bascule a éloigné de la révolution d'un front uni pan-national et est allé vers une révolution des grandes masses des ouvriers et des paysans, vers une révolution agraire* ». Dans cette situation Staline insistait, il fallait œuvrer à la concentration de tout le pouvoir dans le pays aux mains du « *Guomindang révolutionnaire* » dans sa qualité de bloc entre « *la gauche* » et les communistes, le transformant en fait en organe de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Comme principale « *antidote* » à la contre-révolution, Staline désignait « *l'armement des ouvriers et des paysans* ». En même temps, il rappelait à ses lecteurs que la Révolution chinoise était une révolution de caractère nationaliste et qu'elle se déroulait dans des conditions spécifiques, différentes de celles de Russie ¹.

Ce travail témoigne que le secrétaire général du Comité central du PCUS (b) avait une fois encore réexaminé la tactique de la retraite du PCC à l'intérieur du Guomindang. Les conditions objectives en étaient, selon sa logique, données par l'action des « *droitiers* », « *coupant leurs liens* » avec la révolution.

Quelques jours plus tard, Staline élaborait sur les propositions de base formulées dans « *Questions de la Révolution chinoise* » dans une déclaration écrite au nom du Politburo le 7 mai 1927. C'était une réponse aux thèses de Zinoviev sur la question chinoise qui avaient été adressées au Politburo dès le 13 avril et étaient destinées aux participants du plénum d'avril du Comité central ². Ce document de Staline, qui était tamponné « *Absolument secret* » et qui, avec les thèses de Zinoviev, ne fut diffusé qu'aux membres du Comité central, visait

1. Stalin, *Works*, 9 : 224-34.

2. Les thèses de Zinoviev ne furent cependant pas diffusées aux participants du plénum. Pour leur texte, cf. Centre russe, 17/2/284 ou 495/166/187.

directement les idées de l'Opposition¹. Il ne fut jamais publié, mais Staline répéta nombre de ses conclusions dans des discours publics de cette période². Cette déclaration était particulièrement notable dans son affirmation qu'il était inopportun d'organiser des soviets en Chine (dès mars 1927, les Oppositionnels avaient commencé à répéter qu'il fallait organiser des soviets). Staline considérait le mot d'ordre des soviets comme un appel à un soulèvement contre « *le Guomindang révolutionnaire* » et, inutile de le dire, le rejetait. Tous ses calculs concernant la communisation finale de ce parti étaient construits sur une condition indispensable : la présence du PCC à l'intérieur du Guomindang.

Les écrits de Staline définissaient l'orientation de la politique chinoise du Politburo et de la Comintern jusqu'à la fin de juin 1927. Si, jusqu'à la mi-avril 1927, la direction soviétique avait été préoccupée par la question de « *l'épuration* » des « *droitiers* » du Guomindang, tout en maintenant un front uni avec les « *gauches* » et les « *centristes* », Moscou plaçait maintenant ses espoirs dans la radicalisation de la « *gauche* » du Guomindang elle-même. Cette fois cependant, les communistes chinois devaient s'assurer de ne pas faire sortir leurs partenaires de leur propre Guomindang ; au lieu de cela, ils devaient « *pousser* » obstinément les gens du type Wang Chingwei à organiser une véritable révolution sociale, en les convainquant que « *s'ils n'apprenaient pas à être des Jacobins révolutionnaires, ils périraient en ce qui concernait le peuple et la révolution* »³. Ces instructions étaient contenues dans des directives du Politburo au Comité central du PCC et aux représentants de la Comintern en Chine les 13 mai et 3, 6, 9, 18 et 20 juin⁴. Le 23 juin, le Politburo envoya même un télégramme à Wang Chingwei dans une tentative de le convaincre que « *le Guomindang devait absolument soutenir la révolution agraire et la paysannerie* »⁵. Le 27 juin, un autre télégramme fut envoyé aux dirigeants du

1. « Les thèses du camarade Zinoviev sur la question chinoise », Centre russe 17/3/634/16-32.

2. Staline, « Concernant les questions de la Révolution chinoise ; réponse au camarade Markhouline », Stalin, *Works*, 8 :236-42 ; « Conversation avec les étudiants de l'Université Sun Yatsen » (13 mai 1927), *ibid.* 243-273 ; « La Révolution en Chine et les tâches de la Comintern : discours prononcé à la 10e session du 8e plénum du CEIC » (24 mai 1927), *ibidem.* 88-318.

3. Centre russe 17/162/5/30.

4. *Ibid.* 8-9, 29-30, 33-34, 36-38, 42, 49-51.

5. *Ibidem.*, 46 ; cité dans Stalin, *Works* 10 :35.

Guomintang les appelant à organiser « *ouvriers et paysans* » dans des unités militaires fidèles à la révolution ¹. Dans cette perspective, le gouvernement soviétique fournissait activement des prêts au gouvernement de Wuhan.

Cependant les événements prirent Staline de vitesse car le gouvernement nationaliste se décomposa sous ses yeux. L'un après l'autre, les généraux qui avaient récemment juré allégeance au Guomintang de gauche abandonnèrent Wuhan. Une situation économique plus difficile fut aussi créée du fait du retrait des industriels et marchands sous son contrôle. Incapables de surmonter cette situation, les dirigeants du gouvernement en vinrent eux-mêmes à adopter des politiques de plus en plus ouvertement anti-ouvrières et anti-paysannes. Les relations entre les gens du Guomintang de gauche et les communistes devinrent de plus en plus difficiles.

A la fin juin, Staline fut sérieusement préoccupé par la crainte que le gouvernement de Wuhan « *perde son sang-froid* » et tombe sous le contrôle de Jiang Jieshi. Il commença à prendre en considération des concessions possibles à Wang Chingwei sur les lignes du gouvernement et de la Comintern, comme le rappel de Borodine ou l'envoi de nouveaux subsides « *juste pour avoir une garantie que Wuhan ne s'abandonne pas aux bons soins de Nankin* » ². Parallèlement à son anxiété, son inquiétude grandissait devant la mauvaise volonté évidente du gouvernement de Wuhan à se radicaliser. A la fin, Staline rejeta nettement l'idée de concessions, tandis que le gouvernement soviétique commençait à pencher pour l'idée de mobiliser le PCC pour prendre le pouvoir dans le « *Guomintang de gauche* ».

Un reflet spécifique en fut l'article de Boukharine dans la *Pravda* du 30 juin 1927, écrit tout de suite après que le général Fen Yuxiang, considéré par la Comintern comme un « *gauche* », passa du côté de Jiang Jieshi ³ (Staline, après avoir pris connaissance de l'article de Boukharine, pensa qu'il « *serait bien utile* »)⁴. L'article appelait à épurer « *la racaille bourgeoise et les renégats de toute sorte* » du Guomintang de gauche et à organiser une « *gauche réellement*

1. Centre russe, 17/162/5/54.

2. Kocheleva, *Pis'ma IV Stalin V.I. Molotovu 1925-1936*, 104.

3. N. Boukharine « Le Moment actuel de la Révolution chinoise », *Pravda*, 30 juin 1927.

4. Lih, *Stalin's Letters to Molotov*, 138.

jacobine », c'est-à-dire une sorte de « *comité révolutionnaire du Wuhan* ». L'article accordait une attention particulière à la nécessité de « *la lutte la plus décisive* » contre les traîtres et concluait que les dirigeants de « *la gauche* » du Guomindang se révéleraient des « *traîtres* » à leur tour. En même temps, il n'y avait nulle mention des soviets et l'ordre était donné au PCC de ne se retirer en aucun cas du Guomindang. Après l'union avec « *la base du Guomindang* », le PCC se voyait conseiller de se transformer en un « *puissant parti ouvrier-paysan, un organe de la révolution démocratique, plébéienne* ». Comme pour protéger le CE IC de la faillite inévitable de sa ligne politique en Chine, Boukharine lança à cette époque une série d'accusations contre les dirigeants du PCC, bien que sous une forme générale et sans mentionner directement ce parti. La plus grave était « *leur échec à appliquer* » les directives « *justes* » de la Comintern, « *empêchant ainsi la révolution agraire et l'armement des ouvriers* ».

Peu après, le 8 juillet, le CE IC envoya une directive, approuvée d'avance par le Politburo, au Comité central du PCC, exigeant que les communistes se retirent du gouvernement nationaliste du Guomindang, puisque « *les principales forces armées de Wuhan [...] sont devenues l'instrument des contre-révolutionnaires* ». Le CE IC cependant ne liait pas la démission des ministres membres du PCC au retrait du PCC du Guomindang ¹. Le même jour, Staline commenta cette directive dans une lettre à Molotov :

« Nous avons utilisé la direction de Wuhan autant que possible. Il est temps maintenant de les écarter. Il faudrait essayer de s'emparer de la périphérie du Guomindang et de les aider à s'opposer à leurs patrons actuels » ².

Mais cette dernière directive était, elle aussi, impuissante à changer la situation en Chine. Exactement comme les dirigeants du gouvernement de Wuhan, les « *gauches du Guomindang* » de la périphérie n'étaient pas pressés de devenir « *des Jacobins révolutionnaires* ». Au contraire, tous adhéraient plus ouvertement à une position anticommuniste. La défaite du PCC et celle de la politique de Staline en Chine devinrent une réalité.

Conclusion

1. Centre russe 17/162/5/65-66.

2. Lih, *op.cit* ; p. 139.

Quelle fut la cause de cet échec ? Il semble que la réponse doive être cherchée dans le concept même de « *parti multi-classe* » dont Staline s'arma au début de 1925. En pratique, il conduisit à la collaboration intra-parti avec le Guomindang, laquelle avait tant pour le PCC que pour Staline une signification transcendante. Logiquement parlant, selon ce concept, les communistes devaient poursuivre une des deux lignes tactiques à l'intérieur du Guomindang – ou bien l'offensive (à des degrés de force variables) ou bien la défensive, en fonction des circonstances. Dans le premier cas, à savoir des circonstances plus favorables, ils devaient mettre à profit leur présence dans le Guomindang pour en faire une organisation aussi « *à gauche* » que possible, à savoir la changer en un « *parti ouvrier et paysan* ». Ils étaient supposés le faire en chassant les représentants de la bourgeoisie de leurs positions de direction et en les expulsant alors du parti. A la suite de cela, ils devaient gagner de l'influence sur leurs alliés « *petits bourgeois* » afin d'établir « *l'hégémonie du prolétariat* » en Chine, directement par le Guomindang plutôt que le PCC. Par ailleurs, lors des périodes où les nationalistes se révélaient plus forts que les communistes, le PCC avait le devoir de faire des concessions, essentiellement de limiter sa propre autonomie et son indépendance politique pour garder les communistes à l'intérieur du Guomindang, le parti « *du peuple* ».

Objectivement parlant, les communistes chinois devinrent les otages de la ligne de Staline. D'un côté, l'obligation de préserver la coopération interne dans le parti avec les nationalistes conduisait inévitablement à écarter toutes les questions concernant le prix d'une telle collaboration. De l'autre, à partir de sa position à l'intérieur du Guomindang, le PCC n'était pas capable de lutter victorieusement pour l'hégémonie. Tout pas dans cette direction, toute tentative pour prendre l'offensive, peu importe combien « *prudente* », risquait d'ouvrir le conflit avec ce qui était en fait un partenaire bien plus fort, qui s'appuyait entre autres sur ses propres forces armées. Un heurt pouvait conduire soit à la scission du parti « *multi-classe* » soit simplement à l'exclusion des communistes du Guomindang. A cet égard, les événements du 20 mars [1926] et du 12 avril [1927] constituaient pour le PCC de sérieuses mises en garde. Prisonnier du paradigme de Staline, le PCC se condamna à une retraite constante face à son allié, quelques directives qu'il reçut de Moscou. Il lui était impossible d'exécuter les ordres de communiser le Guomindang sans risquer de briser le front uni.

Abandonner le Guomindang signifiait enterrer tout espoir d'en faire un « *parti ouvrier et paysan* ». De fait, Staline lui-même était piégé dans un cul-de-sac. Dans cette situation, d'où qu'il se tourne, il devait simplement se contenter jusqu'à la fin de juin 1927 de l'antiimpérialisme du Guomindang.

Il était donc absurde de s'indigner très fort de l'échec des communistes chinois dans l'application des directives de la Comintern, alors que la politique de Staline ne pouvait que conduire à la plus cruelle des défaites du mouvement communiste en Chine.

Murry Weiss

Souvenirs d'une enfance communiste

La passion de Sacco et Vanzetti

Le Marxisme aujourd'hui a publié en son temps et malheureusement avec retard une nécrologie du militant américain Murry Weiss. Nous sommes heureux de la compléter aujourd'hui par un texte paru, à la mort de Murry, dans le journal Freedom Socialist, du printemps 1982. Il est daté d'août 1981, et il a été revu par Clara Fraser et Tamara Turner. Avec le martyre de Sacco et de Vanzetti, le vieux militant américain, sentant approcher la mort, revenait à ses sources, l'expérience qui avait marqué l'enfant qu'il était en 1927. Nous remercions les amis de Freedom Socialist qui nous ont permis pratiquement et moralement de le publier. Ce texte profondément émouvant est un document tant sur l'affaire Sacco-Vanzetti que sur les deux hommes, mais aussi sur son auteur — qui se souvient.

Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti ont été exécutés par le Commonwealth du Massachusetts le 23 août 1927. J'avais onze ans.

Les deux ouvriers italiens étaient anarchistes, l'un « *un bon cordonnier* » et l'autre « *un pauvre vendeur de poisson au porte à porte* », comme se décrivait lui-même Vanzetti. Et ces mots nous donnent une idée poignante de sa personnalité — sa simple modestie, sa capacité d'amitié profonde avec Sacco et son tendre sens de l'humour.

J'ai tout appris sur eux deux dans les quelques mois qui ont précédé leur exécution, quand j'ai rejoint la vaine campagne pour sauver leurs vies. A mes yeux, c'étaient des figures héroïques, des modèles d'humanité.

Mon enfance à New York me préparait à bien comprendre Sacco et Vanzetti.

J'étais le plus jeune des trois enfants de ma famille. Quand nous étions tout petits et qu'il faisait exceptionnellement froid, nos parents nous gardaient, mon frère, ma sœur et moi au lit, toute la journée, couverts d'une *perena* — un grand coussin très doux. Et nous étions rarement seuls : la pièce était souvent pleine de travailleurs en réunion de comité de grève.

Chacun criait, argumentait, riait et plaisantait en polonais et en yiddisch. Ils étaient tous passionnés dans leurs idées. Et quelle n'était pas la fierté de ma mère quand elle arrivait à faire assez de soupe pour le comité tout entier !

Avec notre aide pour faire les achats, elle devait accumuler tous les ingrédients pour ce plat somptueux. Nous achetions une grosse *challah* d'un jour pour cinq *cents* et des légumes verts un peu flétris. Nous acceptions tous les légumes qui étaient la contribution du comité de grève. Nous obtenions ces morceaux que les bouchers jetaient à cette époque — le foie, les poumons, les reins, la rate et, à l'occasion, des os avec un peu de bœuf miraculeusement resté. Finalement on dépensait un peu de vrai argent pour des agents épaisissants, céréales, haricots de Lima, pois cassés — une poignée ici, une pincée là.

Cette soupe fabuleuse était toujours dévorée sans que la discussion s'interrompe une seule minute. J'aimais la soupe et j'étais fasciné par les orateurs. J'espérais que les réunions allaient durer toujours. Nous, les enfants, nous apprenions beaucoup sur l'industrie du vêtement, le syndicat, les grèves, la stratégie et la tactique, et la morte saison.

Une fois, après une grève particulièrement longue, mon père tomba malade et ne put travailler pendant plusieurs mois. Les ouvriers de son atelier firent de gros manteaux pour chacun de nous, les enfants. Mon père, un homme fier, était embarrassé par ce cadeau. Aussi ses compagnons d'atelier ne lui parlèrent pas du second : ils nous soufflèrent de regarder dans nos poches et nous trouvâmes chacun un billet de cinq dollars. Cinq dollars c'était au-delà de notre compréhension, mais nous comprenions la pensée des ouvriers et les aimions pour leur intérêt et leur solidarité.

Sacco et Vanzetti aussi étaient des radicaux comme mes parents et le comité de grève. Aussi leur lutte, leurs aspirations, leur agonie nous appartenaient à nous tous.

Haine et hystérie

Les deux anarchistes ont été arrêtés à Brockton, Massachusetts, au sud de Boston, le 5 mai 1920, pendant le raid Palmer, la plus générale des persécutions de rouges, la plus terrible chasse à la sorcière dans l'histoire des EU jusqu'à présent.

Ils étaient accusés du vol, le 15 avril 1920, des 15 776 dollars de la paie des usines de chaussures de Slater et Morris à South Braintree, Massachusetts, à vingt miles de Boston, et du meurtre du trésorier et de son garde. Pendant qu'il attendait en prison d'être jugé pour ces crimes, Vanzetti fut aussi accusé d'une tentative de vol antérieure, jamais éclaircie dans les environs de Bridgewater, Massachusetts. Entre le 11 juin et le 1^{er} juillet 1920, il fut jugé devant le Juge Webster Thayer, dans la ville proche de Plymouth, Massachusetts, condamné pour tentative de vol à 12-15 ans. Thayer, 63 ans, était un diplômé de Dartmouth, un juge de comté et un citoyen dirigeant de Worcester, Massachusetts.

Quatre mois après leur arrestation, Sacco et Vanzetti furent tous les deux inculpés dans l'affaire du vol et du meurtre à la fabrique de chaussures. Quand leur procès commença finalement le 31 mai 1921 à Dedham, Massachusetts, un quartier résidentiel aisé de Boston, ils avaient déjà passé plus d'un an en prison. Ils furent déclarés coupables de meurtre au premier degré le 14 juillet 1921.

Il n'y avait aucune preuve contre eux, seulement des préjugés. Vanzetti l'a résumé : « *Nous avons été jugés à une époque [...] où il y avait une hystérie de ressentiment et de haine contre les gens de nos principes, contre les étrangers* ». Il fallait lyncher les « *bolcheviki* » au nom du patriotisme. C'était la réponse de l'Américain vraiment « *bleu* » aux prétendues hordes de révolutionnaires étrangers complotant le renversement du gouvernement des Etats-Unis.

Pendant les trois années qui suivirent, du 15 juillet 1921 au 1^{er} octobre 1924, le Juge Thayer reçut et rejeta une motion pour un nouveau procès et cinq motions supplémentaires examinant le procès de Dedham et qui apportaient une quantité significative de nouvelles preuves et arguments.

C'est alors que, le 18 novembre 1925, Celestino Medeiros, en prison à Dedham et condamné à mort pour un autre meurtre, avoua à son camarade de prison Sacco qu'il avait fait partie du gang qui avait réellement commis le vol et les meurtres pour lesquels Sacco et Vanzetti avaient été condamnés. Sacco passa la déclaration écrite de Medeiros à son avocat. Elle déclarait seulement : « *Je reconnais avoir participé au crime dans l'affaire de la compagnie de chaussures de South Braintree, et Sacco et Vanzetti n'étaient pas dans ce crime* ».

Une attestation de Medeiros énumérait les détails du crime et cet élément nouveau fut incorporé à la motion pour un nouveau procès.

Le Juge Thayer craignait que cet aveu d'un criminel du quartier des condamnés à mort ne libère Sacco et Vanzetti. Dans sa décision du 23 octobre 1926 de refuser un nouveau procès basé sur cet élément nouveau, il se déchaîna contre Medeiros :

« Medeiros est sans aucun doute une canaille, un escroc, un voleur, un menteur, un contrebandier, "videur" dans sa boîte mal famée, un corrompu, un homme qui a été inculpé et condamné à mort pour le meurtre de Carpenter, caissier de la Wrentham Bank. Une attestation d'un homme de cet acabit doit être examinée et étudiée avec le plus grand soin, la plus grande prudence et le plus de jugement possibles, avant de revenir sur le verdict d'un jury approuvé par la Cour suprême de Justice du Commonwealth ».

Les mois deviennent des années

Le parti pris de Thayer provoqua des protestations universelles. Trois jours après sa décision, même le *Herald* conservateur de Boston changea de position et soutint la défense avec un éditorial, de F. Lauriston Bullard, qui remporta le prix Pulitzer.

« Nous proposons :

Selon nous, Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti ne doivent pas être exécutés sur la base du verdict rendu par un jury le 14 juillet 1921.

[...] Comme les mois deviennent des années et que continue le grand débat sur cette affaire, nos doutes se sont lentement solidifiés en convictions et, à contre-cœur, nous nous sommes trouvés obligés de renverser notre jugement initial [...]

Nous avons lu en entier la décision par laquelle le Juge Thayer, qui a présidé le procès initial, rend sa décision contre la demande d'un nouveau procès, et nous pensons qu'il a plus le ton d'un avocat que d'un arbitre [...] La Cour suprême a rejeté un bill d'exceptions mais n'a prononcé aucun jugement quant à la validité du

verdict de culpabilité des accusés. Le Juge Thayer le sait, et pourtant il se permet de faire référence à ce verdict comme “*approuvé par la Cour suprême*”.

En ce qui concerne Medeiros, un criminel au passé bien lourd, c'est vrai, et sous le coup d'une sentence de mort. Mais le gouvernement s'est appuyé en partie sur l'un de ses aveux pour le condamner pour meurtre. Son témoignage a été accepté contre lui-même quand c'était sa propre vie qui était en jeu. Ce témoignage est fait cette fois au profit d'autres hommes dont les vies sont aussi en jeu. Nous suggérons que Medeiros soit mis sur le banc des accusés devant un tribunal public, face à un jury et un juge et soumis à interrogatoire et contre-interrogatoire. Peut-être ment-il, mais le critère n'est pas ce qu'un juge peut en penser, mais ce qu'un jury peut en penser. La question est : ce nouvel élément serait-il un nouveau facteur pour qu'un jury prenne une décision ? »

De nombreux appels ont été envoyés à la Cour de Justice suprême du Massachusetts pour revoir les décisions du juge Thayer, mais ce tribunal a fermement affirmé ses décisions et a invoqué la discrétion judiciaire.

Incapables de fournir d'autres éléments prouvant leur innocence, Sacco et Vanzetti ont été traduits devant le juge Thayer le 9 avril 1927 et condamnés à mort, sur la chaise électrique. Nicola Sacco avait alors 36 ans, Bartolomeo Vanzetti, 39.

Des hommes magnifiques

Medeiros n'a jamais été jugé devant un tribunal public pour les crimes qu'il avouait et pour lesquels Sacco et Vanzetti furent exécutés. Medeiros était écarté comme un témoin non fiable sur la base de son *caractère* — mais l'élément du caractère et des personnalités de Sacco et Vanzetti a été ignoré ou supprimé.

Le soir de l'arrestation des deux anarchistes, la police a trouvé dans la poche de Sacco une feuille de papier, un projet en italien de tract, écrit par Vanzetti, annonçant une réunion où ils voulaient exposer leurs idées politiques :

« Camarades ouvriers, vous avez fait toutes les guerres. Vous avez travaillé pour tous les capitalistes. Vous avez erré dans tous les pays. Avez-vous moissonné le fruit de vos travaux, le prix de vos victoires ? Le passé vous reconforte-t-il ? Le présent vous sourit-il ? L'avenir vous promet-il quoi que ce soit ? Avez-vous trouvé un morceau de terre où vous pouvez vivre comme un être humain ? Sur ces questions, sur ce sujet, sur ce thème, la lutte pour l'existence, Bartolomeo Vanzetti

parlera. Entrée libre. Liberté de discussion pour tous. Amenez vos dames avec vous. »

Aujourd'hui, bien sûr, les « *dames* » sont des femmes avec pleins droits et elles vont elles-mêmes aux meetings. Sacco et Vanzetti, tribuns de l'émancipation, tireraient gloire de ces combattantes féministes qui secouent la terre aujourd'hui. Sacco et Vanzetti étaient incapables de chauvinisme mâle ou de brutalité sous une forme quelconque.

Comment croire que Sacco et Vanzetti aient en même temps planifié un vol/meurtre répugnant et organisé des réunions afin de conquérir pour l'humanité un avenir meilleur ? Seuls des partis-pris de classe virulents — la haine de classe — peuvent conduire à considérer le caractère de Medeiros comme important et ceux de Sacco et Vanzetti comme sans intérêt.

Sacco et Vanzetti étaient des hommes magnifiques. Leurs caractères prouvaient qu'ils ne pouvaient pas avoir commis le vol et le meurtre de South Braintree, Massachusetts. Mais ils étaient des radicaux et, en 1920, c'était très dangereux. C'est l'hystérie anti-rouges qui les a perdus.

Agonie et triomphe

Le livre *Commonwealth vs Sacco and Vanzetti*, présenté par Robert P. Weeks, décrit succinctement le climat de ce temps :

« En 1919, l'Attorney General A. Michell Palmer prévint qu'il y avait 60 000 radicaux étrangers dangereux aux Etats-Unis, qui cherchaient à provoquer la révolution rouge en Amérique, par bombes, balles, et autres, moins violents, moyens de subversion. Comme preuve, Palmer soulignait le nombre de colis piégés envoyés en avril de la même année à des juges, des membres du cabinet et autres fonctionnaires publics, ou les attentats à la bombe de minuit du 3 juin 1919 contre des maisons de responsables gouvernementaux dans huit villes, y compris la maison de Palmer lui-même à Washington.

Incapable de retrouver une seule personne responsable de ces bombes, le Département de la Justice planifia des raids à l'échelle nationale dans lesquels des agents fédéraux assistés par la police locale s'empareraient en une seule nuit des milliers de ceux qu'il décrivait comme "*communistes*", "*anarchistes*", "*bolcheviki*", "*rouges*" ou simplement "*radicaux*". Après quelques raids pratiques à petite échelle, et l'accord s'étant fait finalement sur la nuit du 2 janvier 1921, des agents du Département de la Justice infiltrés dans le Communist Labor Party, le Socialist Party et autres organisations de gauche réussirent à faire décider des

réunions de ces organisations pour la nuit du 2 janvier. Cette nuit-là, dans 33 villes à travers tout le pays, la police fondit sur les réunions dans des maisons, des bureaux, des halls de loges, des quartiers généraux de syndicats et des églises pour rassembler environ 3 000 hommes et femmes, en majorité des étrangers, qu'on croyait coupables d'essayer de renverser le gouvernement des Etats-Unis ».

Il y eut quelques centaines d'arrestations en Nouvelle Angleterre dans la nuit du 2 janvier 1920. Boston avait plus que sa part de l'obsession anti-rouge. Les prétendus radicaux nés à l'étranger furent détenus pendant des mois, au début *incommunicado*, dans des locaux pauvrement préparés. Robert P. Weeks écrivait :

« On prit beaucoup de peine à donner une publicité spectaculaire à ce raid, et à faire apparaître qu'il y avait danger public considérable et imminent, contre lequel étaient dirigées ces activités du Département d'Etat. Les étrangers arrêtés [...] furent menottés deux par deux, puis pour être conduits au train, à travers les rues de Boston, enchaînés les uns aux autres. Le contingent du New Hampshire du Nord fut [...] amené à Boston par un autocar spécial [...], les étrangers menottés et enchaînés furent exposés aux photographes de presse puis de nouveau exposés sur le quai où ils prirent le bateau pour l'île de Deer ».

Devant cette toile de fond de fanatisme et de haine, Sacco et Vanzetti se tinrent fermement à leurs principes et à leur foi dans la victoire future des travailleurs. En avril 1927, Vanzetti fut interviewé dans la prison par Philip D. Stong, un reporter de la Newspaper North American Alliance. Stong prit force notes manuscrites dans la marge d'un journal. Une citation directe de Vanzetti parut ultérieurement dans un article du *New York World*. Il devint célèbre, non seulement comme commentaire de l'affaire, mais comme expression littéraire puissante d'un homme à l'âme d'artiste. Face à la sinistre perspective de son exécution, regardant derrière lui sa longue et dure lutte pour la vie et la liberté, Vanzetti disait :

« S'il n'y avait pas eu cela, j'aurais vécu jusqu'au bout ma vie à des coins de rues parlant à des hommes méprisants. Je serais mort, sans avoir été remarqué ni connu, un échec. Maintenant nous n'avons pas échoué. C'est notre carrière et notre triomphe. Jamais dans toute notre vie nous n'aurions pu espérer accomplir un tel travail pour la tolérance, la justice, pour la compréhension de l'homme par l'homme, comme nous le faisons aujourd'hui par accident.

Nos paroles, nos vies, nos souffrances — ce n'est rien ! Prendre notre vie — celles d'un bon cordonnier et d'un pauvre vendeur de poisson au porte-à-porte — **tout**. Cet ultime moment nous appartient — cette agonie, c'est notre triomphe ! »

Mes Maîtres

Plus j'entendais les paroles de ces deux radicaux héroïques, plus j'étais attiré vers la pureté et la vérité de leur cause. Mon jeune cœur était ému par leurs attirantes personnalités et les souffrances qu'ils enduraient. Leurs déclarations et leurs lettres me prenaient beaucoup plus que tous les grands discours et articles des personnages fameux qui les défendaient.

Dans l'univers d'avant mes dix ans, le monde des gangsters et des voyous mafieux glorifiés dans Lower East Side et Harlem, le comportement normal des gros durs était marqué par leur avarice, leurs mensonges, leurs tricheries et leur cruauté (surtout avec les enfants), et leur violence brutale à l'égard des femmes. Les brillantes figures de Sacco et de Vanzetti symbolisaient l'opposé de ce monde.

Il y avait un monde de la vérité, de la compassion pour les exploités, les trompés et les opprimés, de l'amour pour les autres. Ils incarnaient la simple et singulière loyauté à leurs camarades et à leur classe. Il est presque embarrassant pour moi de me souvenir que j'étais inspiré par l'idée de loyauté parce qu'elle était si inhabituelle et si belle. L'idéal moral des chiens qui s'entre-dévorent, mes héros le méprisaient, et moi aussi.

Chacune de leurs actions et de leurs déclarations me transportait. Je haïssais les capitalistes sans cœur avec leur cupidité impitoyable et leur soif d'un luxe incroyable, fait des espoirs massacrés des pauvres. J'étais heureux de mes deux chefs et je les aimais.

Je n'étais pas isolé dans mes sentiments pour Sacco et Vanzetti. Ils ont attendu en prison pendant sept longues années tandis que des centaines d'abord, des milliers ensuite, puis des millions de gens à travers le monde luttèrent avec résolution pour sauver leurs vies et les libérer. Il y avait des manifestations en France, Bulgarie, en Espagne, Argentine, Uruguay et toutes les grandes villes des Etats-Unis.

Les plus grands talents littéraires et journalistiques des Etats-Unis écrivaient des poèmes, des pièces de théâtre, des éditoriaux, des articles et des

brochures pour faire connaître l'affaire et dénoncer sa profonde injustice. D'Edna St Vincent Millay à John Dos Passos, Edmund Wilson, Malcolm Cowley, Lincoln Steffens, Theodor Dreiser et Sherwood Anderson, ceux qui pouvaient utiliser les mots avec de l'impact, de la beauté et de la persuasion, écrivaient et protestaient. La pièce de Maxwell Anderson qui gagna le prix en 1930, *Winterset*, reposait sur l'affaire et se concentrait sur le personnage du Juge Thayer. Un expert connu de cette affaire a dit : « *L'accusation, les juges et la majorité du public hostile n'ont pas, en vingt ans, trouvé un seul écrivain défendant leur position* ».

Néanmoins, malgré les appels ultimes à diverses autorités judiciaires et exécutives, y compris le gouverneur du Massachusetts, deux niveaux de tribunal fédéral et la Cour Suprême des Etats-Unis, la sentence de mort resta inchangée.

Le monde a pleuré

Août 1927, une chaude nuit d'été dans Union Square à Manhattan. La place est silencieuse, tremblant de l'incroyable pression des 50 000 manifestants et des 20 000 policiers, dont des milliers à cheval aux points stratégiques. L'immeuble à huit étages du Parti communiste fait face à la place, couvert par un immense panneau qui va annoncer l'heure exacte de l'électrocution de Nicola Sacco et de Bartolomeo Vanzetti.

La tension est très forte. L'immense assemblée est sombre, lourdement chargée de désespoir, d'amertume et de colère.

La lumière fatale s'allume et une vague d'angoisse secoue la foule.

Sacco et Vanzetti sont morts.

Des milliers de voix s'élèvent pour le chant révolutionnaire, *L'Internationale* ; « *Debout les damnés de la terre, debout, les forçats de la faim !* »

La musique résonne, la race humaine semble pour un moment s'élever au-dessus d'elle-même, au-dessus de cet acte abominable. J'observe avec surprise que les milliers de policiers se découvrent dans le même geste humain que le reste d'entre nous.

La vérité vivait encore. Bartolomeo et Nicola n'étaient pas morts en vain. Nous le savions tous, le sentions profondément. Je pleurais, des milliers pleuraient.

L'Héritage

La mort est un commencement et la leur le fut pour moi.

J'allais volontiers aux manifestations ; je distribuais des tracts dans les magasins et collais des affiches sur les murs et les lampadaires de Brighton Beach et Coney Island, où nous vivions alors. Un certain nombre d'entre nous, jeunes radicaux, parlâmes de Sacco et Vanzetti à l'École publique 522. Nous fûmes vite réprimandés par le principal. Et on nous refusa le droit de tenir une réunion dans la cour de l'école.

Au moment de l'exécution, j'étais membre des Young Pioneers, la section enfantine du Parti communiste. Plus tard j'ai rejoint la Young Communist League. Mes parents sont entrés peu après au Parti communiste.

Mon père était un travailleur des métiers de l'aiguille, il fut syndicaliste sa vie durant. C'était aussi un écrivain, conférencier, et enseignant de théâtre. J'allai avec lui à la manifestation, cette terrible nuit d'août 1927 et nos cœurs avaient battu à l'unisson. La chaleur de ce moment m'a nourri ma vie durant, même après que nous nous soyons retrouvés dans des fractions opposées du Parti communiste.

En 1932, très opposé à la purulente bureaucratie stalinienne dans le Parti communiste, je devins trotskyste. Mon frère David devint, lui aussi, trotskyste et nous fûmes tous les deux exclus de la Young Communist League. Cela nous opposa politiquement à nos parents et le vaste processus historique et social qui s'exprimait dans cette scission se refléta dans le microcosme de notre famille.

La bureaucratie stalinienne calomniait ses critiques comme « *agents fascistes* », « *contre-révolutionnaires* », « *espions* », « *traîtres* », etc. Mes parents étaient pressés par le Parti communiste de dénoncer mon frère et moi et de nous interdire leur maison.

Ma mère et mon père essayèrent de résoudre la difficulté en l'ignorant. Mais cela ne pouvait aller. Le parti les appelait périodiquement à prendre des mesures sévères contre nous et exigeait d'eux qu'ils rompent avec leurs fils.

Mon père, comme beaucoup de membres du PC, était ambivalent. En privé, il disait que les accusations des procès de Moscou contre Trotsky pouvaient bien être des mensonges. Mais après tout, arguait-il, nous ne pouvons pas aider et assister l'impérialisme et l'on sait bien qu'on ne fait pas d'omelette

sans casser d'œuf, que même les grandes révolutions commettent des erreurs, etc.

Ma mère était plus directe, moins encline aux sophismes et à la comptabilité double. Elle travaillait dans les ateliers du vêtement, y allant dès que les enfants étaient assez grands pour se débrouiller tout seuls. Elle s'occupait aussi de la maison et prenait des pensionnaires pour aider à payer le loyer. C'était une véritable ouvrière communiste, avec la triple charge de la maîtresse de maison, de la mère et de la travailleuse.

Son attitude à notre égard était très simple. Elle disait à ses camarades communistes : « *Mes fils ne sont ni fascistes ni espions ni quoi que ce soit de ce genre. Comment je le sais ? Je vais vous le dire. Parce qu'ils n'ont pas un sou et ils ont tous les deux besoin d'une paire de chaussures* ».

Quand nous avons eu quitté la maison, nous avons toujours été les bienvenus chez mes parents. Ils étaient peut-être demi-staliniens mais ils étaient essentiellement des ouvriers, pas des bureaucrates et ils faisaient face tous les jours aux dures réalités de l'exploitation capitaliste. Comme disait Trotsky de ces héroïques ouvriers communistes, ils méritaient un meilleur parti.

Stalinisme et antisémitisme

Mon père était l'auteur de trois livres en yiddisch, y compris un roman autobiographique qui fut finalement publié en Pologne, à Varsovie. Il était troublé après la Deuxième Guerre mondiale par les rumeurs persistantes sur les exécutions d'écrivains juifs. Il ne pouvait le croire et se décida finalement à se rendre en visite en Union soviétique.

En URSS, après beaucoup d'efforts, il entra en contact avec des groupes d'écrivains juifs qui avaient réussi à survivre et à fonctionner. Ils lui expliquèrent qu'il y avait une vacherie : si on soumettait un manuscrit en yiddisch, on l'achetait un bon prix et on le traduisait aussitôt en russe. Il ne pouvait être publié qu'en russe.

Pour mon père, c'était bien sûr une attitude de mépris à l'égard de la culture juive, qui la condamnait à une mort certaine.

Alors qu'il voyageait sur un bateau de voyageurs dans la Mer Noire, il fut appelé à découvrir qu'il existait cinq classes à son bord. Alors qu'il mangeait dans une salle à manger avec des fenêtres avec ses camarades visiteurs

américain, les paysans se blottissaient les uns contre les autres sur le pont dehors dans le froid, mangeant leur morceau de pain noir pour tout repas. « *Comment est-ce possible*, protesta-t-il auprès du capitaine, *d'avoir cinq classes à bord d'un navire socialiste ?* »

Le capitaine, imperturbable, lui dit : « *Oui, nous avons encore de l'inégalité. Nous avons encore des différences de salaires. Nous ne pouvons pas encore produire suffisamment pour que tous voyagent en première classe. Nous avons besoin de la concurrence pour accroître la productivité* ».

Mon père pensa en son for intérieur : « *Oui, les Américains ont découvert ça il ya bien longtemps, mais ils ne prétendent pas être socialistes* » ! ».

En signe de protestation contre la trahison stalinienne des principes socialistes et des millions d'ouvriers communistes, et à cause du crime d'antisémitisme, il quitta le parti. Il y revint plus tard pour exprimer sa solidarité avec la lutte anti-capitaliste et en resta membre jusqu'à sa mort en avril 1981.

Ma mère aussi fit une visite en Pologne et en Russie. Elle cherchait mais ne put trouver de trace de l'histoire de la famille à Varsovie : tout avait été détruit par l'holocauste.

Ma mère, ouvrière communiste toute sa vie, mourut en avril 1979.

Notre génération

La douleur que j'ai éprouvée lors du meurtre de Sacco et Vanzetti, je l'ai de nouveau expérimentée quand Trotsky fut assassiné en 1940. Et encore en 1953 quand Ethel et Julius Rosenberg furent électrocutés dans une nouvelle vague d'hystérie anti-rouge — la chasse aux sorcières mccarthyste.

Sacco et Vanzetti, Trotsky, Luxemburg et Liebknecht, les Rosenberg — tous martyrs révolutionnaires. Mais il existe des révolutionnaires *qui n'ont pas de nom* pour nous, qu'on torture dans les prisons à travers le monde, ou qui luttent dans les rues, les ateliers et les bureaux, à la campagne et dans des réunions constantes pour libérer l'humanité de son esclavage. Des millions consacrent leur vie, aussi, à mettre un terme à la faim, la pauvreté, les guerres, la discrimination et le fanatisme religieux, l'injustice et tous les maux nés du capitalisme décadent.

Mon cœur bat pour les Bartolomeo et les Nicola d'aujourd'hui, femmes et hommes, de toutes races et nations, gays ou hétéros, vieux ou jeunes — à tous

ceux qui sont plongés à dans la lutte, année après année, pour porter le message du socialisme à un monde plongé dans la confusion.

Des années 30 au milieu des années 60, j'ai été un organisateur, un enseignant, un écrivain, un journaliste et un analyste politique pour le Socialist Workers Party. Puis, pendant des années, j'ai enseigné à l'Ecole pour l'éducation marxiste. Et en 1977 j'ai contribué à fonder le Comité pour un Parti socialiste révolutionnaire et j'ai rejoint alors le Freedom Socialist Party (Parti socialiste de la Liberté). Dans le programme et l'énergie du FSP, je voyais le noyau de ce que devrait être le parti d'avant-garde révolutionnaire, démocratique, en Amérique. Ainsi ma vie aussi a été pleine du travail quotidien de transmission du message de liberté et d'espoir en l'avenir.

Combien de fois ai-je écrit des tracts, souvent avec une machine déglinguée, sur un stencil pâli et déchiré, recherchant vainement une encre décente pour la machine à miméographier de ma fraction ! Combien de jours avons-nous connu, de solitude, d'attente à la porte de ceux qui ne sont pas venus, de froid, de salles miteuses, de frustration, d'indifférence. Tout ce que nous avons toujours espéré, c'est une chance d'expliquer patiemment !

Tout ce que j'ai toujours voulu, c'était la joie et l'intensité de communiquer avec mes camarades et le plaisir d'aider à ouvrir des esprits neufs aux promesses du socialiste.

Même tout à fait à la fin, déjà convaincu que la mort était là et n'attendant pas la grâce de la part du gouverneur du Massachusetts, Sacco expliquait encore sa politique. Dans une lettre d'adieu à sa fille de sept ans, (*The Letters of Sacco and Vanzetti*, présentées par Marion Denman Frankfurter et Gardner Jackson, NewYork, Viking, 1928), il écrivait :

19 juillet 1927, Prison d'Etat de Charleston

Ma chère Inès,

J'aimerais que tu puisses comprendre ce que je vais te dire, et je souhaite pouvoir t'écrire si clairement car je désire si fort que tu puisses entendre toute l'ardeur des battements du cœur de ton père, car je t'aime tant parce que tu es ma petite chérie.

Il est bien dur, c'est vrai, de te faire comprendre à ton âge, si jeune, mais je vais essayer du fond de mon cœur de te faire comprendre combien tu es chère à l'âme de ton père. Si je n'y arrive pas, je sais que tu conserveras cette lettre et que tu la reliras dans les années qui viennent et que tu verras et sentiras la même affection de ton cœur qui bat que ton père ressent en t'écrivant... J'aurais pu avoir vécu avec toi et ton frère David et ta mère dans une petite ferme et apprendre tous tes mots sincères et ta tendre affection. Puis, en été, être assis avec toi à la maison sous l'ombre du grand chêne — commençant à t'enseigner la vie... et chantant à travers les champs verdoyants en cueillant ici et là les fleurs sauvages, d'un arbre à l'autre, et du ruisseau clair et rapide aux bras de ta mère.

C'est cela que j'ai rêvé pour les autres petites filles pauvres et leurs frères, qui aiment leur père et leur mère et comme je l'ai rêvé pour vous. Mais il n'en a pas été ainsi et le cauchemar des basses classes a tristement assombri l'âme de ton père.

Pour ce qui est beau et bon dans la vie, mère nature nous a donné la conquête et la joie de la liberté. Les hommes de cette vieille société qui meurt, ils m'ont brutalement arraché des bras de ton frère et de ta pauvre mère...

Ton Père

Et de nouveau, dans leur lettre de la dernière minute au Comité de défense, Sacco et Vanzetti enseignent, exhortent et se donnent eux-mêmes :

« Il est maintenant 5 heures PM et personne n'est encore revenu. Cela nous dit qu'il n'y a pas pour nous de bonnes nouvelles, car s'il en était ainsi, l'un de vous se serait précipité pour l'apporter. Cela nous dit presque que tous vos efforts ont été vains et que vous passez les quelques heures qui restent à des efforts désespérés et sans espoir pour éviter notre exécution. En un mot, nous sentons que nous sommes perdus. Que nous ayons perdu et devions maintenant mourir ne diminue nullement notre reconnaissance et notre gratitude pour votre grande solidarité avec nous et nos familles.

Amis et camarades, maintenant que la tragédie de ce procès arrive à sa fin, gardez tous le seul et même cœur. Deux d'entre nous seulement vont mourir. Notre idéal, vous, nos camarades, le vivront par millions ; vous avez gagné, pas vaincu. Conservez comme des trésors nos souffrances, notre tristesse, nos

erreurs, nos défaites, notre passion pour les batailles à venir et pour la grande émancipation.

Ayez tous le même cœur pour l'heure la plus noire de notre tragédie. Et du cœur.

Salut pour nous à tous les amis et camarades de la terre.

Nous vous embrassons tous et vous assurons que notre dernier au revoir est dit les cœurs emplis d'amour et d'affection. Maintenant et toujours, longue vie pour vous, longue vie pour la liberté. Vôtres dans la vie et la mort.

Bartolomeo Vanzetti

Nicola Sacco

Au drapeau rouge

Les noms de Sacco et Vanzetti sont vaguement familiers à la jeunesse d'aujourd'hui. Mais de la même façon qu'ils m'ont motivé il y a plus d'un demi-siècle, leurs nobles vies allumeront les étincelles de l'émulation dans toute la jeunesse qui veut se joindre à la grande lutte pour une société socialiste mondiale.

Les femmes et hommes révolutionnaires d'aujourd'hui doivent embrasser avec chaleur la mémoire de ces deux grands radicaux et être renouvelés et ranimés par la beauté et le courage et la conviction ardente qui sont l'héritage du bon cordonnier et du pauvre vendeur de poisson au porte-à-porte.

Leurs vies, si intrinsèquement partie de la mienne, appartient maintenant au monde. Leur passion était mienne et je vous la transmets.

Avanti popolo, bandiera rossa !

Vive Sacco et Vanzetti — et le Drapeau rouge !

Georges Mounin

Souvenirs politiques d’Egypte 1930-1938

Nous avons abordé récemment le mouvement communiste égyptien par le biais de la biographie de Loutfallah Souliman. Ce fut l’occasion pour nous d’un certain nombre de contacts et la chance de prendre connaissance du manuscrit non inédit, qui a notamment été utilisé par Nicole Racine dans le Maitron pour rédiger la biographie de son auteur. Nous n’avons pas trouvé d’ayant-droit et le publions donc comme un document utile pour l’histoire du communisme en Egypte.

L’idée de rassembler ces souvenirs m’est venue en lisant *Un Homme à part*, de Gilles Perrault (Paris, B. Barrault, 1984). Le livre m’a paru excellent pour ce qui concerne les domaines que j’ai connus directement, l’Egypte de 1930 à 1938, et l’aide au FLN, de 1954 à 1962. Mais le livre peut être complété en ce qui concerne l’Egypte (je n’ai pas lu *L’Egypte, lutte de classe et libération nationale*, Paris, Maspéro, cité par Perrault, p. 229 et *passim*). Il s’agit sans doute de détails assez minces, mais qui permettront de combler partiellement l’hiatus qu’il y a chez Perrault dans l’histoire des groupes égyptiens entre 1924 et 1935-1940.

Pour situer mon modeste témoignage : à 17 ans, élève-instituteur, je lis épisodiquement *Le Libertaire*, *L’Œuvre*, *Le Canard enchaîné*. Je connais de

Bakounine, Kropotkine, Sébastien (?) Faure et Jean Grave, ce qu'en dit le *Grand Larousse*. A 19 ans, je suis nommé instituteur délégué à l'Ecole primaire supérieure de St-Pons (Hérault) où je lis assez régulièrement *La Dépêche de Toulouse* (1929-1930). En septembre 1930, je suis recruté comme « *faisant fonction de professeur-adjoint* » au lycée français de Port-Saïd, indépendant de la Mission laïque, institution libre administrée par un conseil formé par des cadres supérieurs français du canal de Suez. Je fais connaissance avec toutes sortes de gens, surtout des Juifs (mes élèves de 3e ont souvent de 18 à 22 ans). Je fréquente l'UUJJ (Union universelle de la Jeunesse Juive) qui a son siège dans l'immeuble Benderli (?), le plus riche commerçant juif de la ville propriétaire du grand magasin « Simon Artz ». Je m'intéresse beaucoup à la vie égyptienne à travers le journal colonialiste français, *La Bourse égyptienne* (on trouve beaucoup d'informations même dans un journal réactionnaire). Je lis surtout *Monde*, l'hebdomadaire de Barbusse.

En 1932-33, je reviens en France faire mon service militaire à la base aérienne du Bourget. Grâce à *Monde*, j'entre en contact avec les « *Campeurs rouges* », très communistes. Je deviens communiste. Avant de repartir à Port-Saïd en septembre 1933, j'adhère à la Ligue Anti-impérialiste, j'entre en contact avec une de ses militantes, Léo Wanner, qui m'enverra régulièrement des paquets de 18 à 20 numéros du journal de la Ligue, que j'expédierai au jugé à des journaux ou des personnalités égyptiennes, Taha Hussein, par exemple.

Durant l'hiver 1933-1934, je reçois la visite, à Port-Saïd, de Me Antoine Hajje, avocat du Secours rouge et, sauf erreur, de l'Association des Juristes démocratiques. Il arrive de Beyrouth et vient défendre des grévistes poursuivis au Caire. Il a eu mon adresse par la Ligue (ou par Cogniot ? car j'avais adhéré aussi au Syndicat international de l'enseignement, CGTU, et j'avais rencontré Cogniot qui en était le secrétaire général). Je raconte à Me Hajje les efforts que nous avons faits ici pour créer une cellule communiste avec quatre camarades, Moïse Massri, Isaac Massri, Edouard Soriano qui rentre d'une hypokhâgne de Paris et son frère, Salomon Soriano, comptable à la Compagnie du Canal, cadre assez haut déjà. Moïse a 18 ans, Isaac 25, Edouard, 22-24, Salomon la quarantaine.

Nous avons des objectifs modestes : étudier à fond l'économie égyptienne (je pioche la *Cote Desfossés*), l'implantation des capitaux étrangers (Crédit Foncier d'Egypte, Sucrieries d'Egypte, Bourse d'Alexandrie, coton, etc.)

D'autre part, nous essayons de pousser le syndicat-maison de la Compagnie du Canal, dirigé par le Dr Scouphopoulos, à revendiquer contre l'inégalité des salaires : un ouvrier qualifié égyptien gagne 3 £ par mois ; pour le même poste, un Italien, un Grec, gagnent de 10 à 15 £ ; un Français 30 £. Nous poussons à la création d'un syndicat des employés de commerce sans discrimination (malgré l'existence des Capitulations et de ses tribunaux mixtes).

Notre principal instrument de travail est un petit hebdomadaire légal en français (*La Gazette de Port-Saïd ? L'Echo de Port-Saïd ?* J'ai oublié son nom). Il est dirigé par un jeune Grec, Yannis Carpathakis (25-30 ans) ; que les Massri connaissent bien. Il est sûr qu'il comprend ce que nous sommes, il publie volontiers des lettres revendicatives mesurées, signées « *Un groupe de...* » ou avec des initiales dont il n'est pas dupe. Travail modeste mais le syndicat des employés de Port-Saïd finira par exister, rattaché, je crois, à une Union syndicale nationale « *dirigée* » et « *protégée* » par un cousin du roi Fouad.

Me Hajje estime que ce travail ne doit pas rester isolé et décide de nous mettre en rapport avec un camarade égyptien, un ouvrier qualifié du Dépôt des Chemins de fer, à Zagazig, gare importante à mi-chemin de Port-Saïd et du Caire. J'ai (seul) quelques contacts, soit à Port-Saïd, soit au Caire. Nous correspondons par l'intermédiaire d'un avocat égyptien de Zagazig. Comme je ne sais pas l'arabe suffisamment et que notre camarade égyptien ne parle aucune langue étrangère, il est toujours accompagné de son fils, 15-16 ans, dont l'anglais, bien que scolaire, nous permet de communiquer. J'ai oublié le prénom de ce garçon et celui de l'avocat. Le vieil ouvrier s'appelait Mohamed el Kilani el Chehat.

Parallèlement au travail que j'ai décrit, nous faisons le projet de faire un inventaire marxiste de la littérature française dont l'Egypte est le cadre, avec Edouard Soriano surtout. Il est en contact au Caire fin 1933 avec un jeune camarade cairote, Elie Misan, dont je n'ai pas vu le nom chez Perrault, bien que j'aie la conviction qu'il animait alors un de ces groupes cairotés où l'on tâchait de créer, en tâtonnant, des noyaux communistes. Il est vrai qu'Elie Misan (que je

n'ai jamais rencontré), comme mes camarades port-saïdiens et Carpathakis, faisaient partie des couches socio-professionnelles plus modestes que celles où a milité Henri Curiel. Mais ils parlaient tous parfaitement l'arabe d'Égypte. Grâce à la mise en commun de nos lectures, nous avons bientôt disposé d'une bibliographie probablement complète des œuvres littéraires en français sur l'Égypte, romans surtout, récits de voyage. Elie Misan connaissait Henein, mais à propos de Curiel, je suis étonné que Perrault ne cite jamais Elian Finbert, dont les romans *Hussein* et *Le Batelier du Nil* nous paraissaient les plus fidèles alors à la réalité populaire égyptienne.

Ce travail, élaboré par moi dans les années 1934-35, après discussions avec les camarades port-saïdiens, fut édité par les *Cahiers du Contre-Enseignement prolétarien* au Bureau d'éditions (futur Editions Sociales) n° 20, 6e année, mars 1936, 104 pp., sous le titre *Littérature et colonialisme*, et le sous-titre *L'Égypte dans la littérature française*. J'en ai récupéré un exemplaire après 1945, chez une de mes sœurs. Il contient (p. 62) un assez large extrait du « programme du PC égyptien » ronéographié en français. Ce texte m'avait été procuré par Edouard Soriano qui le tenait sans doute d'Elie Misan.

Je ne sais pas ce que sont devenus les Massri, partis, je crois, en Israël. Edouard Soriano mourut brusquement (en 1936) d'une crise cardiaque. Salomon Soriano, qui possédait une solide bibliothèque marxiste à Ismaïliah, me la confia, dans mes bagages de déménagement, quand je rentrai en France en 1938 ; nous sentions s'approcher la guerre. Carpathakis souffrait d'une affection grave, à la thyroïde, qui le paralysait lentement. Nous contribuâmes à organiser son départ et son séjour en France, à Strasbourg, où le professeur Leriche l'opéra gratuitement. Salomon Soriano et sa femme avec leurs trois enfants émigrèrent en France en 1956, après le fiasco de la guerre de Suez, dans les transports de rapatriement des employés de la Compagnie du Canal. J'ai perdu sa trace par la suite (il résidait à Paris).

L'année 1935 fut marquée pour moi par un événement qu'il faut noter. Il devait y avoir en juillet le Ve congrès du Komintern. Il apparut très vite que le ou les camarades égyptiens qui devaient y être envoyés ne pourraient obtenir un passeport (pour la France). Mohamed el Kilani vint me trouver pour me demander d'aller à Moscou en leur nom. Le « Bureau colonial » qui chapeautait

alors le PCE à Paris était dirigé par Jacques Duclos qui fut prévenu, par une autre voie, de ma mission. J'allai le voir, il s'occupait de me procurer un visa d'entrée en URSS sur une feuille séparée que je ne devais insérer dans mon passeport qu'après Varsovie (ou Brest-Litovsk ?). Je me souviens bien de la gare-frontière, à Niégoreloïé.

A Moscou, je fus réceptionné à vue par un agent du Komintern qui me conduisit directement à une espèce de commissariat où je fus l'objet d'un véritable dossier anthropométrique, avec photos d'identification, etc. (peut-être empreintes ? Je ne m'en souviens pas). Je trouvais cela bien naturel, dans le climat de l'époque, mais un peu froid tout de même. Puis je fus conduit dans un hôtel où je logeai dans une chambrée de dix (ou vingt) lits. Tous les occupants semblaient étrangers. Je me souviens d'un Yougoslave de mon âge (25 ans) qui discutait sans arrêt d'un point de vue trotskiste, ce qui me parut curieux.

On ne s'occupait guère de moi les premiers jours et j'en profitait pour voir Moscou, les rues, les gens, le Parc de la Culture, le métro, la Place Rouge (où je fus découragé par la queue à faire [pour entrer dans le Mausolée de Lénine, NDLR]. Puis un agent du Komintern vint me chercher pour prendre contact. Je rencontrai, en trois ou quatre séances d'au moins deux heures, deux permanents du Komintern dont je connaissais bien les noms car il signaient dans *La Correspondance internationale* les articles sur le Proche Orient : un Turc, Ferdi, et un Syrien, Ramzi. Ils m'expliquèrent ce dont je m'étais douté dès avant de quitter Port-Saïd, que je ne pouvais être délégué par le PCE puisque je n'étais pas égyptien. Je ne pus donc assister au Ve congrès et je fus très déçu de ne pouvoir au moins voir Staline de loin.

Une fois, je me perdis dans les couloirs du Komintern, essayant de retrouver une sortie, essayant en français, en anglais, en italien, en allemand, de demander mon chemin. Enfin quelqu'un parut comprendre que j'étais français et me conduisit au secrétariat du PCF dans l'immeuble, où je fus reçu par Jeannette Vermeersch qui dactylographiait à tour de bras. Je revins à mon hôtel, je flânai, apparemment non surveillé, pendant les dix jours de mon séjour. Ferdi et Ramzi m'écoutèrent chaque fois attentivement, je crois. Je leur décrivais la situation égyptienne telle que je la voyais. Ils posaient des questions. Assez réfrigérants, eux aussi ; même le mot « *camarades* » était froid dans leur bouche, conventionnel. Je comprenais leur attitude, mais quelle déception !

Au retour des vacances de 1935 — il me semble —, j'accueillis à Port-Saïd un membre du Parti Communiste italien qui venait pour organiser la propagande antimilitariste contre la guerre d'Ethiopie en profitant de la traversée du canal de Suez par les transports de troupe italiens. Il avait un passeport au nom d'Ernest Cornibert, un camarade vosgien qui existait vraiment. Mais, malgré son français vraiment impeccable, il gardait un léger accent italien, difficile à définir tellement il était ténu (timbre des voyelles, mélodie de la phrase, etc.), accent qui ne pouvait échapper à mon oreille de jeune linguiste. Je le lui dis. Il me confia alors qu'il s'appelait Paolo Tedeschi et je reconnus ce nom que je lisais souvent dans *La Correspondance internationale*.

Il était accompagné de sa femme d'alors. Je ne me souviens plus si ce fut moi qui le mit en contact avec Zagazig ou non. Il résida au Caire avec des voyages à Alexandrie où il nous mit en contact avec un couple de militants, Anna et Jacques Tuby. A Port-Saïd, nous fîmes ce que nous pûmes pour aider Paolo. Il y eut des tracts (dans les boîtes de cigarettes offertes aux soldats, ou collés sur les murs pour les Italiens de Port-Saïd. Le *Daily Telegraph* les mentionna quelques jours plus tard).

Avant de quitter l'Egypte (à la fin du printemps de 1936), Paolo me montra sa valise à double fond, d'où il sortit son vrai passeport. Il s'appelait en réalité Velio Spano, avait passé plusieurs années au *confino*, était membre du Comité central du PCI. C'était un vrai disciple de Gramsci, humain, cultivé, psychologue. C'est vraiment lui qui a modelé définitivement ma façon d'être communiste. Je suis certain qu'il a dû contacter le maximum de militants égyptiens sûrs.

Si Curiel et sa femme l'avaient rencontré, je suis sûr que son nom serait apparu dans le livre de Gilles Perrault. Mais en 1935-36, la chose est improbable.

Voilà en gros mes souvenirs de sept années d'Egypte (1930-32 et 1933-38). Ce n'est qu'une touche de peu d'éclat dans un tableau très riche d'initiatives et d'efforts parmi lesquels Gilles Perrault a eu raison de mettre en relief la générosité, l'abnégation, le courage des petits noyaux admirables de Juifs d'Egypte — ce qui, naturellement, n'enlève rien aux luttes et aux sacrifices des

ouvriers égyptiens de Choutrak et de Mehaklla el Kouba. Il se trouve que notre séjour à Port-Saïd a coïncidé avec une période très calme politiquement. Les dernières luttes du Wafd, avec des manifestations et de combats de rue, même à Port-Saïd, avaient eu lieu en juin 1930, trois mois avant notre arrivée.

PS - A propos de mon voyage à Moscou, je me rappelle que Mohamed el Kilani m'avait parlé du dirigeant principal de son groupe : je ne savais pas assez d'arabe pour reconnaître alors un prénom que j'ignorais : Anouar ; je comprenais Lenoir, et j'étais perplexe (mon vieux camarade disait directement sans doute El Anouar, et le passage par la traduction anglaise n'éclairait rien).

Mohamed el Kilani mourut pendant que nous étions en France, en juillet-août 1937, d'une maladie que son fils appelait, me semble-t-il, la *hasura* (?), « *la rouge* ».

Arturo Peregalli

L'Opposition de Gauche en Italie pendant la période de la Résistance¹

1. La montée de courants de gauche

Le 10 juin 1943, l'armée alliée débarqua en Sicile. Cela provoqua en Italie une crise qui devait mener le fascisme à une fin ignominieuse le 23 juillet. La tâche du nouveau gouvernement monarchiste, dirigé par le général Badoglio, était de garantir la domination bourgeoise pendant une période d'instabilité et Badoglio essaya d'engager dans ce processus les partis antifascistes qui se réorganisaient dans des conditions de semi-légalité. Il espérait contrôler la classe ouvrière qui montrait des signes de convalescence en nommant quelques éminents communistes, socialistes et démocrates chrétiens à la direction des anciens syndicats fascistes, laquelle fit de son mieux pour apaiser les ouvriers, surtout pendant les grèves qui éclatèrent en août 1943.

La politique adoptée par les partis de gauche, non seulement acceptait les nouvelles institutions monarchistes mais avait aussi l'intention de contenir l'activité de la classe ouvrière, laquelle tendait à dépasser les luttes purement économiques. La politique extrêmement modérée adoptée tant par le Parti socialiste que par le Parti communiste (PCI) laissa un vide dans lequel les mouvements inspirés par le socialisme révolutionnaire pouvaient se développer.

1. Revolutionary History « Through fascism, War and Revolution : Trotskyism and Left Communism in Italy », vpl 4, n°5, 1995, pp. 123-158.

Le PCI et le Parti socialiste n'avaient pas l'intention de combattre contre toute la classe dirigeante mais plutôt de s'aligner sur ses sections qui acceptaient la lutte pour la démocratie. En termes pratiques, c'était comme ranimer les guerres du *Risorgimento* pour rétablir l'unité du territoire national, mais avec une différence capitale : cette fois, la classe ouvrière, qui était désormais devenue une « *classe nationale* », agirait en tant qu'« *avant-garde* » et montrerait l'exemple aux autres classes.

Cette stratégie de collaboration de classe était critiquée par de nombreux éléments de gauche, y compris des membres de la base de ces deux partis. Mieux, le PCI devait justifier la substitution d'un type de lutte « *progressiste* » et « *démocratique* » au concept de révolution socialiste. Des ouvriers militants qui avaient attendu pendant vingt ans la « *libération* » — libération du capital, non de l'ennemi étranger — ne pouvaient pas comprendre pourquoi ils devraient s'allier aux capitalistes qui continuaient à les exploiter et à les opprimer dans les usines.

En 1943, il y avait des preuves très répandues que la base du PCI se souvenait de la politique révolutionnaire des premières années du communisme italien. Bien des documents de l'époque attestent l'incompréhension des militants ordinaires devant les nouvelles directives visant à établir l'union nationale. Un dirigeant communiste, Giorgio Amendola, écrit que « *comme le Comité central orientait son activité politique sur les lignes de l'union nationale, presque tous les groupes avec lesquels il était en contact avaient une orientation sectaire et, de ce fait, tendaient à ne pas comprendre ni approuver les initiatives politiques prises par le Comité central* ». La brochure de Velio Spano, *Le Communisme et l'unité nationale*, qui parut en Italie vers la fin de 1943, fut dénoncée par nombre de vieux militants comme « *une trahison ouverte du communisme* ».

La critique de gauche du PCI s'avérait très facile dans cette conjoncture car elle coïncidait avec la faiblesse de la position des staliniens ¹. Pour étouffer ces protestations internes, la direction du parti élaborait la politique de « *la doppiezza* » (la double politique), présentant le cours modéré comme une manœuvre tactique et impliquant qu'il y avait un agenda radical caché — une

1. Le PCI ne comptait pas alors plus de 5000 militants, et des rangs peu homogènes.

politique à laquelle finalement Togliatti ne mit un terme qu'en 1956. On avait peur que les tendances de gauche à l'intérieur du parti et l'opposition extérieure qui avait émergé dans l'intervalle ne se lient. Ce souci s'exprima par des accusations fausses et des attaques féroces. C'est la clé pour comprendre les exclusions et la violence (y compris un véritable gangstérisme) dirigées contre toute manifestation d'une opposition de gauche. Les dirigeants du PCI redoutaient l'apparition d'une gauche rivale de bonne dimension. Un dirigeant stalinien, Mauro Scoccimaro, avouait ses craintes dans une lettre du 14 décembre 1943 :

« Il y a opposition à Naples,... il y a opposition à Rome, à Milan et sans aucun doute ailleurs. Il y a opposition même dans notre base. Ces courants divers et variés pouvaient à un certain point commencer à se combiner et à trouver un terrain nourricier fertile dans l'immaturité politique des masses ouvrières italiennes, surtout les jeunes. Notre politique actuelle pouvait leur offrir quelques prétextes, justification apparente, si elle n'était pas conduite et développée avec la nécessaire profondeur de vue et un sens strict de la limite qui doit la séparer des déviations opportunistes dont les germes pourraient facilement se développer si nous devons prendre des responsabilités au gouvernement. Tant que nous luttons pour l'unité avec le Parti socialiste, nous devons à tout prix empêcher la création d'un pseudo-Parti communiste à côté de nous, un parti qui constituerait un nouvel élément de division à l'intérieur de la classe ouvrière »¹.

Cette fine compréhension explique la brutalité avec laquelle les communistes officiels attaquèrent les groupes de gauche et pourquoi ils soutinrent que ceux qui combattaient pour la révolution socialiste étaient en dernière analyse des fascistes.

Quand, en septembre, Badoglio signa un armistice avec les Alliés, les troupes allemandes occupèrent l'Italie du Nord et centrale et la République sociale italienne fut créée sous Mussolini, l'opposition au fascisme était très fragmentée. Il existait des divisions non seulement dans les partis ouvertement « démocrates » qui n'en recherchaient pas moins l'unité dans le combat contre le fascisme, mais aussi dans les mouvements politiques qui étaient inspirés par l'expérience historique de la classe ouvrière.

1. M. Scoccimaro, lettre du 14 décembre 1943, Luigi Longo ; *I centri dirigenti del PCI nella Resistenza*, Rome, 1973, pp. 252-253.

Un certain nombre de groupes apparurent qui se situèrent à la gauche tant du PCI que du PS et ils réussirent à attirer nombre de partisans, bien que pour quelques mois seulement. Cette opposition de gauche — si on peut l'appeler ainsi — était répandue sur le territoire occupé par les Allemands et celui qui avait été « libéré » par les Alliés. Cependant, à la différence des deux partis historiques de gauche, cette opposition ne se présentait pas de façon uniforme dans tout le pays, mais était fragmentée en plusieurs mouvements, chacun ayant des traits particuliers et spécifiques. Plus, bien qu'ils soient nés autour du début de 1943, ils n'ont joué aucun rôle significatif après l'armistice. Chacun prit la forme d'un mouvement ou parti autonome, avec sa propre presse et sa propre idéologie. Dans les vingt mois de guerre qui suivirent l'armistice, ils essayèrent vainement de surmonter leur localisme en essayant de se contacter entre eux ou avec le PCI ou le PS. Cependant, telle était la force d'attraction des deux partis historiques qu'ils réussirent à absorber ces organisations avant la fin de la guerre ou en tout cas à gagner nombre de leurs militants.

C'était dû à la sérieuse faiblesse politique de ces groupes. D'un côté, ils étaient subjectivement révolutionnaires et la majorité de l'opposition considérait que la vague de grèves, qui avait balayé un grand nombre de villes du nord en mars 1943, signifiait la croissance des sentiments socialistes dans les masses laborieuses et que l'effondrement du fascisme coïnciderait avec la désintégration du capitalisme italien. De l'autre cependant, tant la base que les dirigeants de ces mouvements, étaient formés essentiellement d'ouvriers qui avaient milité auparavant dans le PCI et n'avaient pas compris la pleine signification des changements de la politique communiste qui furent signifiés par le VIIe congrès de l'Internationale communiste en 1935.

Le Parti Communiste Intégral

Le Parti Communiste Intégral (Partito Comunista Integrale) est apparu à Turin et ses environs. Mieux connu comme *Stella Rossa* (L'Etoile rouge), le nom de son journal, il avait autour de 2000 militants en juin 1944. Travaillant dans des conditions qui rendaient le recrutement très difficile, *Stella Rossa* était aussi grosse que le PCI à Turin. Elle était très présente dans les usines, et si l'on en croit le dirigeant du PCI Pietro Secchia, il y avait à FIAT autour de 500 communistes intégralistes. *Stella Rossa* était stalinienne avec ferveur et

considérait que Staline devait aider la classe ouvrière italienne à faire la révolution. Elle croyait être le véritable bras politique et militaire du stalinisme en Italie et affirmait que Togliatti n'avait pas bien compris les directives de Staline en Italie.

Le conflit entre *Stella Rossa* et le PCI fut direct et violent, et le second accusa *Stella Rossa* de se prêter aux manœuvres de la bourgeoisie qui avait jeté ses chemises noires pour des défroques « démocratiques » afin de mieux abuser la classe ouvrière et la soumettre à nouveau. *Stella Rossa* arguait qu'en appelant à l'unité nationale, le PCI trahissait la classe ouvrière et renforçait le pouvoir de la bourgeoisie ; la classe ouvrière devait maintenir son indépendance à l'égard des forces « démocratiques » groupées dans le Comité de Libération nationale (Comitato di Liberazione Nazionale). En d'autres termes, elle refusait catégoriquement de s'engager dans aucune espèce d'activité politique frontiste.

Le PC Intégral était véhémentement antinazi et antifasciste. Il était organisé en bandes armées et créa aussi quelques brigades de partisans dans les montagnes du Piémont. Le combat contre le nazi-fascisme était compris comme la première étape de la révolution socialiste : après avoir battu les fascistes, la classe ouvrière allait régler les comptes de la bourgeoisie italienne.

Le PCI condamna avec violence ce mouvement. Non seulement il le dénonça comme payé par les nazis mais alla jusqu'à appeler les travailleurs à agir avec force — c'est-à-dire militairement — contre ses militants. Le dirigeant du mouvement Temistocle Vaccarella fut ouvertement accusé d'espionner pour les fascistes. Il fut tué au cours d'une visite à Milan et son corps fut retrouvé criblé de balles. Il était venu rencontrer les représentants des communistes lombards et des membres de l'opposition socialiste avec l'objectif de commencer une action politique commune. Divers facteurs, et très probablement la mort de Vaccarella et une tactique identique pour la lutte antinazie immédiate, conduisirent à l'absorption de *Stella rossa* dans le PC Intégral au début de 1945.

Le groupe *Lavoratore*

Le groupe *Lavoratore* (Le Travailleur), nommé d'après son journal, apparut dans la région de Legnano au nord-est de Milan. Selon Carlo Venegoni qui, avec son frère Mauro, dirigea cette organisation dès le 25 juillet 1943, c'est-à-dire à partir de la chute du fascisme, le mouvement eut autour de 400 partisans

actifs, surtout des ouvriers. Au début de 1944, *Lavoratore* avait construit des branches à Busto, Gallarate, Magenta, Saronno et les zones environnantes. Le journal, imprimé clandestinement à Milan, était d'abord diffusé à 10 000, 20 000 ensuite. *Lavoratore*, disputait au PCI le contrôle des usines dans ces zones et son exécutif avait des tendances trotskystes. Il critiqua fermement l'orientation gouvernementale de Togliatti et le « tournant » de Salerne. Sa politique, comme celle de *Stella Rossa*, tendait vers une lutte en deux étapes, la première tâche étant de battre les nazifascistes et seulement ensuite de lutter pour le socialisme.

Depuis le début, le groupe affirma qu'il avait le droit de rejoindre le PCI mais revendiqua aussi plus de démocratie dans ce parti, moins de bureaucratie et plus de facilités pour la discussion politique. A la différence de *Stella Rossa*, *Lavoratore* ne considérait pas l'Union soviétique comme centrale dans la lutte pour le socialisme, parce qu'elle n'était que l'une des composantes du mouvement général dans cette direction.

Après une tentative brève mais infructueuse d'assimiler le groupe, le PCI lança contre lui un violent acte d'accusation. Il publia des articles accusant militants et dirigeants de *Lavoratore* d'activités contre-révolutionnaires au service du fascisme. Vers la mi-1944, les frères Venegoni capitulèrent devant les exigences communistes et livrèrent leur mouvement aux mains du PCI qui l'absorba très vite en tant qu'organisation.

Le Movimento Comunista d'Italia

Au Latium et surtout à Rome, l'organisation de gauche la plus importante fut le Movimento Comunista d'Italia (Mouvement communiste d'Italie) plus connu sous le nom de *Bandiera Rossa* (Le Drapeau rouge). Ce mouvement extrêmement hétérogène vint au premier plan du fait de son combat vigoureux contre les nazi-fascistes et, pour une certaine période, son influence fut incontestée à l'intérieur de la *borgate*, la banlieue la plus misérable où la pauvreté et la faim accentuaient le désir de changement social.

Pendant l'occupation allemande de Rome, le MCd'I réussit à créer de fortes cellules clandestines dans diverses usines et beaucoup de groupes armés. Grâce à son vaste réseau organisationnel, il avait à la fin de 1943 des informateurs dans la police, les ministères et même dans le service de renseignements de l'armée. Ses militants payèrent chèrement pour leur lutte

contre le fascisme, et beaucoup furent torturés et tués. Sur les 335 antifascistes tués par les nazis aux Fosses Ardéatines le 24 mars 1944, 32 au moins appartenaient au MC d'I. De l'armistice de septembre au début de juin 1944, *Bandiera Rossa* eut 186 tués, 137 arrestations et déportations et 1183 combattants reconnus, cinq fois plus que le PCI et 481 fois plus que le Parti socialiste.

A la différence d'autres groupes socialistes qui écrémaient soigneusement leurs recrues, l'augmentation quantitative du MCd'I lui apporta bien des éléments suspects qui lui firent beaucoup de mal. Ainsi, à côté du fin poète Guido Piovene, on trouve, au moins pour peu de temps, des inadaptés comme Giuseppe Albani, connu comme le Gobbo (le Bossu) du Quarticciolo.

En dépit de ses convictions stalinennes professées, il y avait dans *Bandiera Rossa* des éléments qui avaient peu ou rien à voir avec le stalinisme, comme des anarchistes et des militants fort éloignés du socialisme. Son effectif tournait autour de 2 500 à la fin de 1943 et au début 1944, en gros égal à la force du PCI dans les zones où lui-même opérait. Cependant, à cette époque, le PCI était une force qui progressait tandis que le déclin du MCd'I avait déjà commencé.

Le MCd'I proclamait qu'à la différence du PCI il faisait en Italie la « vraie » politique de Staline et croyait que Togliatti menait sa propre politique. *Bandiera Rossa* esquiva le difficile problème de la reconnaissance par les Soviétiques du gouvernement Badoglio en assurant que Staline reconnaîtrait les représentants légitimes du peuple italien dès qu'ils auraient fait « sentir leur force ». Cette question politique fondamentale ne fut pas réglée et elle devait avoir sur le mouvement un effet bien plus grand qu'aucune erreur tactique temporaire.

Revendiquant le manteau du marxisme « authentique », le MCd'I critiqua vertement le PCI qui, en acceptant l'alliance avec les partis bourgeois, ne méritait plus le titre de « communiste ». Comme les autres mouvements d'opposition, *Bandiera Rossa* accusa le PCI d'être monolithique et bureaucratique. Néanmoins, au début, *Bandiera Rossa* avait considéré qu'elle pourrait clarifier les questions avec le PCI, mais les tentatives de coopération furent sabotées par l'intransigeance de ce dernier et son refus de la discussion politique. Cependant, bien que le Comité central de *Bandiera Rossa* ait ultérieurement interdit la coopération avec le PCI, cela n'empêcha pas les deux

organisations de mener à la base un travail en commun et d'œuvrer ensemble, dans bien des luttes contre les nazi-fascistes. Après son échec à ouvrir des discussions avec le PCI, *Bandiera Rossa* continua à en appeler à l'activité révolutionnaire de la classe ouvrière dont elle pensait avec optimisme qu'elle menait à la révolution socialiste et maintint son opposition acharnée à ceux qui voulaient collaborer avec Badoglio et la monarchie.

En dépit de sa revendication d'indépendance et d'autonomie, la position prise par ce courant romain semble typique des efforts des tendances d'extrême-gauche pour briser leur isolement et plaider pour la création d'un large front d'organisations prolétariennes comme une alternative aux accords entre classe ouvrière et forces bourgeoises. Leur critique de l'accord unitaire des partis du CLN était parallèle à leur appel à la création d'un front de gauche capable de scissionner le front « démocratique » : *Bandiera Rossa* mettait en garde contre toute collaboration avec des forces bourgeoises dans le CLN qui résulterait dans le fait que « les représentants du peuple » joueraient un rôle-clé dans le sauvetage de la monarchie. Il ne fallait accorder aucun soutien aux forces bourgeoises et il fallait remplacer le CLN par un « bloc de tous les partis de gauche anticapitalistes qui n'ont jamais été subordonnés et n'ont jamais collaboré avec la bourgeoisie dominante », avec l'objectif de « défendre l'Italie, d'abord de la domination étrangère, puis de la domination de la bourgeoisie ». En octobre 1943, la création d'un front unique de ces groupes de gauche était possible, mais rien n'en sortit.

Pendant l'hiver 1943-44, *Bandiera Rossa* continua ses activités de sabotage anti-allemandes. Le *borgate* (la banlieue ouvrière) était simplement aux mains du mouvement et les nazis arrêtaient simplement de s'y rendre. Dans la zone de Tor Pignattara, par exemple, Uccio Pisino, un dirigeant du MCd'I (tué plus tard dans les Fosses Ardéatines), entraînait ses hommes en plein jour.

En mars 1944, *Bandiera rossa* prépara un plan pour libérer un de ses dirigeants, Aladino Govoni, arrêté et incarcéré à Regina Cœli, mais fut frappé par une vague d'arrestations. Le 23 mars, le Groupe romain d'action patriotique tua 32 soldats allemands dans une embuscade. Dans la fusillade qui s'ensuivit, quelques militants du MCd'I, qui passaient et qui ignoraient les plans des forces de la Résistance furent impliqués. Les représailles des Allemands, avec le massacre des Fosses Ardéatines fut un coup terrible pour *Bandiera Rossa*. Dans

une tentative désespérée pour sauver ses camarades, le mouvement envoya aux nazis un document dans lequel il se dissociait politiquement de l'action des partisans. Mais les Allemands les avaient déjà exécutés et même si cet appel était arrivé à temps, il aurait été très peu vraisemblable que les nazis en tiennent compte car ils avaient déjà démontré leur hostilité aux militants de *Bandiera Rossa* en les utilisant dans des procès organisés pour intimider l'ensemble de la résistance romaine.

L'arrestation par les nazis des militants du MCD'I et leurs représailles pour leur attaque dans Rome avaient porté un coup terrible au mouvement qui condamna alors vigoureusement toutes les attaques terroristes. Le premier numéro de sa revue *Dirittive Revoluzionarie* publié le 29 mars, affirmait qu'il était impératif, pour sauver des vies humaines, d'éviter toute action qui conduirait à des représailles disproportionnées par rapport au résultat atteint. De plus, il assurait que l'action du MCD'I était purement défensive et devait le rester jusqu'à l'élaboration d'une nouvelle orientation. Dans le même numéro, il était évident que les dirigeants de *Bandiera Rossa* réfléchissaient à la faiblesse de leur organisation ; désormais on ne voyait plus la révolution socialiste comme une perspective très proche. Après la « libération » de Rome en juin 1944, *Bandiera Rossa* essaya d'organiser une « Armée rouge » pour combattre le nazi-fascisme sur une base ouvrière, mais les Alliés et le gouvernement italien l'en empêchèrent.

Les attaques féroces des fascistes furent complétées par une détérioration des rapports avec le PCI. Son journal, *l'Unità*, accusa « les petits groupes irresponsables » dont la politique extrémiste favorisait « la propagande d'Hitler », d'avoir « une fonction objectivement provocatrice ». A la fin de la guerre, le PCI était devenu un pôle d'attraction irrésistible¹ et *Bandiera Rossa* survécut comme le journal d'un groupe minuscule dont on trouve les dernières traces à la fin des années 1940.

1. Le PCI comptait 2 millions 7 en décembre 1945, 2 millions de membres en 1946.

Le Centro Marxista d'Italia

En Campanie, à part la Fraction de gauche des Communistes et Socialistes italiens, dont nous parlerons plus loin, on trouve le Centre Marxiste d'Italie, un petit groupe fondé en mai 1944, un peu après « *le tournant de Salerne* ». Son journal, *Il Pensiero Marxista* (La Pensée marxiste) posait la nécessité de construire dans le prolétariat un cadre capable de développer et maintenir un esprit de combat afin de réaliser à la fois les objectifs immédiats et la victoire dans l'avenir. Son rapport au marxisme, dû peut-être à sa position dans les mouvements socialiste et anarchiste, était indirect et le groupe avait une coloration socialiste libertaire.

Le Centre critiquait les dirigeants du PCI et du Parti socialiste pour leur politique de collaboration de classe et tournait son attention vers les militants de base, dont il considérait qu'ils pouvaient être gagnés à la politique révolutionnaire. Ses activités pratiques se situaient dans la rouge Confederazione Generale del Lavoro (CGL) qu'il défendait contre la résolution de la dissoudre dans la CGIL, en juin 1944 par les dirigeants du PCI, le Parti socialiste et les chrétiens démocrates.

Il est difficile d'établir le destin de ce mouvement dont les traces se perdent en août 1944 — et où les militants sont allés. Il est cependant très vraisemblable qu'au moins quelques-uns ont rejoint le PS et le PCI.

Autres oppositions socialistes

D'autres oppositions socialistes apparurent dans plusieurs organisations, dont deux devinrent particulièrement importantes à cause du calibre élevé de leurs dirigeants. L'un de ces mouvements était dirigé par Lelio Basso qui fonda en janvier 1943 le Movimento di Unità Proletaria per la Repubblica Socialista (Mouvement d'Unité Proletarienne pour la République Socialiste) qui, en août 1943 fusionna avec le vieux Parti socialiste pour former le Partito Socialista di Unità Proletaria (PSIUP, Parti Socialiste d'Unité Proletarienne), le Parti socialiste officiel. Leur déception devant l'excessive modération de ce parti qui se contentait de prévoir une république « *démocratique* » émergeant de la guerre, conduisit Basso et ses partisans à former le Frente Proletario Rivoluzionario (Front prolétaire révolutionnaire) — dont le journal s'appelait *Bandiera Rossa*

— à Milan en octobre 1943. Ce mouvement avait rassemblé une masse d'individus en désaccord avec la ligne pro-démocrate du Parti Socialiste et il en sortit avec une politique ardemment antifront. Tout en n'excluant pas la participation à la lutte de la Résistance, il chercha à la lier à une lutte résolue pour une révolution socialiste. Son inspiration historique était Rosa Luxemburg plus que Lénine. La politique de ce groupe était bien à la gauche du PCI et c'est pourquoi les communistes l'accusèrent d'être vendu aux nazis. (...) Basso revint au Parti socialiste en juin 1944 et devait monter haut dans son appareil, devenant son président en 1965.

Un autre mouvement socialiste de gauche fut l'Unione Spartaco (Union spartaciste), dirigée par Carlo Andreoni, qui était aussi un ancien membre du MUP. Ce mouvement se développa en Italie centrale, surtout à Rome. En tant que dirigeant du PSIUP, Andreoni prit position après l'armistice pour que les socialistes quittent le CLN. Comme alternative, il appela à la création d'un large front incluant toutes les forces de gauche et les groupes d'opposition de gauche. Pendant l'hiver 1943-44, alors qu'il était encore dans le Parti socialiste, Andreoni s'éloigna politiquement de plus en plus de lui. Il dirigea une aile militaire qui en était tout à fait séparée. En juillet 1944, il publia un journal intitulé *Il Partigiano* (Le Partisan) au moyen duquel il s'efforça de capitaliser le mécontentement, très ancien dans la résistance romaine, contre la subordination des partis et du CLN à la monarchie. En novembre 1944, ce mouvement informel devint un authentique groupe politique. Dans l'intervalle, il avait changé sur le plan idéologique, adoptant à la fois des idées ouvertement socialistes libertaires et des idées nationalistes, et proposant la création d'une « *Armée populaire* » de type yougoslave en Italie. Le nouveau groupe d'Andreoni réussit à influencer quelques brigades de partisans qui combattaient en Italie centrale.

En revanche, le Partito Italiano del Lavoro, PIL (Parti italien du Travail) était un mouvement essentiellement lombard et émilien. Il résultait de la fusion de deux groupes socialistes existants, avec des positions politiques proches de celles du Parti d'Action ¹. Il adhérait à une orientation socialiste humanitaire et

1. Le Parti d'Action avait été formé en juillet 1942, sur un programme de réforme sociale radicale. Il comporta jusqu'à 200 000 membres et joua un rôle important dans la résistance, mais c'était un parti de petite-bourgeoisie.

considérerait que la voie vers le socialisme passait par une lutte pour la régénération morale de la nation dans laquelle la classe ouvrière jouerait le rôle dirigeant. Le journal de ce mouvement, *La Voce del Popolo* (la Voix du Peuple) défendait d'abord l'abstentionnisme dans la lutte contre les Allemands, puisque la guerre était dirigée par la monarchie et qu'il était nécessaire de sauver des vies humaines. Au lieu de combattre immédiatement, il appelait la population à prendre les armes pour intervenir dès que ce serait possible pour chasser non seulement « *l'ennemi étranger* » mais aussi l'ennemi intérieur, c'est-à-dire la classe dirigeante italienne. Cette position conduisit le PCI à accuser le PIL d'être au moins « *lâche* » et au pire « *pro-fasciste* ». Cependant vers la mi-1944, cette « *non-collaboration* » devint « *défense active* ». Tout en gardant ses distances à l'égard du CLN, le PIL s'engagea dans d'authentiques activités de partisans et ses militants finirent dans les brigades Garibaldi. Un petit noyau d'individus à Milan essaya de continuer sur les lignes de la politique initiale du PIL, en soulignant les aspects de classe, mais le mouvement explosa à la fin de la guerre et ses militants se dispersèrent dans les partis de la gauche historique.

Le Partito Operaio Comunista, POC (Parti communiste ouvrier) qui s'intitulait trotskyste fut fondé dans les Pouilles et surtout à Foggia et il en est question plus loin.

La faiblesse politique des courants de gauche

Tous les mouvements d'opposition, bien que reliés de façon diverse au marxisme et prévoyant une issue révolutionnaire des luttes ouvrières dans la réalisation immédiate du socialisme en Italie, avaient des fondements théoriques différents. Quelques-uns, comme *Stella Rossa* et le MCD'I, provenaient directement du stalinisme et en représentaient une version extrême. En réalité ils inventaient une politique stalinienne à leur propre image. Leur polémique contre le PCI était menée au nom de Staline. Cette position montra ses limites après le « *tournant de Salerne* » et la reconnaissance par Moscou du gouvernement Badoglio, et pourtant ils continuèrent à s'abuser eux-mêmes en croyant que Staline menait une politique révolutionnaire. D'autres groupes, tout en considérant l'Union soviétique comme un point de référence important pour le mouvement ouvrier dans leur lutte contre le nazisme, soulignaient ses limites, bien que pas ouvertement. C'était le cas de *Lavoratore*, avec son trotskysme latent.

Cependant l'attraction de l'Union soviétique pendant ces dernières années était si forte que même le *Bandiera Rossa* de Basso, toujours critique de Moscou, la qualifia de « *bastion prolétarien* » contre le nazisme, prenant part à « *la lutte de classes mondiale en alliance avec le prolétariat du monde entier* ». Le Partito Comunista Internazionalista (PCI) et l'Unione Spartaco, considéraient l'Union soviétique comme un Etat capitaliste, exactement comme les autres nations en guerre, tandis que la Fraction de Gauche des communistes et socialistes italiens et le Centre Marxiste d'Italie, tout en critiquant la politique soviétique, exprimaient des jugements moins sévères.

En dépit de leurs divergences sur divers problèmes, tous les mouvements d'opposition de gauche critiquèrent vigoureusement la politique du PCI et du Parti socialiste dont ils considéraient qu'elle répudiait toute perspective de socialisme. Ils considéraient que la bourgeoisie italienne était responsable de la montée du fascisme et déclaraient que toute alliance avec elle signifierait lui rendre une nouvelle vie et lui redonner une chance de reprendre l'initiative politique et sociale dans le pays. *Stella Rossa* par exemple, argumentait avec passion contre cette orientation :

« Au lieu de procéder correctement, sans compromissions, jusqu'à l'établissement de la dictature du prolétariat, que font les socialistes et les communistes de *l'Unità* ? Ils trahissent complètement la tradition prolétarienne de la lutte de classe et adhèrent au bloc des partis bourgeois nationaux... Les masses italiennes ont peu à gagner et tout à perdre d'une alliance avec le capitalisme. En fait le capitalisme, reprenant le pouvoir avec un gouvernement démocratique, tournerait toutes ses armes contre nous ».

Lavoratore critiquait le PCI :

« Aujourd'hui, alors que le fascisme est épuisé — prendre une attitude antifasciste en se lavant les mains des crimes du passé n'est simplement pas suffisant ; la bourgeoisie italienne, coupable de tant de crimes, tant de morts et tant de ruines... doit périr avec la monarchie et le fascisme ».

Selon Basso, la révolution prolétarienne était une nécessité inéluctable parce que, du moment où elle avait organisé le fascisme à un niveau national, la bourgeoisie italienne avait montré qu'elle était incapable de gouverner avec des méthodes civilisées. La fusion entre le fascisme et la bourgeoisie avait été si totale que sa tentative de promouvoir une ligne démocratique en se débarrassant de Mussolini n'avait que partiellement réussi... Il était absurde de penser à un

fascisme à visage républicain, il n'était pas moins absurde de rêver d'une Italie bourgeoise libérale.

Pour *Bandiera Rossa* à Rome, le fascisme « réel » n'était pas mort et le roi d'Italie et Badoglio n'avaient pas l'intention de l'écraser, mais seulement de « changer » son visage.

Bien que « les gauches » (*sinistri*) aient été souvent accusés d'avoir une attitude « attentiste », dans l'ensemble, ils ont constamment et résolument combattu le fascisme et le nazisme, car ils pensaient que la lutte jusqu'au bout contre le fascisme déclencherait la révolution. En fait, la majorité acceptait la guerre non comme un événement purement national mais comme la lutte de classe transposée sur un plan international. On voyait la lutte militaire comme le point de départ d'une révolution sociale après la défaite du fascisme. En pratique, ils pensaient à une révolution « permanente ». Pour cette raison le masque pseudo-socialiste porté par la République de Salo ¹ n'amoindrit pas leurs sentiments antifascistes et ils commencèrent aussitôt à démystifier le « nouveau » fascisme et sa « socialisation ».

Stella Rossa déclara que c'étaient « les mêmes fascistes du passé qui, après avoir été royalistes, capitalistes, réactionnaires et plutocrates » avaient maintenant le front de s'appeler « républicains et socialistes ». Leur « programme pseudo-socialiste » était destiné à attirer les masses travailleuses, mais ne pouvait avoir d'écho qu'auprès des « naïfs ». Il était donc nécessaire de « combattre le fascisme ouvertement et par tous les moyens possibles » et de s'opposer de la manière la meilleure à cette guerre que le fascisme avait déchaînée. Basso, accusé par les staliniens de « jouer un jeu attentiste » leur rappela qu'il n'avait pas attendu le 22 juin 1941, jour où l'Allemagne attaqua l'Union soviétique, pour prendre une position antifasciste.

Ces mouvements n'ont pas été surpris par le « tournant de Salerne », mais l'ont simplement considéré comme un ajustement tactique qui étendait l'alliance de toutes les classes aux royalistes. Leur critique de la politique du PCI couvrait plus que les seuls changements d'après mars 1944. Basso assurait que le tournant s'était produit en 1936. Ils avaient cependant des difficultés à développer une critique systématique du stalinisme, car cela aurait nécessité une

1. C'est le nom du régime établi dans le Nord par Mussolini sous la protection des troupes allemandes.

réévaluation profonde et en conséquence ils auraient été obligés de prendre un point de vue beaucoup plus extrême, comme celui du PC Internazionalista.

Ceci explique aussi bien les faiblesses théoriques de ces mouvements et, dans une certaine mesure, leur désorganisation et leur absorption dans les deux partis de la gauche historique. La poursuite de la guerre signifiait que les divergences entre eux et le PCI sur la situation d'après-guerre avaient une signification moindre. La lutte du jour devenait plus pressante et la théorie était remplacée de plus en plus par des discussions purement organisationnelles. Les dirigeants communistes et socialistes convainquirent facilement nombre de militants que la situation après la guerre dépendrait de la force qu'ils pourraient déployer pendant.

Il y eut d'autres raisons pour la défaite des mouvements d'opposition ; la dureté de leur traitement et leur isolement ne doivent pas être sous-estimés. Ils étaient souvent dénoncés comme « *agents de la Gestapo* » et leur vie rendue difficile non pas seulement par les fascistes mais aussi par les partis « *démocratiques* ».

Mais la raison sous-jacente à l'échec de l'opposition de gauche est le fait que la classe ouvrière n'a pas réalisé son indépendance politique. Le sommet de l'autonomie ouvrière a été atteint pendant les grèves de mars 1943. A partir de là, et surtout après l'armistice de septembre 1943, les partis « *démocratiques* » ont réussi à subordonner les revendications de classe à la lutte militaire et à dévier le militantisme prolétarien en politique de « *libération nationale* ». Les courants d'opposition ont correctement prédit les conséquences de la politique d'unité nationale en ce qui concernait la structure sociale de l'Italie après-guerre. Néanmoins, le cordon ombilical qui joignait encore ces mouvements à l'idéologie des partis historiques de la gauche n'avait pas été coupé et leur assimilation par ces derniers était inéluctable.

2. La Fraction de gauche des communistes et socialistes Italiens

L'histoire de la Gauche communiste italienne de 1943 à 1945 est encore largement inconnue, essentiellement à cause de la critique féroce qu'elle a subie

de la part des staliniens. En fait, dans son combat contre l'opposition de gauche, le comité exécutif de l'Internationale communiste avait habituellement mis un signe « égal » entre le soi-disant « *bordiguisme* » et le trotskysme, considérant le premier comme l'expression italienne du second. Les critiques des staliniens contre la Gauche communiste italienne influencent encore l'histoire du mouvement ouvrier officiel, qui ou bien « ignore » leur existence ou bien répète, de manière un peu atténuée, les accusations que la direction soviétique et le PCI ont lancées contre eux dans le passé.

La Gauche italienne qui commença sa résurrection en 1942-1943, découlait directement du PCd'I¹ de l'origine, avec un lien direct qui allait des théories avancées par Bordiga en 1922 aux projets du congrès de Lyon en 1926. Il y avait aussi un lien avec l'expérience politique des militants qui avaient été contraints à l'exil en France et en Belgique pendant la période de la dictature fasciste. La Fraction de gauche du PCd'I (plus tard Fraction de la Gauche communiste), publia deux journaux, *Prometeo*, qui naquit en 1927 et *Bilan*, qui démarra en 1933 et parut très régulièrement, survivant jusqu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale).

Bien qu'il ait été considéré comme son dirigeant d'idées, Bordiga n'a pas pris part aux activités de la Fraction. Après la prison et l'exil intérieur, il choisit de rester en Italie et reprit son travail comme ingénieur. Cependant il n'y a rien de vrai dans l'affirmation selon laquelle il « abandonna le combat »². La vérité est plus simple. Il pensait que la classe ouvrière avait subi une défaite écrasante et donc qu'il ne valait pas la peine de mener aucune activité politique directe tant que la situation n'avait pas changé. C'est pourquoi il refusa de rejoindre ses disciples à l'extérieur (lesquels, avec Trotsky, l'avaient appelé à quitter l'Italie) et repoussa les avances des nouveaux dirigeants du PCI.

Bordiga considérait que la Deuxième Guerre mondiale était un conflit impérialiste qui avait réussi à impliquer l'ensemble du prolétariat mondial et que cela éloignait un peu plus encore toute chance de voir celui-ci se redresser sur une base indépendante. Même les mouvements partisans, nés à l'époque pour s'opposer au nazi-fascisme, avaient perdu leur indépendance de classe en

1. Le PCd'I est devenu PCI en 1943.

2. L'historien du PCI Spriano a diffusé cette idée.

prenant part à un conflit militaire et en prenant des ordres d'un commandement militaire.

Quand la première opposition de gauche fut créée pendant la guerre, Bordiga ne pensait pas alors que le temps de la reconstitution d'un parti communiste « *réel* » était venu. Il ne la voyait en effet qu'en relation avec une reprise à venir de la lutte de classe prolétarienne révolutionnaire et seulement sur la base d'un parti révolutionnaire. En particulier, elle devait reposer sur des principes fermes et liée à un programme très précis. Pour cette raison, bien que Bordiga ait offert son soutien et avis à la Fraction de Gauche des Communistes et Socialistes Italiens quand elle émergea en Italie du Sud, il ne la rejoignit pas officiellement.

Après avoir débarqué en Sicile en juillet 1943, l'armée alliée avança lentement vers le nord et arriva finalement à Rome en juin 1944. Le Nord ne fut « *libéré* » qu'en avril 1945. L'Italie fut ainsi coupée en deux par la ligne du front. La vie politique reprit au sud pendant ces dix longs mois, et les syndicats et les partis politiques se reconstituèrent. La CGL fut spontanément ressuscitée par des militants de base de gauche, trotskystes et opposants socialistes et communistes et par des membres du Parti d'action. La direction du PCI choisit de garder ses distances de ce vaste mouvement de classe.

Après avoir pris un poste ministériel dans le gouvernement, le PCI eut à résoudre l'un de ses problèmes les plus pressants avec la façon de réaliser son homogénéité théorique et d'organisation. Il y avait encore dans le parti des conceptions politiques confuses et des initiatives organisationnelles incontrôlées. Une fraction des membres radicaux dans la CGL se heurtait constamment au comité central du parti sur toutes les questions relatives aux ouvriers. A son retour d'Union soviétique, Togliatti réalisa que ce courant devait être détruit si ses partisans refusaient d'accepter la nouvelle orientation et ils furent proprement exclus du PCI. Le résultat fut qu'un groupe important d'exclus fut créé qui, pour l'essentiel, décidèrent de s'organiser à l'extérieur du parti mais, au moins pour le moment, pas dans une organisation politique alternative.

La formation de la Fraction engloba non seulement ceux qui avaient été exclus du PCI à ce moment, mais aussi des militants qui avaient été exclus auparavant à cause de leurs liens avec la gauche, comme Ludovico Tarsia et Antonio Natangelo, plus quelques camarades comme Edoardo Magnelli, qui

avaient soutenu à l'étranger la Fraction de la Gauche communiste avec Enrico Russo. Mais contrairement à Russo, ces camarades n'avaient pas quitté l'Espagne et y étaient restés jusqu'au début de la guerre. La figure principale en était Renato Matteo Pistone, qui avait vécu en Espagne dans les années trente et était en contact direct avec l'organisation trotskyste. La convergence de ces différents individus provoqua une discussion théorique qui, jusque dans ses désaccords, poursuivait la politique du vieux PCd'I et particulièrement de sa gauche. Ces échanges emmenèrent tout le mouvement vers des positions en complète opposition avec le stalinisme.

Comme ils considéraient que le moment n'était pas encore venu de créer un « *nouveau* » Parti communiste, ces militants s'orientèrent vers la gauche existant dans les partis du PCI et du PSIUP qui attiraient alors un nombre croissant d'ouvriers. La Fraction essaya de ramener les partis de gauche existants à un point de vue ouvrier — s'il y avait une chance d'y arriver — et de ne former un groupe indépendant que si cette tâche s'avérait impossible ou si la situation exigeait une claire démarcation d'avec les forces révolutionnaires et réactionnaires. Bien que le mouvement s'appelât lui-même fraction, sa structure était celle d'un parti, avec un comité central et un comité exécutif et des statuts reposant sur le centralisme démocratique.

Une tâche immédiate était la formulation d'une critique de la stratégie d'union nationale du PCI. Les origines de cette politique se trouvaient dans les décisions du 3e congrès de l'Internationale communiste¹ qui étaient perçues comme un renoncement à l'assaut direct du capitalisme et un tournant vers un compromis avec les organisations réformistes. Cela n'avait été qu'une erreur tactique qui avait pu être corrigée mais la dégénérescence qui s'était produite alors avait eu pour résultat que le PCI proposait l'unité avec la bourgeoisie et la vendait aux ouvriers comme un compromis nécessaire.

En dépit des intentions de ses fondateurs de ne recruter que des « *éléments sélectionnés* », la Fraction devint bientôt une organisation de masse, s'étendant très rapidement à Naples, en Campanie et dans les autres régions italiennes du sud et particulièrement en Calabre. De nombreuses branches apparurent bientôt à Naples et dans les environs avec plus de 10 000 membres et sympathisants. Le

1. Il s'agit du congrès de 1921 qui s'était orienté vers le Front unique ouvrier.

mouvement grandit avec chaque exclusion nouvelle ou démission volontaire du PCI. Des membres du PCI démissionnèrent parfois en signe de protestation contre l'action disciplinaire de la direction contre leurs camarades. Par exemple, quand Vincenzo Iorio, secrétaire de la Bourse du Travail de Naples et membre de la Fraction, fut exclu, un groupe de communistes démissionna en signe de solidarité.

Des branches de la Fraction furent établies à Castellamare, Torre Annunziata, Avellino, Salerne et dans d'innombrables autres villes de Campanie. Ailleurs dans le sud, le mouvement se répandit dans les Pouilles, et, avec la « libération » progressive de l'Italie, gagna vers le nord, Rome et Grosseto, plus tard Florence.

Le PCI paraissait ne faire aucune attention à la Fraction et ne fit jamais de référence à elle dans sa presse officielle. Il préférait travailler en secret, diffusant des commentaires malveillants sur des membres individuellement. Il redoutait cependant profondément ce mouvement et la liquidation de la CGL fut une partie de son combat pour briser les liens de la Fraction avec les masses ouvrières. Toute expression de l'opposition de gauche était baptisée avec mépris « *trotskyte-bordiguiste* » avec l'usuelle équation simple : « *Trotskyisme égale fascisme* ».

La Gauche (*trotskyte-bordiguiste* comme la Fraction s'est parfois appelée elle-même) répliquait à ces accusations presque comme si c'était un crime que d'être « *trotskyte-bordiguiste* » et disait qu'elle était simplement un mouvement marxiste. Elle répudiait toute affinité avec le trotskysme, car défendre Trotsky contre les mensonges du stalinisme ne signifiait pas adopter ses théories et ses idées politiques. La Fraction espérait ainsi réfuter tant les accusations du PCI que la critique des trotskystes italiens de Naples qui étaient également actifs dans la CGL.

La polémique dans la presse de la Fraction était essentiellement dirigée contre la participation du PCI au gouvernement, vue comme une « *sinistre trahison* ». Un des journaux de la Fraction, *Il Proletario*, assurait que les communistes avaient rejoint le gouvernement avec l'objectif d'établir une « *démocratie progressiste* ». Mais qui donc les a embauchés pour « *établir une démocratie anti-bourgeois et anti-capitaliste progressiste, sinon les mêmes partis qui sont l'émanation de ces mêmes classes ?* ». La Fraction centra son

attention sur le Parti démocrate chrétien, celui qui avait la faveur du PCI dans ses alliances, et sur sa fonction dans la société italienne, et reconnu à juste titre le parti catholique comme l'axe autour duquel les autres partis allaient bientôt tourner parce que les liens étroits entre le Vatican et les grands capitalistes italiens étaient très visibles. La Fraction condamna la recherche par le PCI d'une alliance avec les démocrates chrétiens comme une renonciation totale à la défense de la classe ouvrière.

La principale accusation contre Togliatti était qu'il avait l'intention d'éliminer la lutte de classe de l'ordre du jour politique et d'« *engager le prolétariat dans un conflit militaire qu'il représentait comme un combat* » pour « *libérer nos frères opprimés* ». Contrairement à Staline et à Togliatti, la Fraction considérait que la guerre était un conflit impérialiste pour la répartition du monde en sphères d'influence. *Il Proletario* formulait une prédiction qui allait bientôt se révéler exacte :

« Bientôt on créera une armée sous le drapeau du roi et après que cette armée aura “libéré” le reste de l'Italie, le dirigeant du Parti communiste sera placé devant un dilemme : il devra désarmer les partisans communistes ou bien les appeler à remettre leurs armes à la bourgeoisie une fois pour toutes. Nous sommes certains que le marxiste Ercoli (Togliatti) désarmera le prolétariat ».

La Fraction critiqua la participation des organisations ouvrières au CLN parce qu'elle ne faisait rien pour défendre les intérêts de la classe ouvrière et parce qu'elle avait été décidée par leurs dirigeants sans aucune discussion à la base.

La Fraction plaçait de grands espoirs dans les forces des partisans, mais pas parce qu'elle les considérait comme un mouvement socialiste révolutionnaire ; la gauche en Italie du sud avait parfaitement conscience que ce mouvement était divisée en plusieurs tendances. La Fraction, prudemment, ne conseillait que les bandes communistes, parce qu'elles considéraient qu'après avoir perdu leurs illusions dans le PCI, elles pourraient devenir de « *véritables* » communistes. Togliatti d'un autre côté, voulait restreindre ces forces à la lutte entre capitalistes italiens et allemands pour la « *libération nationale* ».

La Fraction faisait des remarques acerbes pour le nouveau gouvernement monarchique auquel participaient toutes les forces bourgeoises, assurant que « *la bourgeoisie sait très bien sur quelles forces elle peut compter et lesquelles, le*

moment venu, devront être larguées ». Il n'y avait pas longtemps, les généraux et les *squadristi* maintenaient les masses sous l'autorité de l'Etat, tandis qu'aujourd'hui « *nous avons besoin de démocrates* ».

Le fascisme avait été créé par la bourgeoisie mais le 25 juillet 1943, elle l'avait rejeté et c'était une initiative définitive dans le jeu, un jeu qu'aucun des partis n'aurait joué si les partis pseudo-prolétariens ne l'avaient pas soutenu. Ces partis aidaient activement à détourner l'attention de la responsabilité réelle de la bourgeoisie et situaient la base du fascisme dans le capital et la bourgeoisie, mais seulement dans certains secteurs particulièrement réactionnaires d'entre eux.

La Fraction atteignait les masses, comme nous l'avons dit, à travers son travail dans les syndicats. La CGT, avec Enrico Russo comme secrétaire, était le lien vital entre la classe ouvrière et les masses paysannes. Bien que d'autres mouvements d'opposition de l'Italie du sud fussent représentés à Naples comme le Centro Marxista d'Italia, le Partito Operaio Comunista et autres groupes de moindre importance, la Fraction jouait incontestablement le rôle dirigeant.

Lors du congrès syndical à Salerne en février 1944, « *la Gauche remporta un notable succès quand elle emporta deux des trois postes qui étaient réservés pour le Parti communiste* ». La Fraction était confrontée à l'hostilité croissante du PCI qui prit la forme de tentatives de briser la solidarité des dirigeants syndicaux par de misérables manœuvres et de les isoler en diffusant de basses calomnies. La Fraction considéra la création de la CGIL comme ayant une grande signification : « *Les syndicats ne défendent plus les masses ouvrières : ils ont été absorbés dans la sphère d'influence de l'Etat, un Etat bourgeois* ». Ultérieurement, pour confirmer ce jugement, la Fraction publia les écrits de Trotsky en 1940 sur le rôle des syndicats dans la phase avancée du capitalisme.

Placée devant la décision des partis « *démocratiques* » d'établir un nouveau syndicat « *uni* » et de collaboration de classe sans tenir compte du syndicat qui avait été créé par les masses ouvrières, la Gauche serra les rangs autour de la CGL dans une défense intransigeante de cette organisation, même alors que ses membres étaient déjà résignés à sa dissolution. Le 28 octobre 1944 *La Sinistra Proletaria* (la Gauche prolétarienne) rendit compte de la décision des autorités alliées de retirer l'autorisation de publier *Battaglie sindacali* (Batailles syndicales) journal de la CGL, qui était édité par le trotskyste Nicola di Bartolomeo. La Fraction arriva bientôt à la conclusion que le seul moyen de

continuer la défense de la classe ouvrière était de travailler dans la CGIL. L'opinion générale de la Fraction sur les autres groupes d'opposition en Italie était positive et elle considérait que ces groupes pourraient aider à la construction d'une alternative ouvrière au PCI « *centriste* » mais que, comme le disait *Il Proletario*, la base insistait sur l'unité révolutionnaire. La Fraction voulait établir des contacts avec les autres groupes révolutionnaires, car elle considérait que les événements italiens « *revêtaient de plus en plus le caractère typique d'une situation pré-révolutionnaire à un moment où il n'y avait pas encore de parti homogène réellement basé sur la classe* ».

Après avoir conclu que ces groupes représentaient des formes positives d'opposition, la Fraction se conduisit avec eux d'une manière quelque peu sectaire au niveau théorique et refusa l'unité avec toutes. Elle accepta des discussions et des débats, mais ses dirigeants refusèrent de faire des compromis sur les questions théoriques. Cette intransigeance était due d'abord à la nécessité de maintenir l'indépendance de la classe ouvrière en vue de l'imminence de la situation révolutionnaire. L'union des masses d'Italie du Nord avec celles du sud transformerait l'Italie en un tonneau de poudre. Cela ne s'était pas encore produit, mais arriverait tôt ou tard. La force du prolétariat italien serait alors complétée par le redressement de la classe ouvrière européenne qui, après une longue période de démobilisation, reviendrait à la vie.

Après la « *libération* » de Rome, les armées alliées avancèrent de plus en plus vite et, en octobre, avaient atteint une ligne de front qui allait de Pise à Rimini, la fameuse ligne gothique, où ils firent halte jusqu'au printemps. Ce mois, le gouvernement formé par Bonomi et Togliatti refusa de permettre la publication légale d'*Il Proletario* et quelques mois plus tard, *La Sinistra Proletaria* fut traitée de la même façon. Peu avant, le même destin avait frappé le journal *Frazione di Sinistra salernitana* (Fraction de Gauche de Salerne) que le mouvement de ce nom avait publié dans cette ville. Ainsi, en pleine période « *démocratique* », les journaux de l'opposition étaient obligés, comme auparavant, de circuler illégalement.

Divisés entre eux, les petits groupes d'opposition de gauche étaient incapables de résister à ces actes répressifs et quelle force avaient-ils en comparaison du nouvel Etat ? L'unique mouvement d'opposition qui aurait pu devenir un pôle unificateur d'attraction était la Fraction. A la fin de 1944, elle

convoqua un congrès, pour janvier 1945, de tous les représentants de « *centres de l'opposition de gauche* » comme des représentants « *des autres mouvements ou fractions de partis* ». Ce congrès, de caractère « *privé* », se termina sans conclusions pratiques en dépit de la grande importance que lui donnait *La Sinistra Proletaria*. A la fin, après le vote d'une motion appelant à la création d'un parti ouvrier, un comité de quatre membres issus de chaque groupe fut créé avec pour tâche de préparer le « *premier congrès public de l'opposition de gauche d'Italie du centre et du sud* ». Après un bref intervalle cependant, on n'entendit plus parler de ce congrès.

Dans l'année nouvelle, la Fraction entra dans une période d'activité intense et large. Des branches furent établies presque partout dans le sud. Elle décida de publier un tract qui résumerait ses idées. Intitulé *Per le Costituzione del Vero Partito Comunista* (Vers la constitution d'un véritable Parti communiste), ce tract fut préparé par Renato Matteo Pistone et Libero Villone, avec l'aide de Bordiga. Il affirmait qu'il était maintenant tout à fait impossible de ramener les deux partis de gauche traditionnels vers la politique révolutionnaire et que le mouvement d'opposition devait créer un « *véritable* » parti communiste. Ce caractère strict sur le plan des idées était illustré par une référence à l'expérience récente du mouvement communiste reposant sur la critique, développée par la Gauche italienne, de la dégénérescence de la III^e Internationale et de l'Union soviétique. L'opposition en exil sous le fascisme avait considéré que c'était là la question centrale à résoudre pour paver la voie au redressement du mouvement socialiste. Les problèmes politiques cruciaux avaient leurs racines dans la transformation politique survenue en Union soviétique. La victoire des « *centristes* » sur les forces léninistes en Union soviétique avait abouti à la victoire des intérêts bureaucratiques, conduisant ainsi à la création de deux classes opposées et en conflit. Bien que les rapports d'exploitation de classe en Union soviétique fussent reconnus, il n'était donné aucune définition intelligible de son caractère social et la question n'était pas claire de savoir si la structure socio-économique soviétique devait encore être considérée comme « *du socialisme dégénéré* » ou comme ouvertement capitaliste.

La première tâche pour la Fraction était la construction du parti révolutionnaire car elle considérait son absence dans une situation objectivement favorable comme une catastrophe pour le mouvement ouvrier.

Dans la même période, la presse du PCI accentua ses attaques contre « *le gauchisme* ». En janvier, la revue théorique du PCI, *Rinascita*, réclama la liquidation des « *trotskyistes* » grecs. Le 5 janvier, à Rome, *L'Unità* publia un article intitulé « *Pour la Pureté de notre Parti, l'Alerte Révolutionnaire* » ? Quatre jours plus tard un éditorial de Velio Spano parut sous le titre « *Extrémisme Creux et Positions Réactionnaires* ». Deux semaines plus tard, le même dirigeant communiste fit référence aux communistes d'opposition comme des « *bandits politiques* ».

Après la fin de la guerre, toutes les perspectives d'unification avec d'autres groupes du sud de l'Italie furent abandonnées. Néanmoins la question resta posée de savoir comment un parti pourrait être créé sur une base nationale. Des divergences considérables d'opinion apparurent dans la Fraction, qui conduisirent à l'apparition de deux courants, l'un dirigé par Libero Villone et Enrico Russo et l'autre avec à sa tête Ludovico Tarsia, La Camera, Maruca et Pistone. Le premier voulait une position politique moins intransigeante et plus « *flexible* » tandis que le second tendait une fois de plus vers la politique rigide du PC d'I d'origine.

Entretemps, la « *libération* » du Nord offrit à la Fraction la possibilité de rencontrer le Partito Comunista Internazionalista, avec lequel elle tomba d'accord pour fusionner en juillet. Cette initiative politique réduisit rapidement l'influence de l'organisation et provoqua le départ de nombreux militants : Enrico Russo passa au PSIUP, certains au PC et d'autres ; comme Libero Villone, rejoignirent le Partito Operaio Comunista.

3. Le Partito Comunista Internazionalista

Le Partito Comunista Internazionalista, plus connu sous le nom de son journal comme le groupe *Prometeo*, différait radicalement de tous les autres mouvements de gauche de son époque. Son caractère était si unique que le PCI l'utilisa comme mesure en condamnant la politique des diverses organisations à sa gauche.

Bien que le parti ait été formellement lancé le 8 septembre 1943, sa structure d'organisation était alors en place depuis longtemps. Le mouvement avait d'abord son centre à Milan, qui était la principale ville de Lombardie et le

centre de l'antifascisme dans l'Italie du Nord, et on prit des mesures pour implanter le parti partout. Les Internationalistes eurent leur premier contact avec d'autres mouvements de gauche à Milan en 1942. Cela n'entraîna pas de coopération parce que les positions intransigeantes et les traditions historiques et théoriques de ce groupe signifiaient qu'ils avaient peu en commun avec l'un quelconque des autres mouvements formés pendant la guerre.

Comme la Fraction de Gauche dans le Sud, le Partito Comunista Internazionalista se réclamait comme source d'inspiration tant du PCd'I de 1921 que de la Fraction italienne de la Gauche communiste formée en France dans l'émigration antifasciste. Cependant cette tradition fut reprise par les militants restés en Italie et qui avaient rempli les prisons fascistes et les lieux d'exil (*confino*). L'un de leurs dirigeants était Onorato Damen qui avait un long passé de militant, d'abord au PSI, plus tard au PCd'I, qui avait été maintes fois arrêté et condamné sous le régime fasciste. Bruno Maffi avait été dans le mouvement antifasciste avancé *Giustizia e Libertà* et avait été gagné au communisme révolutionnaire en 1935 pendant son exil intérieur.

Parmi les autres militants qui ont aidé l'organisation à se former et se développer, il y avait Mario Acquaviva, Secondo Comune, d'Asti, Fausto Atti, de Bologne, Vasco. Rivolti et Giancarlo Porrone, de Turin, Attilio Formenti, de Voltolina. Ultérieurement, bien des militants dont Mauro Stefanini, Gigi Danielis et Tullio Lecci, revenus de l'étranger, rejoignirent l'organisation, apportant avec eux leurs années d'expérience de la lutte en exil. D'autres militants furent libérés plus tard de prison pendant les 45 jours de la domination de Badoglio.

Les études sur la Résistance ont reconnu le rôle joué dans la lutte de classe en Italie du Nord par les militants qui ont contribué à former ce mouvement et leur présence dans les grèves de mars 1943 a été confirmée par plus d'une source. Le parti a grandi très vite après la chute du fascisme et l'armistice et a réussi à publier *Prometeo* qui a été mensuel jusqu'en octobre 1944, était imprimé à Turin sur une presse qu'utilisaient bien d'autres groupes clandestins antifascistes.

La guerre et la classe ouvrière

Les militants qui devaient former le PC Internazionalista considéraient qu'une période révolutionnaire semblable à celle qui traversa l'Europe pendant

la Première Guerre mondiale et tout de suite après, était plus ou moins imminente et que la classe ouvrière, agissant de façon autonome et indépendamment des autres classes sociales, serait capable d'une intervention sérieuse. L'appel des Internationalistes à une complète autonomie du prolétariat ne découlait pas seulement de la tradition politique dont ils provenaient mais aussi de leur compréhension de la nature sociale de la guerre mondiale.

Tandis que tous les autres groupes de gauche tendaient vers une lutte qui, au premier abord, devait être antifasciste et pas seulement anticapitaliste, les Internationalistes insistaient sur la nécessité d'une lutte en commun sur les deux fronts, ou, plus exactement une défense sur les deux fronts, puisque le prolétariat était temporairement, très clairement, dans une position d'infériorité par rapport à ces deux forces.

Cette position était en contraste frappant avec celle que proposaient les leaders du PCI pour qui la guerre était un conflit d'un caractère unique — une guerre entre la domination totalitaire fasciste d'un côté et la démocratie de l'autre — d'où découlait la nécessité d'unir toutes les forces « *progressistes* » pour combattre la « *barbarie* » représentée par l'Allemagne et le régime de Mussolini et sauver en même temps le socialisme en Russie et la civilisation occidentale. Le PC Internazionalista opposa à cette analyse celle qui faisait de la guerre comme une répétition — bien que sous une forme différente — de la Première Guerre mondiale. La Deuxième Guerre mondiale était ainsi vue comme la conclusion inévitable de phases successives et de conflits partiels qui s'étaient succédés — invasion de la Chine et de l'Ethiopie, Guerre civile espagnole, etc. — jusqu'à ce qu'elles aient abouti à un conflit général. Les pays fascistes et « *démocratiques* » étaient également responsables du conflit : « *Il n'y a pas d'espace pour un compromis entre le prolétariat et la guerre ; aucune guerre menée au nom du fascisme ou de la démocratie n'est dans l'intérêt du prolétariat, toutes ces guerres-là sont dans l'intérêt de la classe dirigeante* ».

Prometeo plaçait la guerre dans un cadre global où, en dernière analyse, les petites puissances étaient soumises à la volonté des plus grandes et où les Etats victorieux partageraient entre eux le « *butin* » de leurs sphères d'influence. Les Internationalistes proclamaient que la lutte pour l'indépendance nationale avait

perdu toute signification dans ce tableau à l'échelle du monde, car rejoindre la défense de la patrie — même alliée à des « *démocrates* » — signifiait être subordonné à l'un des commandements militaires du capitalisme. Le prolétariat était obligé de maintenir farouchement une position indépendante pour défendre son existence, même s'il ne s'agissait que la défendre physiquement.

Les difficultés causées par la guerre empêchèrent *Prometeo* d'élaborer une analyse théorique des causes réelles du conflit. Il définissait la guerre comme impérialiste parce que tant les fascistes que les puissances « *démocratiques* » combattaient contre la classe ouvrière et quelques articles assuraient même que la lutte contre le prolétariat était l'objectif premier de la guerre. Les Internationalistes dénonçaient aussi le coût social de la guerre, aussi bien en termes de destruction de richesse accumulée que de gaspillage en vies humaines.

Finalement les Internationalistes proclamaient que le conflit n'était pas entre démocratie et totalitarisme, comme l'affirmaient les partis de gauche, parce que les maîtres de l'Union soviétique avaient pendant les années 30 imposé un système totalitaire à leur peuple et liquidé politiquement et physiquement presque tous ceux qui avaient combattu aux côtés de Lénine pendant la Révolution d'Octobre.

Les Internationalistes revenaient à Luxemburg et Lénine et utilisaient délibérément le terme d'« *internationalistes* » pas seulement pour se distinguer du PCI et de sa politique nationaliste, mais aussi pour montrer leur continuité avec les forces qui s'étaient opposées à la Première Guerre mondiale d'un point de vue révolutionnaire. Ils n'avaient pas peur d'être une petite minorité et s'appuyaient sur l'expérience des conférences de Zimmerwald et de Kienthal. Ils citaient souvent les écrits de Lénine, les appliquant directement à la guerre actuelle afin à la fois de confirmer la justesse de leur thèse et de s'opposer aux positions du PCI.

Les Internationalistes considéraient que le fascisme était tombé le 25 juillet 1943 parce que la classe dirigeante n'avait plus besoin de lui. Un tract distribué à Turin en août 1943 déclarait :

« La bourgeoisie, la monarchie et l'Eglise qui ont créé et soutenu le fascisme, qui aujourd'hui jettent Mussolini au peuple pour éviter de tomber avec lui et arborent des vêtements démocrates et populistes pour continuer à exploiter et opprimer la classe ouvrière, n'ont aucun droit de dire ne serait-ce qu'un seul mot dans la crise

d'aujourd'hui. Ce droit appartient exclusivement à la classe ouvrière, aux paysans et aux soldats qui sont les éternelles victimes de la pègre impérialiste ».

A ce moment, les Internationalistes considéraient que les dirigeants des partis antifascistes — qu'ils appelaient les Kerensky d'Italie — cherchaient à former un gouvernement de coalition « *démocratique* » mais que ces espoirs étaient ruinés, au moins pour le moment, par l'avance en Italie des troupes allemandes le 8 septembre et ensuite leur occupation du pays jusqu'au nord de Naples.

Pendant la période du gouvernement Badoglio, la propagande des Internationalistes était pour la fin de la guerre ; les sentiments antiguerre étaient profonds dans la classe ouvrière et il y eut des grèves contre la poursuite de la guerre, entraînant des dizaines de milliers d'ouvriers. Les grèves qui éclatèrent après la mi-août 1943 avaient un profond caractère de classe avec la revendication de la libération de tous les prisonniers politiques, de tous les ouvriers arrêtés, des hausses de salaires, le retrait des soldats de toutes les usines et l'adoption de mesures pour établir des comités d'usine.

Entretemps les comités d'usine avaient reparu spontanément. Les Internationalistes voyaient dans leur création un signe très positif, car ils avaient exprimé, bien que de façon limitée et sporadique, le désir des masses de dépasser les luttes seulement économiques. Très tôt cependant, les comités passèrent sous contrôle bureaucratique grâce aux efforts du socialiste Buozzi et du communiste Giovanni Roveda qui furent choisis par Badoglio pour prendre en mains les anciens syndicats fascistes afin, comme disait *Prometeo*, « *de canaliser l'élan révolutionnaire dans la légalité bourgeoise* ». Les Internationalistes faisaient campagne contre cette tentative d'institutionnaliser les comités d'usine avec l'intention de préparer la classe ouvrière pour une nouvelle vague de grèves à venir.

Les Internationalistes se trouvèrent dans une position assez difficile après l'armistice. Nombre d'ouvriers soutenaient l'intense campagne des forces politiques « *démocratiques* » pour l'unité nationale, bien qu'elles eussent conscience aussi que la classe dirigeants s'effondrait et que le renouveau de grèves et autres luttes en Italie conduisait à une situation révolutionnaire, comme si la fin du capitalisme était en vue. Ils pensaient que la disparition du fascisme allait conduire directement à l'effondrement de l'Etat capitaliste. C'était

cependant une illusion. La propagande des Internationalistes soulignait que l'appel à l'unité nationale était incompatible avec les revendications lancées par les ouvriers dans leur vague de grèves. Ils reconnaissaient que l'optimisme des ouvriers était mal placé, car le rapport des forces était clairement en faveur des capitalistes du fait de l'écrasante présence des armées nazie et alliée et de leur détermination d'engager le prolétariat dans leur guerre.

Tandis que les partis « *démocratiques* » posaient la guerre comme un problème moral et, dans une propagande aux sous-entendus racistes, voyaient l'Allemagne comme la véritable incarnation du Démon, les Internationalistes disaient que les nazis étaient en réalité « *le dernier chancre du régime capitaliste, la forme suprême de sa putréfaction* ». C'était un phénomène allemand, non parce qu'il avait des racines dans un prétendu « *caractère allemand* » ou quelque obscur trait racial inhérent ; mais parce que le capitalisme allemand avait atteint des « *manifestations les plus parasitaires* ». Plutôt que de soutenir une guerre pour combattre la barbarie allemande, la tâche principale était d'opposer la guerre au système qui l'avait déchaînée. Il fallait revenir à la stratégie de Lénine dans la Première Guerre mondiale — « *semer dans les rangs des soldats allemands les germes de la fraternisation, de l'antimilitarisme et de la lutte de classe, et répandre aussi la maladie contagieuse de la révolution prolétarienne* ».

Les Internazionalistas firent appel au prolétariat allemand comme une forme révolutionnaire potentielle parce qu'ils considéraient qu'il avait « *un niveau très élevé de développement économique et social* » ; et surtout « *un potentiel de convictions révolutionnaires accumulées pendant ces dures années de la dictature et de la guerre* ». Une fois le prolétariat allemand revenu à la lutte ouverte — un retour qui, selon *Prometeo*, coïnciderait avec l'arrivée de la crise que pouvait provoquer la guerre —, on ne se ferait pas « *rouler une fois de plus par le centrisme* » et on opérerait sur la base du communisme, c'est-à-dire du communisme internationaliste.

En décembre 1943 le PC Internazionalista publia un manifeste contre la guerre et pour un front unique ouvrier. L'objectif était de relancer la lutte de classe, puisque les grèves antérieures « *s'étaient terminées dans les bureaux des administrateurs, laissant les ouvriers amers et obligés de reprendre le travail pour soutenir le massacre quotidien de leurs frères* ». Le front uni n'était pas

destiné à être une alliance de partis mais essentiellement à créer l'unité de la classe ouvrière, indépendamment des idéologies politiques. L'unique réponse à cet appel cependant vint des syndicalistes révolutionnaires et des communistes libertaires. L'épisode démontrait la faiblesse des mouvements de gauche face à la poursuite de la guerre.

Quant aux comités d'usine qui avaient été mis sur pied sous le régime fasciste, les Internationalistes considéraient qu'ils ne pourraient exprimer les intérêts de la classe ouvrière que s'ils étaient autorisés à exister et agir sur une stricte base ouvrière. Ce n'étaient pas cependant des institutions autonomes. Une fois élus, ils furent incapables de s'engager dans une activité effective, car ils faisaient partie des structures syndicales autoritaires qui opéraient « *en dehors et contre la volonté des ouvriers* ». Plus, l'impossibilité de les utiliser fut démontrée par l'expérience des luttes de classe dans les usines. Ils existaient simplement pour compléter les directives des dirigeants syndicaux, des préfets et des autorités militaires allemandes, et les militants apprirent à leurs dépens, par leur propre expérience, que ces comités devaient essentiellement espionner les ouvriers et leur imposer un ordre policier.

Les Internationalistes prirent part à la vague de grèves qui explosa en Italie du Nord à la fin de décembre 1943. Ils firent campagne contre la guerre et essayèrent de transformer ce combat sur des questions économiques en lutte politique plus large contre ceux qui défendaient aussi bien le fascisme que la « *démocratie* », qui voulaient continuer la guerre. Les grévistes réussirent à gagner des améliorations économiques mais leur victoire fut éphémère car elle ne réglait pas les problèmes les plus profonds que la classe ouvrière affrontait du fait de la guerre : les bombardements, la destruction de leurs maisons, la difficulté d'obtenir de quoi manger.

Réévaluation de l'expérience soviétique

L'attitude des Internationalistes vis-à-vis de la guerre les obligeait à réévaluer l'expérience historique et la nature sociale de l'Union soviétique, du fait de la participation de ce pays à la guerre légitimée par la politique et l'activité du PCI. C'était une affaire cruciale, car la base du PCI était sentimentalement attachée à Staline et à l'Etat soviétique qui représentaient pour eux la révolution d'Octobre et la construction du socialisme. Le respect pour

l'Union soviétique grandit énormément pendant la guerre et pour quelque temps après elle. De très nombreux ouvriers étaient pour une politique prolétarienne militante et considéraient que la politique d'alliance avec toutes les classes, que souhaitait Moscou, n'était qu'une tactique qu'il faudrait le moment voulu remplacer par une stratégie anticapitaliste authentique. Malgré leurs sentiments anticapitalistes pourtant, les ouvriers influencés par le PCI tendaient vers une attitude attentiste et leur activité pratique restait dans le cadre de l'antifascisme.

Les Internationalistes tirèrent la conclusion qu'en 1927 l'avant-garde prolétarienne avait été battue en Union soviétique par « *la couche dirigeante qui avait poussé la politique de la Nep jusqu'à ses conclusions les plus réactionnaires* » et que ce qui était considéré comme une socialisation servait de façade à une évolution qui sacrifiait les intérêts du prolétariat — nécessairement liés au destin de la révolution mondiale — au bénéfice de la formule réactionnaire du « *socialisme dans un seul pays* ». Le socialisme avait été répudié en faveur d'un Etat isolé qui, loin de dépérir, avait réprimé et anéanti les soviets, les organisations les plus authentiques du pouvoir prolétarien. L'Etat avait permis la naissance de fortes inégalités, « *une couche d'actionnaires de la propriété nationalisée* » était apparue, tandis que le prolétariat, sous un système de « *socialisation* » présenté comme le socialisme, était « *obligé de travailler jusqu'à l'os pour la guerre* ». La politique extérieure soviétique avait changé dramatiquement avec un tournant définitif, l'abandon de l'orientation internationaliste des premières années. L'Etat soviétique, auquel les Internationalistes s'identifiaient, était celui de la période révolutionnaire d'Octobre. Ils considéraient que, comme l'Union soviétique n'était plus désormais un facteur révolutionnaire et ne différait pas des autres Etats capitalistes, son rôle dans la guerre n'avait rien à voir avec le socialisme.

La fraude de la socialisation

Quand Salo la fasciste se couvrit de son masque républicain, les Internationalistes non seulement dénoncèrent avec vigueur la façade « *sociale* » au moyen de laquelle elle tentait de dissimuler sa vraie nature, mais essayèrent d'analyser la signification de ses propositions de « *socialisation* ». Ils reconnaissaient que la démagogie pseudo-socialiste de Salo était destinée « *à entraîner des couches plus larges des masses laborieuses dans la guerre des*

puissances de l'Axe », mais n'était pas un réel danger, car les grèves de mars 1943 avaient démontré l'hostilité de la classe ouvrière aux Chemises noires. De plus, le gros de la bourgeoisie italienne avait pris ses distances à l'égard du fascisme et son seul soutien social était l'occupant allemand. Néanmoins la question de la « *socialisation* » fut abordée en relation avec le développement général du capitalisme et les Internationalistes étudièrent le phénomène de la propriété privée dans « *un sens collectif* ». Finalement ils relevèrent que les mots « *nationalisations* », « *placer sous contrôle de l'Etat* » et « *socialisation* » étaient couramment utilisés dans tous les programmes des partis bourgeois, de droite comme de gauche, montrant que c'était seulement là la politique exigée par une « *crise économique* », qui tendait vers le capitalisme d'Etat.

En avril 1944, le PC Internazionalista revint à la question de la « *socialisation* ». *Prometeo* assura que les « *démocrates* » avaient aussi peur que les fascistes d'une explosion révolutionnaire, et qu'ainsi les propositions de « *socialisation* » étaient devenues une partie nécessaire des programmes des partis démocratiques mais que la fin de la guerre démontrerait que le parallèle n'était que trop réel. Les partis « *démocratiques* » dénonçaient la « *socialisation* » comme démagogique quand elle apparut en pratique de la même sorte dans un décret adopté par le CLN le 25 avril 1945.

Pour clarifier, *Prometeo* répéta que la socialisation recherchée par les vrais communistes était diamétralement opposée à la socialisation tant des fascistes que des partis du congrès de Bari : « *Sans révolution prolétarienne, il ne peut y avoir de véritable socialisation, et toute expérience collectiviste dans l'Etat bourgeois doit toujours être tenue pour dirigée contre la classe ouvrière* »¹.

Résistance nationale ou lutte de classe ?

Les positions politiques distinctes et intransigeantes du PC Internazionalista provoquèrent une réponse violente des dirigeants communistes officiels. L'un d'entre eux, Pietro Secchia, dénonça les Internationalistes comme des espions au service direct des nazis. En particulier, il les accusa de répandre la passivité et de s'abstenir de participer à la lutte de la Résistance. La dernière

1. La conférence de Bari s'était tenue en janvier 1944 et avait demandé l'abdication du roi et l'élection d'une Constituante. Sans suite.

accusation était juste. Les Internationalistes ne tenaient pas la lutte partisane pour une question isolée mais comme une partie d'un conflit impérialiste, une guerre menée contre le prolétariat. Ils s'opposaient à toute participation à la guerre, quelle que soit sa forme et appelaient à la révolution sociale. Ceux qui soutenaient la guerre étaient « *clairement contre la révolution* ». *Prometeo* accusait le mouvement partisan d'être plus ou moins subordonné à l'un des commandements militaires en guerre et de combattre les Allemands sans faire la distinction entre le nazisme et le prolétariat allemand ¹.

Contrairement aux affirmations de Pietro Secchia, les Internationalistes n'ont jamais eu une position « *abstentionniste* » ni condamné tous les travailleurs qui s'enfuyaient dans les montagnes. Ils comprenaient comment le cours de la guerre avait abouti à créer des détachements partisans. *Prometeo* suggérait que les forces partisans affirment leur indépendance politique et adoptent un point de vue révolutionnaire. Il pressait leurs membres ayant une conscience de classe de prendre leur place au « *front de la lutte de classe quotidienne où leurs frères travailleurs livrent leurs batailles au milieu de dangers et de pièges pas moins insidieux* ». En prenant les usines comme axe de leur stratégie, les Internationalistes espéraient recréer l'unité ouvrière dans les grandes villes où la classe ouvrière était plus concentrée et ainsi dans une position objectivement plus solide.

Cependant, comme la majorité des partisans restaient dans les montagnes, les Internationalistes suggéraient qu'ils séparent « *leur action de celle des défenseurs de la patrie bourgeoise et de la guerre nationale et transforment leurs noyaux armés en unités d'auto-défense ouvrière prêts à reprendre demain leur place dans la lutte... pour la révolution prolétarienne* ». Les ouvriers dans les bandes de partisans devaient changer leur méthode de travail et s'organiser « *en petits groupes situés à des endroits propices à une lutte défensive* ». Les ouvriers qui avaient dû fuir dans les montagnes n'étaient pas perdus pour la lutte révolutionnaire. Les Internationalistes voulaient prendre contact avec eux, leur expliquer leur stratégie et les gagner sur les partis « *démocratiques qui les utilisaient dans la guerre* ». Quelques liens furent noués par des courriers mais il y eut peu de progrès réel.

1. Le mouvement des Partisans fut réellement placé sous les ordres du haut-commandement allié.

Cette stratégie était évidemment lourde de difficultés, mais elle fut rendue futile par l'hostilité ouverte des dirigeants du PCI qui dépeignaient les Internationalistes comme des « *agents fascistes* » dont la tâche était de désorganiser le mouvement partisan. Deux militants qui tentaient de forger des liens avec les partisans furent assassinés par des activistes du PCI. *Prometeo* déclara de façon plutôt simpliste que les violentes attaques lancées par la presse communiste contre la gauche pourraient s'expliquer par la « *soif de pouvoir* » du PCI qui éveillait « *les instincts les plus bas* ».

Le heurt avec les communistes officiels fut direct et très violent surtout parce que le PC Internazionale réclamaient l'héritage qui avait engendré le PCI lui-même. En réalité, les Internationalistes assuraient qu'ils avaient fondé le parti à Livourne en 1921 et dénonçaient la direction stalinienne, pour avoir usurpé par des moyens bureaucratiques les positions dirigeantes dans le parti.

Le 1er mars 1944 une vague gréviste éclata dans l'Italie du Nord et la Toscane. Elle était ouvertement politique, avec un accent anti-allemand. Bien qu'elle entraîna toute la force de travail et paralysât les usines pendant toute une semaine, ce fut un échec. Les grévistes furent confrontés à la terreur nazie et menacés de déportation en Allemagne. Les ouvriers ne réussirent à arracher aucune concession, malgré les promesses que leur avaient faites novembre et décembre.

Les Internationalistes participèrent à la grève, mais à la différence du CLN, ils lancèrent leurs revendications habituelles au caractère de classe : fin de la guerre, défense des intérêts économiques du prolétariat. Ils considéraient qu'on n'aurait pas dû appeler à la grève en l'absence d'une solide base dans les usines permettant aux masses de passer à l'offensive pendant une accalmie sur le front. *Prometeo* attaquait la perversion d'un instrument de la lutte ouvrière qui avait été transformée en arme dans la guerre impérialiste : « *Le prolétariat s'est trouvé dans une situation absurde et tragique, celle d'être en même temps le véritable protagoniste de la lutte active et un pion impitoyablement manœuvré par les fractions en guerre* ».

Malgré la critique de l'usage « *militaire* » de la grève, les Internationalistes se joignirent à « *l'action de façon disciplinée, comme dans toute autre bataille livrée par le prolétariat sur une base de classe* » et comme toujours ont lancé leurs propres mots d'ordre.

L'écho des grèves ne s'était pas encore apaisé qu'explosa la « *bombe Ercoli* ». La nouvelle que Togliatti avait accepté d'entrer dans un gouvernement monarchiste et aussi d'abandonner toutes les revendications de la classe ouvrière, balaya tout le pays. Le numéro d'avril de *Prometeo* était prêt à l'impression et on produisit une feuille pour être diffusée avec le journal. Ce « *tournant* » qui confirmait ce que les communistes de gauche prédisaient depuis longtemps sembla mettre un terme à leur flegme habituel. Les Internationalistes pressèrent l'avant-garde de la classe ouvrière de rompre avec ce « *parti centriste* » et de joindre les révolutionnaires. Togliatti apparaissait comme un simple pion aux mains de Staline. Les Internationalistes disaient que toute l'évolution politique du PCI devait être analysée si on voulait comprendre. Les actions de Togliatti furent cependant seulement dénoncées et aucune analyse de la situation politique ne fut présentée, bien que les Internationalistes comprissent nettement comment le PCI avait réussi, grâce à sa politique de « *doppiezza* », à entraîner les ouvriers de gauche derrière sa stratégie de collaboration de classe.

Prometeo assura que le PCI représentait une forme nouvelle et plus brutale encore de social-démocratie, car sa capacité à prendre des initiatives audacieuses le rendait d'autant plus capable d'assister la bourgeoisie en temps de crise. Mais tandis que le PCI jouait un rôle-clé pour assurer la survie de la bourgeoisie italienne, il n'était pas pour autant devenu une organisation social-démocrate. Sa nouvelle orientation n'était pas la décision d'un parti à base nationale, mais faisait partie d'une vaste stratégie élaborée à un niveau global par l'Union soviétique en collaboration avec les principales puissances alliées.

Le PC Internazionalista différait des partis « *démocratiques* » en particulier du PCI, pas seulement par ses objectifs politiques mais aussi par son approche tactique générale. Il était en désaccord avec les attaques terroristes lancées par les *Gruppi di Azione Patriotica* (Groupes pour l'action patriotique) et autres commandos de partisans, pas à cause d'une révolusio n à l'égard de la violence mais parce qu'une telle tactique était étrangère aux traditions ouvrières et au marxisme. Les attaques terroristes perpétrées par des individus ou de petits groupes pouvaient se comprendre, vu les circonstances, « *mais comprendre quelque chose ne signifie pas l'accepter ni, pire encore, commencer une politique de violence, dont la formulation remonte toujours à des "rebelle s" petits-bourgeois et jamais à la saine tradition de lutte de classe* ». Pour

l'essentiel, ces actions avaient fait beaucoup de mal à la classe ouvrière et surtout ses éléments les plus actifs, car les fascistes l'utilisaient comme prétexte pour justifier leur répression et, à bien des occasions, ceux qui les payèrent de leur vie étaient des ouvriers révolutionnaires qui n'avaient rien à voir avec le terrorisme.

Les Internationalistes proposaient que les ouvriers « *fassent la guerre à leur poste de travail, s'unissant dans la lutte de classe, s'organisant étroitement dans nos rangs et évitant de s'exposer à l'appareil répressif du capitalisme* ».

Après les grèves de mars 1944, malgré les énormes difficultés car la répression fasciste devenait plus dure et les communications de plus en plus hasardeuses, le PC Internazionalista essaya de construire une base dans la classe ouvrière en appelant à la construction d'organisations de masse pour s'opposer aux comités d'usine fascistes. Mais la propagande des Internationalistes souffrit de l'hostilité des communistes officiels dont l'influence ne cessait de grandir chez les ouvriers et de la nature plutôt abstraite de cette politique. Il était difficile de lier des mots d'ordre contre la guerre à la lutte quotidienne dans les usines. Ce n'est pas par hasard que *Prometeo* donnait peu de place aux revendications syndicales. Le PCI partait invariablement des besoins concrets des travailleurs — revendications syndicales, équipes de travail, indemnités, transports, marché noir, ravitaillement, etc.—, en les liant à la guerre pour la « *libération nationale* ». Ainsi les revendications ouvrières étaient sorties du contexte de classe et mêlées à la guerre contre les nazi-fascistes. Les Internationalistes étaient certains que le cours de la Première Guerre mondiale se répèterait et que « *deux années rouges* » suivraient la fin des hostilités. Ils tendaient à sous-estimer la valeur du travail syndical et surestimer le lien qu'il avait avec la politique révolutionnaire, et ne publiaient ni journal d'usine, ni journal syndical. Et cela aida le PCI à augmenter son influence parmi les travailleurs militants.

La formulation d'un programme

En septembre 1944, « *en vue de la situation critique dans la guerre* », le PC Internazionalista décida de formuler un programme soulignant les points-clés de sa vision politique. Il assurait que la victoire alliée allait renforcer le capitalisme mondial et réduire ainsi la possibilité d'une révolution prolétarienne victorieuse. Il accusait les partis socialiste et communiste de faire de

l'obstruction au processus révolutionnaire et d'agir dans l'alliance militaire alliée non « *comme forces de la droite du prolétariat mais comme forces conscientes et authentiques de la gauche bourgeoise* » qui présentaient aux ouvriers la guerre des Alliés comme « leur » guerre. Néanmoins les partis de gauche, qui étaient dévoués à la défense du capitalisme, seraient incapables de survivre si la guerre continuait. C'était un jugement faux, car, loin de décliner, ces partis augmentaient leur influence et marginalisaient ainsi l'opposition révolutionnaire.

Les Internationalistes attendaient que la forte structure étatique — ou au moins son apparence externe — soit démocratique, mais cela ne changeait pas leur approche tactique. Le programme du parti disait : « *Nous ne croyons pas aux élections, aux constitutions ou à la liberté de presse, de parole et d'association* ». Il considérait qu'une fois la grève terminée, les partis « *démocratiques* » essaieraient de dévoyer toute avancée révolutionnaire en conduisant les travailleurs dans « *les sables mouvants des revendications partielles* ». On ne pouvait contrer cela que par le développement immédiat du parti, surtout les organisations de base, et le programme soulignait le besoin de « *créer des organisations permanentes dans les masses pour y porter la propagande, l'agitation et le recrutement* ».

La reprise de l'activité ouvrière à l'automne 1944 vit les Internationalistes engager le travail politique dans les usines. Le 21 septembre, il y avait 100 000 grévistes à Milan. Une fois de plus leurs objectifs étaient divers mais ils revendiquaient en général des augmentations de salaires et s'opposaient à la déportation des ouvriers en Allemagne. La grève fut victorieuse deux mois plus tard, en novembre 1944. Les travailleurs lombards firent de nouveau grève. Cependant la situation était sombre et l'hiver allait accumuler les difficultés. Les Alliés décidèrent de repousser la conquête de la plaine du Pô au printemps suivant et le général Alexander pressa les partisans de se démobiliser. Dans l'hiver 1944-1945, le PC Internazionalista fut la seule opposition de gauche restant au Nord. Même ainsi, il ne fut pas capable de publier *Prometeo* de tout l'hiver. Néanmoins, même pendant cette période, l'organisation de la propagande continua, avec tracts et documents dactylographiés qui le remplaçaient à cause du manque de papier.

En février 1945, le PC Internazionale tenta de mettre en pratique la stratégie dessinée dans le manifeste qu'il avait lancé en juin 1944. Il appela tous les partis qui « *avaient une tradition ou une base ouvrière* » à former « *des comités d'agitation communs* » sur le lieu de travail pour y défendre les intérêts de la classe ouvrière. Une fois de plus, il proposa un front unique « *à la base* » (opposé au front unique traditionnel réclamé par l'Internationale communiste) et ne s'adressa pas à des organisations politiques mais directement aux ouvriers, avec un appel à la lutte unifiée sur le lieu de travail pour la défense de leurs intérêts. Les Internationalistes avaient déjà formé quelques comités d'agitation ou groupes d'usine, composés de membres et de sympathisants, avec l'objectif de mener une activité unie avec les organisations d'usine des autres mouvements politiques. Le 10 février, l'appel fut envoyé à tous les partis de gauche, y compris le PCI. Cependant la politique du PC Internazionale eut une réponse positive de syndicalistes révolutionnaires et de communistes libertaires qui avaient une certaine audience à Milan.

Les plans des Internationalistes échouèrent à cause du rapport de forces qui continuait à changer en faveur des forces « démocratiques ». Plus, le PCI déclancha une offensive contre la gauche et son prétendu « *sectarisme* » en général, dans le cadre des préparatifs pour un soulèvement final antifasciste. Le PCI répondit à l'appel des Internationalistes par quelques lignes dans *La Fabbrica*, le journal de sa branche de Milan, très à propos titré « *Provocateurs* ». Le journal stalinien dénonça le PC Internazionale comme un mouvement « *toléré par la police* ». Plus encore, *Prometeo* a rapporté que la branche communiste de Milan avait diffusé une circulaire dans laquelle elle invitait les Squadre di Azione Patriottica à « *intervenir résolument pour la nécessaire élimination des militants communistes de gauche* ».

Pendant la « *libération* » du nord, au début d'avril, Togliatti accusa les Internationalistes de « *chercher graduellement à aggraver les luttes politiques dans toutes les classes, partis et groupes sociaux pour susciter des obstacles, de l'agitation et une situation analogue à celle de 1919-1920, qui fut largement créée par les réactionnaires même alors* ». Togliatti proclamait qu'une combinaison des groupes extrémistes — à l'intérieur desquels il admettait qu'on pouvait trouver des ouvriers « *honnêtes* » — et des généraux réactionnaires qui voulaient répéter en Italie l'exemple de la Grèce, combinaient leurs efforts pour

provoquer cette situation. Togliatti non seulement reniait la tradition militante du mouvement ouvrier mais son propre passé, car il avait été profondément engagé et avait soutenu avec ferveur ce type d'action pendant les « *deux années rouges* » de 1919-1920.

Aussi, pendant que l'opposition travaillait activement à provoquer un soulèvement de la classe ouvrière, le PCI intensifiait son combat contre les tendances « *extrémistes* », tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti. La tension entre le PCI et le PC Internazionalista avait déjà connu une « *escalade* » en mars avec le meurtre de Fausto Atti par des partisans stalinien et, le mois suivant, Felice Platone répéta dans *Rinascita* la calomnie selon laquelle les « *bordiguistes* » étaient des provocateurs payés par la police secrète fasciste, l'Ovra.

La phase finale de la guerre

En avril 1945, les Alliés lancèrent une grande offensive et la fin de la guerre en Italie fut en vue. Un mois auparavant cependant, les Internationalistes avaient déclaré que la guerre était déjà effectivement terminée, malgré la poursuite du conflit militaire, parce que le combat contre le fascisme avait pris fin avec « *le transfert du pouvoir de la bourgeoisie fasciste à la bourgeoisie "démocratique" sans changement dans la structure de la société ou les relations de classe entre ouvriers et patrons* ».

La victoire avait déjà été remportée au niveau international par les Etats-Unis, la plus forte puissance capitaliste sur le plan militaire et au niveau économique, ce qui rendait plus difficile encore le développement d'un processus révolutionnaire. De toute évidence, les Internationalistes n'avaient pas souhaité une victoire nazie, ils étaient maintenant en train d'évaluer un fait accompli, une analyse du rapport des forces entre le prolétariat et la bourgeoisie à l'échelle mondiale. Mais ils ne désespéraient pas. Il y avait encore des possibilités révolutionnaires, car la classe ouvrière serait bientôt confrontée à une profonde crise capitaliste, qui suivrait quand la bourgeoisie essaierait de passer à une économie de temps de paix. Cela ouvrirait la possibilité que le prolétariat international s'engage dans la lutte pour le pouvoir. Maintenant plus que jamais, le parti révolutionnaire devait rejeter tout compromis et toute alliance hybride, politique ou parlementaire.

Il est très vraisemblable que la participation du PC Internazionale au grand soulèvement dans les villes d'Italie du Nord du 24 au 26 avril 1945 était due à cette conception d'une crise sociale profonde imminente. Dans les jours précédant le soulèvement, ses militants accentuèrent la distribution de tracts aux portes des usines. Le 25 avril sur les ordres de leur direction, ils prirent part à la lutte armée. Avec les communistes libertaires, ils avaient pressé les ouvriers armés de lutter pour leurs « *objectifs de classe* ». Là où les ordres du parti n'étaient pas arrivés, la logique des événements lança les militants dans l'insurrection et le 25 avril, les Internationalistes prirent les armes à Turin et participèrent à la chasse aux capitalistes.

Les militants de gauche ont été marginalisés pendant l'insurrection. Ceux qui y avaient appelé n'avaient nulle intention de renverser le capitalisme. L'insurrection avait été strictement contrôlée et dirigée depuis le début et, même si un petit nombre de militants de gauche y ont pris part et ont appelé à des objectifs ouvriers, ils ne pouvaient éviter d'être entraînés tout au long avec elle, incapables de changer sa direction générale. Après la fin du soulèvement, *Prometeo* dénonça les forces antifascistes victorieuses pour avoir démobilisé la classe ouvrière et l'avoir appelée à l'ordre.

L'analyse générale du PC internazionale, reposant sur l'attente de la répétition mécanique de la situation produite à la fin de la Première Guerre mondiale, s'est avérée en définitive fondamentalement mauvaise. Les Internationalistes manquaient d'une analyse du cycle économique mondial et du rapport de forces entre les capitalismes européen et américain et il leur aura fallu pas mal de temps avant de réaliser que la crise qu'ils avaient prévue n'était pas à l'ordre du jour immédiat. Le PC Internationaliste a survécu à la fin de la guerre, bien qu'en minorité de plus en plus réduite.

Aldo Balleroni

Le trotskysme en Italie pendant la guerre

L'Italie n'était pas au début de la guerre une terre vierge pour le mouvement trotskyste et la IVe Internationale. Mais il n'y avait guère de pousses en dehors d'un camp d'exilés au *confino*. Au tournant des années 30, le ralliement spectaculaire à l'Opposition de gauche de plusieurs dirigeants du PC italien, les « trois », Alfonso Leonetti (Feroci), Pietro Tresso (Blasco), Paolo Ravazzoli, Santini), avait certes refroidi les relations entre Trotsky et Bordiga, et par conséquent leurs disciples respectifs, mais aussi donné de grands espoirs. Des militants de qualité avaient été recrutés, au pays et en exil, en URSS et en France, mais les Italiens, avec la fragilité particulière des groupes d'exilés, avaient encore plus que les autres subi la crise politique de leur mouvement et encaissé des coups terribles, reçu les coups mortels.

Un petit groupe au *confino*

Au début de la guerre, des trois, seul Pietro Tresso était resté fidèle à Trotsky ; bientôt arrêté, il allait s'évader de la prison du Puy seulement pour être assassiné au maquis par les staliniens que dirigeait un homme des services de Staline, son compatriote Giuseppe Sosso. Ravazzoli, lui, avait rejoint le Parti socialiste en France et Alfonso Leonetti, tenté par le retour au PCI, se tenait à l'écart, tendant une main que Togliatti n'allait finalement accepter que des

années après la guerre. La NOI (Nuova Opposizione Italiana) avait volé en éclats, ses militants dispersés aux quatre coins de l'arc-en-ciel des oppositions après 1936, comme d'ailleurs ceux du groupe rival *Nostra Parola* lié à Raymond Molinier.

Pourtant, dans un des lieux d'exil intérieur où Mussolini envoyait les militants qu'il ne pouvait conserver en prison ou au bagne, le *confino*, l'île de Tremiti abritait une quinzaine d'hommes jeunes se réclamant du « *trotskysme* ». A leur tête, Nicola di Bartolomeo, dit Fosco, 33 ans, qui avait milité en France, en Espagne, avait été « *moliniériste* » et dirigeant de *Nostra Parola*, puis l'un des collaborateurs étrangers du POUM, arrêté en Italie en 1940. Bruno Nardino Nardini, 24 ans, n'avait jusque là milité que dans le PCI français moliniériste. Il avait été arrêté en tentant de revenir au pays.

Avec eux, un autre ancien d'Espagne, Cristofano Salvini dit Tosca, un ouvrier maçon, les Vénétiens Giuseppe Bortoluzzi et Maria De Fanti.

Peu après leur libération, ces hommes décident la fondation d'un Centre national provisoire pour la construction du Parti communiste internationaliste (IVe Internationale), le CNP. Ils sont une vingtaine, les pionniers ayant été rejoints notamment par un autre « ancien » du *confino*, libéré avant eux, qui n'a jamais fait partie d'une organisation trotskyste, l'étudiant Leonardo Ianaccone, 24 ans. Di Bartolomeo, Nardini et Ianaccone, constituent la direction du groupe.

Un manifeste discuté

A la mi-décembre 1943, il publie en affiche un *Manifeste* du CNP adressé aux « *travailleurs du monde* » qui dénonce la politique des partis traditionnels, « *la trahison de la IIe et de la IIIe Internationale* », « *la duperie monstrueuse* » que représente leur position sur la guerre actuelle opposant « *démocratie et fascisme* » alors qu'il s'agit d'une guerre impérialiste. La tâche du jour est de constituer un parti révolutionnaire. Il faut « *opposer des organismes de classe, des conseils d'ouvriers, paysans et soldats* » aux comités de libération nationale « *social-patriotique* ». Il faut « *exiger une assemblée constituante sur les bases suivantes, liberté de la presse, liberté de réunion, droit de grève, augmentation des salaires, pain, droit au travail, attribution de terre aux paysans* ». Il s'agit de « *préparer le soulèvement du prolétariat pour ouvrir les voies à la révolution socialiste en Italie et dans le monde* ».

Ce texte, qui consacre la réapparition, en pleine guerre, de militants italiens pour la IV^e Internationale, sera connu l'année suivante des organismes dirigeants, le Secrétariat provisoire européen et du SU ainsi que du SWP à New York. L'accueil est plutôt frais. D'abord le bref passage qu'il consacre à l'URSS est à la fois critique et vague et provoque la colère du dirigeant américain James P. Cannon contre les responsables de la presse qui l'ont publié en le présentant comme « *trotskyte* ». Dans l'air du temps trotskyste, où *La Vérité* en France titre, le 10 janvier 1944, « *Les drapeaux de l'Armée rouge se joindront à nos drapeaux rouges* », il écrit de sa prison de Sandstone en avril 1944 :

« Ce Manifeste n'est pas un manifeste trotskyste (...) Il est faux de A à Z. Il n'a rien à voir avec le programme de la IV^e Internationale (...) Il élude la question : les ouvriers russes devraient-ils soutenir la guerre contre Hitler, même si elle est dirigée par la bureaucratie stalinienne ou non ? »

Cannon écrit franchement à ses camarades de la direction :

« Je soupçonne la moindre concession la plus indirecte aux russophobes. Appellent-ils à la défense de l'Union soviétique ? Caractérisent-ils clairement et sans ambiguïté l'Etat soviétique comme un Etat ouvrier ? *Si non, ils ne sont pas des nôtres !* ».

Dans une lettre ultérieure, il va très loin dans l'anathème, écrivant :

« Le "Centre" pour la construction de la IV^e Internationale est une ruse pour, d'un côté, exploiter les sentiments pour... l'Armée rouge et aussi le nom de Trotsky, mais par ailleurs, par implication, pour nier l'existence d'une organisation internationale appelée Quatrième. A mon avis, l'auteur du *Manifeste* italien n'est pas un "travailleur italien" essayant honnêtement de trouver sa voie, mais une fieffée canaille essayant de tromper l'ouvrier en se présentant comme une sorte de trotskyste ou autre. Je crois que les véritables trotskystes sauront comment traiter ces imposteurs — il y en aura beaucoup — avec le développement des événements en Europe ».

Evidemment difficile de dépasser la cruauté de cette appréciation, faute de connaître, pire, de pouvoir imaginer, la situation matérielle réelle et l'état de l'information d'un camarade qui sort du bagne en Europe, et qui n'a jamais depuis 1940 entendu parler de la IV^e ou de tout autre organisation proche ! Et nous ne retenons pas l'ignorance politique, ou plutôt le contre-sens, pour ne pas parler des autres aspects. Le risque d'insulter un camarade sortant du bagne n'a-t-il pas effleuré le vieux militant américain dans sa prison pas trop

inconfortable ? J'avoue voir dans cette attitude surprenante des éléments susceptibles de concourir à une grave crise dans une organisation internationale où certains vivent des heures très dures, quand ce ne sont pas leurs derniers instants et que leurs dirigeants les traitent de « *canailles* ».

En fait, il existe une autre divergence importante qui isole politiquement les Italiens des autres trotskystes. Ils se prononcent pour une Constituante. Or, au même moment, au sein du SWP, la majorité (les camarades de Cannon) condamne ce mot d'ordre, parce qu'elle le croit « *opportuniste* » et que le pouvoir doit passer directement selon eux du fascisme aux soviets. L'attitude du Secrétariat européen est identique. Il exige même l'arrêt de la diffusion du *Manifeste* rédigé en son nom par Marcel Hic sur la chute de Mussolini, parce qu'il mentionne le mot d'ordre d'élection d'une « *Convention nationale* »¹. Tous ces éléments feront partie du bruyant débat entre le SWP et le WP de Shachtman, qui prend fait et cause pour les Italiens.

Premier pas de l'organisation

Di Bartolomeo et ses amis se sont concentrés à Naples, la ville la plus importante du Sud, ville ouvrière où le travail ne leur manque pas. C'est là qu'ils font la connaissance de plusieurs militaires trotskystes, américains ou britanniques, un membre du Workers Party américain, puis Charlie Curtiss, membre de la direction du SWP et enfin l'Anglais, originaire d'Afrique du Sud, du Revolutionary Communist Party (RCP), Charles Van Gelderen, qui va jouer auprès d'eux un rôle important. Tous ces hommes apportent au groupe italien une aide matérielle modeste (Van Gelderen vend pour cela ses rations de tabac au marché noir) et un peu de protection, par exemple pour l'obtention de laissez-passer vrais ou faux.

C'est, semble-t-il, sur les conseils de Van Gelderen que Nicola Di Bartolomeo décide de rejoindre les rangs du PSIUP pour un nouvel « entrisme ». Paolo Casciola, apparemment adepte du « *Il n'y a qu'à* », — la méthode bien connue de ceux qui savent tout — et qui se voit plus en juge suprême qu'en historien, écrit à ce propos :

1. Nous refusons de croire la version dont Prager s'est fait l'écho et selon laquelle ce texte aurait été condamné parce qu'il était rédigé en dehors des instances. Ce serait un degré de sottise et de bureaucratisation dont personne n'était à l'époque capable au SPE.

« (Les trotskystes italiens) furent incapables d'évaluer correctement l'immensité des occasions politiques qui s'ouvraient devant eux : au lieu de se mettre en avant en tant que groupe indépendant capable de catalyser et d'influencer de façon décisive les mouvements et tendances d'opposition qui apparaissaient presque partout contre la ligne social-patriote et de collaboration de classe du parti de Togliatti... ils choisirent la voie de l'entrisme dans le Parti socialiste et son organisation de jeunesse ».

En réalité, l'initiative de Nicola di Bartolomeo avait une réelle pertinence. Son appartenance au PSIUP — qui manquait terriblement de cadres — lui permit d'occuper très rapidement des responsabilités au sein de la centrale syndicale CGL, née des initiatives de la base, et, du coup, d'être en contact direct et quotidien avec les hommes qui représentaient précisément les « *occasions politiques* » rêvées par Casciola puisqu'ils étaient des oppositionnels déclarés au PCI et à sa politique. Elle n'empêcha pas la publication dès le mois d'août et après l'adhésion au PSIUP d'un petit organe trotskyste, *Il Militante*.

Naples avait été en effet le théâtre d'une des plus importantes scissions au sein du PCI avec « *la scission de Montesanto* », du nom de la rue où s'était installée la nouvelle/ancienne fédération. Là, l'importante fédération napolitaine reconstituée en mars et avril 1943 à partir de la clandestinité et qui s'était démocratiquement donné ses dirigeants, avait refusé d'accepter à sa tête l'apparatchik envoyé par Togliatti, Eugenio Reale, qui avait modifié de sa propre initiative la composition du bureau fédéral et interdit le local central aux militants. Ses dirigeants, Mario Palermo, Vincenzo Ingangi, Eugenio Mancini, avaient alors décidé d'ouvrir un nouveau local, rue Montesanto, et de s'y transporter. Elle allait se maintenir quelques semaines dans l'indépendance, hors du PCI.

Elle considérait de façon générale la politique d'union nationale comme une « *véritable trahison* » et s'était ouverte à d'autres exclus, qui avaient fait partie de charrettes antérieures, dont l'un des plus importants était l'enseignant Libero Villone, 30 ans, adhérent sous la clandestinité, exclu du PCI en 1938 et repris dans les rangs du Parti de Montesanto.

Ses dirigeants étaient liés à ceux de la Fraction de gauche (cf. pp. 72-100) et les trotskystes, du fait que Nicola di Bartolomeo était avec ces communistes-là à la direction du syndicat sur un pied d'égalité, participait de plein droit à la

discussion de ces opposants sur la politique du PCI et leurs propres perspectives. Il devint bientôt en outre le rédacteur en chef de son journal *Battaglie sindacali*.

La Fraction de gauche, elle, représentait à bien des égards la tradition bordiguiste dans le PCd'I, sous une forme moins accusée et, disons le mot, moins sectaire que le PC Internazionale en Italie du Centre et du Nord.

Elle comptait dans ses rangs nombre de vieux militants du PCI de tradition bordiguiste comme Fortunato La Camera, Francesco Maruca et Ludovico Tarsia. Mais elle recruta aussi des oppositionnels de parcours différent et original, comme Enrico Russo, l'ancien commandant de la colonne Lénine du POUM en Espagne, ancien bordiguiste, Renato Matteo Pistone, au parcours plutôt sinueux, dont Cacciola écrit qu'il avait fait des offres de service au fascisme, proche du bordiguisme à cette époque, Otello Terzani, un des rescapés du MCd'I, dirigeant de l'éphémère « *Armée rouge* » à Rome, Vincenzo Ingangi, dirigeant syndical, sanctionné pour son opposition aux exclusions d'oppositionnel.

On peut penser que c'est dans ses rangs que se livre alors le combat pour la constitution du « *puissant parti révolutionnaire* » dont parlait le *Manifeste* de 1943, le « *vrai parti communiste* » comme l'écrivent, dans une brochure résumant les positions de la Fraction, Libero Villone et Renato Matteo Pistone. On relève que c'est de 1927 — la défaite de l'Opposition de Gauche en URSS et l'exclusion de Trotsky —, que ses auteurs font dater le changement de nature politique de la direction soviétique.

C'est pourtant ce cadre qui offre des possibilités énormes que le groupe trotskyste, décidé à devenir coûte que coûte un vrai « *parti* », abandonne pour une aventure avec la fédération des Pouilles du PCI. Ou bien cette bataille-là était déjà perdue avec l'explosion de la Fraction et le ralliement de sa majorité au PC Internazionale ?

La naissance du Partito Operaio Comunista (POC)

C'est avec Van Gelderen, toujours à ses côtés, que Di Bartolomeo s'engage dans ce qu'il croit sans doute ouvrir un raccourci sur la route qu'il doit suivre, à la suite d'une rencontre avec le secrétaire de la Fédération du PCI des Pouilles, Romeo Mangano.

Van Gelderen apprend en effet à l'été 1944, par un militaire américain membre du WP qu'une affiche se prononçant en faveur de la IVe Internationale

a été collée sur les murs de Bari. De quoi s'agit-il ? Di Bartolomeo et lui, grâce à ses relations militaires, réussissent à obtenir les laissez-passer nécessaires pour se rendre à Bari. Et ils vont finalement à Foggia pour rencontrer l'auteur de l'affiche, Romeo Mangano.

Est-ce une « *divine surprise* » ? Ils ont devant eux le secrétaire de la Fédération des Pouilles du PCI, un militant de 47 ans, d'une fédération qui, coupée de tout sous le fascisme, s'est maintenue en gros dans la vieille ligne bordiguiste du PCd'I, et s'est contentée d'y ajouter, après la chute du fascisme, le mot d'ordre de constitution d'une IVe Internationale, sans savoir quoi que ce soit, d'ailleurs, ni des polémiques écoulées depuis plus de vingt ans ni de l'existence d'une IVe Internationale fondée à l'appel de Trotsky.

Or les deux hommes, sans véritable discussion ni confrontation, sur la seule base d'un accord pour « *la IVe Internationale* », décident d'annoncer la fondation d'un nouveau parti, le Partito Operaio Comunista (POC), qui publie le 5 août 1944 le premier numéro du journal *l'Internazionale*, aussitôt saisi.

Serge Lambert a exposé clairement et sans la hargne dont Casciola saupoudre ses affirmations, l'énigme de cette naissance :

« Les désaccords programmatiques sont donc très profonds. Ils portent également sur la question du régime intérieur du parti. Les trotskystes sont partisans du centralisme démocratique qui doit permettre la libre discussion dans le parti avant que tous appliquent avec discipline les décisions adoptées à la majorité. Les tendances et les fractions sont à cette condition acceptées. Le centralisme révolutionnaire de Mangano, analogue au centralisme organique des bordiguistes, nie le droit de tendances organisées dans le parti et donne à la direction un pouvoir absolu sur les militants. Pour Romeo Mangano, permettre à des militants de faire le jeu des tendances, de créer des fractions organisées en vertu d'une conception démocratique qu'il juge fausse et vide, c'est une trahison des intérêts du prolétariat. Enfin la question de la nature de l'URSS constitue un point nodal des divergences. Les trotskystes considèrent l'Union soviétique comme un Etat ouvrier dégénéré, tandis que les militants de Foggia en font un capitalisme d'Etat. ».

On a donné des raisons de l'attitude de Di Bartolomeo : ainsi, selon des camarades de l'Internationale, « *il voulait obtenir aussi vite que possible la reconnaissance du nouveau parti par la IVe Internationale, sur laquelle il désirait précisément s'appuyer dans les rapports avec la fédération des Pouilles et pour le développement même du POC dans les régions du Nord où il désirait*

affronter plus tard les bordiguistes, comme section officielle de l'Internationale ».

La confiance ne régnait pas du côté du SWP et du Secrétariat européen qui souhaitaient reporter l'adhésion jusqu'à l'obtention de garanties plus sérieuses quant à la volonté de Mangano d'accepter la « *discipline internationale* ». Or, comme il devait le reconnaître plus tard, ce dernier pensait qu'il était bien d'avoir pour ses combats italiens l'appui d'une organisation internationale.

Une situation nouvelle

En réalité certains auteurs peu attentifs ou raisonnant sur des *a priori*, n'ont pas fait attention à la chronologie et ont pensé que Di Bartolomeo a opéré un vrai choix en juillet 1944.

Or il avait, semble-t-il, épuisé les possibilités de la politique d'organisation choisie à l'automne 1943. Membre de la CE de la Bourse du Travail de Naples en décembre 1943, délégué au conseil national du PSI le 29 janvier 1944, auteur d'une résolution « *révolutionnaire* » adoptée au congrès de Salerne de la CGL, il devait faire face à une nouvelle situation née de l'accord de Rome en juin 1944 entre communistes, socialistes et démocrates chrétiens, selon lequel le syndicat unique, la CGIL était ouvertement placé sous l'autorité de mandataires des partis « *démocratiques* » et où la CGL et sa presse n'avaient donc plus qu'à disparaître. Di Bartolomeo avait évidemment combattu l'accord de Rome et c'est probablement la raison de son exclusion du PS en décembre 1944.

Du côté des opposants du PCI, l'affaire prenait la même tournure. La scission du Montesanto s'était terminée par un compromis, des postes importants confiés à ses ex-dirigeants en échange de leur ralliement politique. La Fraction était en train d'éclater et le contact repris avec l'élargissement du territoire jusqu'à la chute de Rome, en juin, avait évidemment augmenté le poids dans ses rangs des bordiguistes purs.

Au début de l'année, Cannon, ayant lu des extraits de son organe dans le Sud, *Il Proletario*, avait assuré qu'il y avait là l'opposition la plus authentiquement communiste au PCI. Mais la majorité de ses animateurs avec Tarsia, Maruca, La Camera, Pistone, se tournaient maintenant vers le Partito comunista internazionalista qui se réclamait de Bordiga. La minorité animée par Enrico Russo et Libero Villone hésitait et se défaisait peu à peu. En juillet 1945,

l'histoire de la Fraction de gauche était terminée ; la majorité entrait dans les rangs des internationalistes. La minorité éclatait, une partie rejoignant le PCI, Enrico Russo adhérant au PSIUP et Libero Villone, l'unique vraie conquête des trotskystes, se joignant à eux.

Une fin sans gloire

Groupuscule isolé, profondément divisé, le POC n'avait pas longtemps à vivre. Le premier coup décisif fut, en décembre 1945, la mort subite de Nicola di Bartolomeo, les autres, les départs successifs, au terme d'une épuisante lutte de fraction, de Leonardo Ianaccone d'abord, puis de Bruno Nardini et de Libero Villone. C'est en vain que le nouveau SU, envoyant son secrétaire Michel Raptis lui-même, multiplia les efforts pour colmater les brèches. Le trotskysme italien semblait mort-né entre l'opportunisme et le gangstérisme stalinien d'un côté et le gauchisme obtus des post-bordiguistes de l'autre. Le bilan final était pratiquement nul. Le Congrès mondial de 1948 remit les compteurs à zéro, en consacrant la rupture avec Mangano et l'Internationale, et en remplaçant la gestion des affaires italiennes... dans les mains du secrétariat.

J'aimerais dire en conclusion que la lecture et la relecture de nombreux documents concernant cet épisode historique ne m'ont inspiré aucune animosité ni mépris à l'égard de Nicola di Bartolomeo, bien au contraire, mais en revanche beaucoup de rancune contre les grands et petits chefs internationaux du SI et du SPE qui prétendaient régenter l'action de leurs camarades italiens et dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne les ont guère aidés, exclusivement occupés qu'ils étaient par leurs batailles fractionnelles internes. Sans doute l'ombre de van Heijenoort et de Morrow leur apparaissait-elle derrière le minuscule groupe italien qui pratiquait « *l'entrisme* » et parlait de « *Constituante* »... comme le faisait Trotsky !

Document

Felix Morrow

Le procès de « sédition » de Minneapolis

I - Le verdict

Le procès pour « sédition » de Minneapolis est sans précédent dans la lutte de classe aux Etats-Unis. Jamais auparavant le gouvernement fédéral n'avait ordonné un procès qui fût aussi crûment un procès politique, une persécution du mouvement ouvrier. Les procès politiques de la dernière Guerre mondiale avaient été les plus significatifs avant Minneapolis, mais leur horizon était limité ; ils furent conduits en vertu de l'Espionage Act de temps de guerre et, ostensiblement, visaient des personnes faisant prétendûment obstacle à la guerre. A Minneapolis cependant, le gouvernement caractérisait directement comme criminelles les doctrines de Marx, Lénine, Trotsky dans l'acte d'accusation et dans les arguments de poursuites. Dans cette attaque contre le Socialist Workers Party, le gouvernement se présentait, plus ouvertement que jamais auparavant, comme un gouvernement de la classe capitaliste, persécutant la politique prolétarienne.

De même que les poursuites de la classe capitaliste marquaient une étape nouvelle, de même la conduite de la défense prolétarienne. Jamais auparavant dans un procès contre le mouvement ouvrier dans ce pays, les accusés n'avaient si délibérément, si systématiquement, défendu leur doctrine révolutionnaire, utilisant la salle d'audiences comme un forum pour proclamer leurs idées, mais tout en démontrant en même temps que la défense de leur doctrine était le moyen le plus offensif de les défendre contre les accusations, non seulement à l'extérieur, mais à l'intérieur de la salle d'audiences. C'est par cette méthode que la défense a arraché au jury des concessions importantes, des victoires partielles, qui facilitent énormément la tâche de rassemblement de la classe ouvrière et de l'opinion publique libérale pour le soutien de l'appel du Comité de Défense des Droits civils aux tribunaux suprêmes.

Une analyse du verdict du jury montrera à quel point le Socialist Workers Party a amélioré la position des droits du mouvement ouvrier dans cette bataille, en contraste avec la situation quand l'acte d'accusation rédigé par le Département de la Justice fut transmis à un grand jury fédéral le 15 juin 1941 et passa en procès le 27 octobre 1941.

Le jury a jugé tous les accusés, soit 23, non-coupables sur le chef d'accusation n°1 de l'Acte d'accusation (cinq des 28 accusés furent acquittés des deux chefs d'accusation par un verdict direct du juge pour manque de preuves lors de la conclusion de la présentation de l'affaire par le procureur). Trois conséquences importantes résultent de ce rejet du chef n°1.

Premièrement, le jury a mis en échec la tentative du gouvernement d'utiliser contre le mouvement ouvrier une loi adoptée en 1861 par le Congrès, dirigée contre les propriétaires d'esclaves sudistes.

Le Chef d'accusation n°1 nous accusait de violation de cette loi ; la section de la loi retenue contre nous – et, soit dit en passant, pour la première fois depuis son adoption – faisait un crime de conspirer pour renverser le gouvernement par la force ou la violence. Dans les débats antérieurs au procès (pour le renvoi de l'accusation), notre principal conseil, Albert Goldman, a montré que cette loi était de toute évidence dirigée contre des tentatives de renverser le gouvernement dans l'immédiat, comme la révolte des Etats sudistes de 1861. L'avocat du gouvernement néanmoins assura que c'était la position du gouvernement que la loi s'appliquait à tout mouvement dont on pourrait accuser la doctrine de suggérer une tentative de renverser le gouvernement à un moment donné dans un avenir éloigné. La pleine signification de l'extension de l'application de cette loi apparut clairement dans le débat final, quand l'Assistant de l'Attorney General, Henry A. Schweinhaut, appela le jury à nous condamner puisque, bien que le Socialist Workers Party fût un petit parti maintenant, son adhésion à la doctrine de la révolution russe permettait que, comme le parti bolchevique de Lénine et Trotsky, il puisse éventuellement en grandissant devenir le dirigeant d'une révolution semblable !

En nous acquittant sur le Chef N°1, le jury rejeta en effet la tentative du gouvernement de transformer la loi de 1861 en mise hors-la-loi des doctrines révolutionnaires. L'importance de ce fait comme précédent est que la constitutionnalité de la loi de 1861 dans son ensemble est solidement établie par les décisions de la Cour Suprême ; une condamnation en vertu de cette loi resterait probablement intacte, sans atteinte des tribunaux supérieurs, qu'une qui serait prise en vertu du Smith Act de 1940 qui n'a pas encore été testé. Dans son argumentation finale, Albert Goldman a soigneusement expliqué au jury la distinction importante entre conspirer pour *renverser* le gouvernement (Chef n°1) et conspirer pour *défendre* le renversement du gouvernement (Chef n°2),

une distinction que le gouvernement, en étendant la portée de la loi de 1861, a refusé de reconnaître. Sur cette importante question, le jury s'est aligné sur la défense.

Deuxièmement, plus encore, en nous acquittant de ce Chef d'accusation, le jury a en effet caractérisé comme un coup monté la section principale de l'affaire présentée par le gouvernement. L'objectif principal de la parade des témoins gouvernementaux avait été d'obtenir une condamnation sur le Chef n°1. Ces témoins devaient montrer l'existence d'une conspiration réelle pour renverser le gouvernement par la force. C'était particulièrement le cas dans leurs témoignages sur l'Union Defense Guard de Minneapolis que le gouvernement a essayé de dépeindre comme une force armée organisée avec le but ultime de renverser le gouvernement. C'est sur le Chef n°1 que l'accusation s'en prenait à l'Union Defense Guard. C'est aussi sous ce même chef d'accusation n°1 qu'on nous a accusés de nous être « *procuré des explosifs* » dans le même objectif.

C'est une chose que de lancer l'accusation selon laquelle la doctrine du Socialist Workers Party constitue « *une conspiration séditeuse* », c'est-à-dire de le persécuter politiquement. C'en est une autre bien différente, c'est un cynique coup monté policier, que de nous accuser de nous être procuré des explosifs pour l'Union Defense Guard afin d'attaquer le gouvernement. « *Si le gouvernement persiste dans sa tentative pour faire de l'Union Defense Guard une organisation visant à détruire le gouvernement, alors toute cette affaire n'est qu'un coup monté* », a dit au jury Albert Goldman dans sa déclaration d'ouverture ; le gouvernement a persisté et l'acquiescement, par le jury, des accusés sur ce chef d'accusation étaye l'accusation de coup monté lancée par Albert Goldman.

Maintenant, clairement, une question de Libertés civiles

Le troisième et le plus important résultat de l'acquiescement sur le chef d'accusation n°1 est qu'il a fait de cette affaire une question de libertés civiles. L'introduction de l'accusation de violation de la loi de 1861, la « *preuve* » sur l'Union Defense Guard, les références à glacer le sang, dans le Chef d'accusation n°1, à l'accusation de nous être procuré « *des explosifs* », aux soldats sous notre influence qui « *tourneraient leurs armes contre leurs officiers* », etc., tout cela a pour but de décrire les accusés comme des desperados et des criminels et non comme des prisonniers politiques. L'Attorney General libéral voulait à tout prix démentir que ce fût là une question de libertés civiles. Biddle, répondant à une protestation de l'American Civil Liberties Union, écrivait dans sa lettre du 4 septembre :

« Vous affirmez, sur la base de votre étude du "caractère des preuves sur lesquelles repose l'accusation", que les accusations visent des attaques ou des outrances et

qu'il n'existe qu'un seul acte public – l'organisation des ouvriers dans un corps de défense. Cet acte ouvert cependant – l'armement des ouvriers avec l'objectif de réaliser le but auquel les outrances sont liées – suffit clairement à exclure cette affaire d'une affaire concernant l'expression d'opinion. Vous suggérez que les faits montrent que l'intention (de l'Union Defense Guard) n'était que de protéger la propriété du syndicat contre les menaces de violence. Mais l'accusation précise autre chose et j'ai confiance qu'elle sera étayée par les preuves ».

Les preuves étaient si peu convaincantes que le jury s'est aligné sur la défense, dans cette question, et a laissé Biddle dans la situation bien embarrassante d'avoir perdu son principal argument pour affirmer qu'il ne s'agissait pas « *de la liberté d'expression* ». Notons en passant que l'argument du libéral Attorney General était une tentative de coup monté. Même si l'on admet qu'il a été abusé par ses subordonnés sur l'Union Defense Guard, Biddle s'est jeté avidement dessus – pour montrer son libéralisme !

En temps qu'appel très clair sur la question des libertés civiles, l'appel aux tribunaux suprêmes recevra un soutien beaucoup plus large que ce que nous aurions pu espérer si nous l'avions été pour ce qu'a dit, nous accusant, le Chef d'accusation n°1. C'est incontestablement le fait que le jury nous ait absous de l'accusation de nous être « *procuré des explosifs* » et d'armer des gardes, qui a encouragé *The Nation* et autres porte-parole libéraux à soutenir sans conditions le mouvement d'appel de cette affaire aux tribunaux supérieurs.

La recommandation d'indulgence

Sur le chef d'accusation n°2, le jury a trouvé coupables 18 des 23 accusés, mais avec une recommandation d'indulgence. Cette recommandation sape la validité morale du verdict de culpabilité. Qu'implique ici l'indulgence ? Il ne s'agissait nullement d'un crime commis par un jeune homme ou une jeune fille dans des circonstances éprouvantes. Les accusés étaient de toute évidence en pleine possession de leurs facultés et n'avaient pas le moindre remords ; indignés contre leurs accusateurs ; clairement déterminés à continuer leur travail révolutionnaire. Dans ces conditions, que pouvait signifier une recommandation d'indulgence, sauf la prise en note par le jury d'un désaccord avec les *idées* des accusés plutôt que leur condamnation comme criminels ?

Un tel verdict de culpabilité est dépouillé de toute validité morale ! Pas étonnant que Biddle et ses associés – ce n'est pas un secret — aient été chagrinés d'une telle victoire !

Un examen du Chef d'accusation n°2 rend le verdict moins défendable encore. Pourquoi les accusés ont-ils été condamnés ? Le Chef d'accusation n°2 les accuse d'avoir violé le Smith Act, populairement désigné, pendant la lutte

autour de son adoption, comme l'« *Omnibus Gag Bill* » : la justesse de ce sobriquet apparaît à sa description. Il énumère cinq actes numérotés que les accusés auraient prétendument conspiré de commettre :

1. « *conseiller, suggérer presser* » et « *distribuer des matériaux écrits et imprimés* » pour provoquer l'insubordination dans les forces armées.
2. « *Défendre, encourager, conseiller et exiger le devoir, la nécessité, la désirabilité et la justesse de renverser le gouvernement par la force et la violence* ».
3. « *Imprimer, publier, éditer, vendre, diffuser et vendre publiquement des matériaux écrits et imprimés défendant* » un tel objectif.
4. Organiser des sociétés, groupes et assemblées de personnes pour « *enseigner* » cet objectif.
5. « *Devenir membres de semblables groupes* ».

Les trois dernières accusations n'ont joué aucun rôle. Le Chef d'accusation n°2 a été considéré, tant par l'accusation que par la défense, comme s'il consistait seulement des deux premières accusations – causer l'insubordination, défendre la violence.

Le jury pouvait voter coupable ou non coupable sur le Chef d'accusation n°2 dans son ensemble et ne pouvait pas indiquer s'il tenait les accusés pour innocents sur l'une ou sur les deux accusations. La recommandation d'indulgence tend à indiquer que le jury ne considérait pas les accusés comme coupables des deux.

Une de ces accusations manquait à ce point de base qu'elle n'aurait jamais dû être soumise au jury, d'aucune façon, — celle sur l'insubordination dans les forces armées. Albert Goldman l'a souligné en la montrant au juge Joyce comme argument pour un nouveau procès. Car l'unique « *preuve* » sur ce point était une sorte de témoignage oral de deux témoins du gouvernement attestant qu'un ou deux accusés leur avaient dit que les soldats devaient être poussés à « *râler sur la nourriture et les conditions de vie* ». La réponse du juge Joyce fut que, comme certaines « *preuves* » avaient été présentées sur ce point, il avait été obligé de soumettre la question au jury. Les juges fédéraux peuvent écarter tout ou partie d'une accusation, quand, selon le juge, il n'existe pas de preuve solide cautionnant la présentation de ce point au jury. Il est certainement dur de croire qu'un jury a recommandé l'indulgence s'il croyait les accusés coupables d'une accusation aussi sérieuse que conspirer pour provoquer l'insubordination dans l'armée.

Ce qui est arrivé dans la salle du jury

Nous avons jusqu'à présent discuté du verdict et de ses implications logiques. Peut-être plus terrible encore pour la validité morale du verdict sur le Chef d'accusation n° 2 est l'histoire de ce qui s'est réellement passé dans la salle du jury, et que racontent maintenant certains jurés. Il y avait trois jurés prêts à voter non coupable sur les deux chefs d'accusation. S'ils avaient résisté à la pression, il n'y aurait pas eu de verdict, mais un jury suspendu avec un nouveau procès — si le gouvernement avait décidé de poursuivre avec un nouveau.

Mais les jurés préférèrent un compromis. Ce qui ne nous croyaient pas coupables assurèrent l'acquittement sur le premier chef d'accusation, l'acquittement de cinq d'entre nous sur le second, une recommandation d'indulgence et, en échange, votèrent coupables sur le chef d'accusation n°2.

L'un dans l'autre, le verdict du jury n'est pas quelque chose dont le gouvernement peut se targuer comme justifiant les accusations du gouvernement sur lesquelles le procès a eu lieu. Au contraire, les accusés sont sur une base morale solide, sur la base de laquelle, même en temps de guerre, de grands secteurs du mouvement ouvrier et du mouvement libéral peuvent s'unir dans un appel contre les condamnations.

II - Le jury

Aucune personne liée à la défense, je crois, ne pensait à la possibilité d'arracher à un jury un verdict « *non coupable* » sur les deux chefs d'accusation. Avec le prestige du gouvernement fédéral derrière les accusations, avec de telles accusations, avec la procédure des tribunaux fédéraux, avec ce procès qui prenait place à la veille de la guerre, il était inconcevable qu'un jury ait assez de courage pour aller contre l'opinion publique et nous déclarer non coupables. Les accusés n'étaient pas les seuls à le penser. Roger Baldwin, le directeur de l'American Civil Liberties Union, juste avant que l'affaire arrivât devant le jury, publia un appel urgent pour des fonds pour la défense, dans lequel il disait qu'il pensait qu'il allait y avoir une condamnation.

Un désaccord dans le jury – pas de verdict – paraissait plus concevable qu'un verdict simple de « *non coupables* ». Mais ceux qui nous croyaient innocents acceptèrent un compromis au lieu d'insister sur un jury suspendu. Allons-nous les critiquer pour ça ? Peut-être. Mais examinons donc la situation réelle du jury.

C'étaient des jurés choisis selon une procédure qui rendait certain qu'aucun membre du jury ayant de la sympathie pour le mouvement ouvrier ne siègerait là. On les avait appelés pour s'occuper d'une affaire dont ils

comprenaient qu'elle avait été commencée au sommet le plus élevé du Gouvernement des Etats-Unis à Washington ; un Assistant de l'Attorney General, envoyé de Washington, était présent dans la salle du tribunal pour exiger un verdict de culpabilité. Les accusés étaient des révolutionnaires attachés au renversement de l'ordre existant, c'est-à-dire des membres d'un petit mouvement impopulaire anathématisé par la société respectable. Sur la salle du tribunal planait l'ombre de la guerre imminente – les accusés furent condamnés le jour où le Congrès déclara la guerre au Japon. Dans ces conditions, il aurait fallu des hommes et des femmes d'un calibre exceptionnel pour prendre position dans la salle du jury au nom des accusés sur le point du jury suspendu. En vérité, il est plus surprenant encore que ceux qui nous croyaient innocents n'aient pas finalement été complètement battus et contraints de se soumettre à un verdict brutal de culpabilité de tous les accusés, sur les deux chefs d'accusation, et sans recommandation d'indulgence.

Le fait réellement significatif n'est pas que les trois jurés aient passé un compromis mais que les neuf autres aient été disposés à accepter un compromis favorable aux accusés. Fait significatif, quand commença le procès, ces jurés étaient incontestablement remplis d'hostilité et de préjugés à l'égard des marxistes révolutionnaires qu'ils étaient appelés à juger. Que ces jurés aient fini par se montrer disposés à manifester de l'indulgence aux accusés est un tribut au caractère de la défense menée par Albert Goldman.

Considérons ce qu'ils étaient et comment ils ont été choisis. La procédure pour la formation d'un jury fédéral dans ce district est la suivante : le clerc du comté et un commissaire des jurys écrivent à leurs amis et connaissances dans tous les comtés de ce district fédéral à prédominance rurale, leur demandant d'envoyer les noms de personnes susceptibles de faire de bons jurés. Tous deux s'adressent naturellement à des citoyens « *solides* » qui, à leur tour, désignent des gens du même type. Ceux qui sont ainsi nommés reçoivent des questionnaires de routine qu'ils remplissent et retournent au clerc du comté qui les range dans des dossiers. Quand on approche d'une session du tribunal, le clerc sort des dossiers le nombre requis, distribué de façon presque égale entre les comtés, ce qui signifie un groupe à majorité rurale écrasante. Dans ce cas, le juge convoque des gens de 33 comtés, à prédominance rurale. Albert Goldman n'a pas été autorisé à interroger les jurys prévus, comme les défenseurs sont traditionnellement autorisés à le faire. La procédure a permis que seuls les juges puissent poser des questions aux jurés. L'avocat de la défense pouvait soumettre des questions au juge qui en retint certaines, rejeta le reste. Ainsi l'avocat de la défense ne pouvait-il pas, par des questions adroites, probantes, repérer les jurés prévenus.

La défense était limitée à dix récusations. Après avoir utilisé les cinq premières, Albert Goldman ne pouvait que se demander : « *Si j'utilise le reste, n'est-il pas presque certain que je vais tirer de là quelque chose de pire que ce que j'ai tiré jusqu'à présent de la boîte du jury ?* »

Ainsi le jury fut-il choisi : le propriétaire d'un élévateur de grain ; l'éditeur d'un petit journal ; un directeur de banque ; un garagiste ; un fermier ; un ouvrier agricole ; le propriétaire d'une épicerie ; un plombier ; un employé ; la femme d'un concierge de tribunal ; un administrateur des ventes d'une compagnie de bois. La plupart venaient de comtés ruraux et pas un seul d'entre eux n'avait été membre d'un syndicat.

Imaginez ce jury et vous commencerez à comprendre l'exploit d'Albert Goldman dans la conduite de la défense !

III - La méthode de la défense

On comprendra peut-être mieux la méthode de la défense si on l'oppose à celle que les libéraux et les spécialistes des libertés civiles nous ont conseillé d'employer.

Retenir des avocats éminents et respectables. Laisser entièrement entre leurs mains la stratégie de la défense, sans interférences par les accusés, « *politiquement motivées* ». Comment de tels défenseurs vont-ils décrire au jury les accusés ? Comme « *des "révolutionnaires" en théorie, inoffensifs, plutôt innocents, un peu fous pour parler de renverser le gouvernement des Etats-Unis. Prétendre que ces gens sont un danger pour le pays est tout simplement fantasmagorique* ». Ce sont les propos d'un édito de *New Leader* (20 décembre 1941), protestant contre les poursuites, indiquant ce qu'un tel avocat dirait au jury : essayez de rire aux dépens des accusés, plus un appel aux libertés civiles.

Cette façon d'aborder les problèmes comporterait des objections systématiques des avocats de la défense pour accepter comme preuves tout document émanant du gouvernement sur la littérature du Socialist Workers Party — objections pour limiter autant que possible le nombre des documents du gouvernement de façon à réduire leur possibilités d'explication. On ferait en séance les mêmes objections contre les témoins du gouvernement. Tous les documents et pièces de témoignage oral, au moins les plus dangereux, seraient séparés pour être « *interprétés* » séparément, afin de persuader le jury que tout n'est pas aussi mauvais qu'on l'a dépeint. On pourrait faire un contre-interrogatoire des témoins du gouvernement sur la même base. Les accusés ne seraient appelés à témoigner que pour d'abord réfuter les accusations spécifiques formulées par les témoins du gouvernement.

Cette méthode libérale pour juger une affaire éviterait tout exposé systématique de cette affaire et à la fin, des théories socialistes des accusés. Les offres des accusés pour défendre leur doctrine feraient froncer les sourcils aux avocats libéraux comme si elles n'avaient d'autre objet que d'utiliser le tribunal à des fins de propagande. Cela pourrait faire une bonne propagande pour le socialisme, mais entretiendrait dans le jury des préjugés contre les accusés.

Je pense que j'ai présenté là honnêtement la méthode que les libéraux utiliseraient dans l'affaire de Minneapolis et d'autres semblables.

Les erreurs de la méthode libérale

Il y a deux faiblesses fondamentales dans cette stratégie.

En premier lieu, elle ne tient pas compte du fait qu'il y a des lois reproduites dans les ouvrages de droit faisant un crime de la défense du renversement du gouvernement par la violence. Quand le *New Leader*, semblant céder à la principale accusation du gouvernement, nous dit « *assez fous pour parler du renversement du gouvernement des Etats-Unis* », il nous laisse sans défense dans un procès devant jury contre le Smith Act, aussi longtemps qu'il est la loi. Quand *The Nation*, tout en appelant ouvertement à soutenir notre appel, condamne la poursuite comme analogue à celle, au Japon, des « *pensées dangereuses* », elle assume en réalité que nous, comme il est dit dans l'acte d'accusation, nous demandons le renversement du gouvernement par la violence.

Ces organes libéraux prouvent, à leur propre satisfaction, que le Socialist Workers Party n'est pas dangereux pour le gouvernement ; cet argument peut théoriquement être accepté par la Cour Suprême des Etats-Unis, pour casser la condamnation en adoptant la théorie de Holmes et Brandeis du « *danger clair et présent* ». Mais cet argument ne joue que dans les tribunaux d'appel et sur une motion pour renvoyer l'accusation, avant le début du procès. Albert Goldman a présenté cette motion en notre nom. Le juge Joyce l'a rejetée, découvrant qu'il y avait un danger clair et présent des maux que les lois citées dans l'acte d'accusation cherchent à prévenir et donc que ces lois étaient applicables. Nous sommes ainsi mis devant la nécessité de convaincre un jury que nous ne sommes pas coupables d'avoir violé ces lois. L'argument libéral selon lequel il n'est pas juste de condamner « *de petits groupes fous et impopulaires* » parce qu'ils appellent à renverser le gouvernement par la violence, n'obtiendra rien d'un jury qui a juré de prendre la loi telle qu'elle lui est confiée par le juge.

En second lieu, l'appel des libéraux au jury pour qu'il défende les libertés civiles ne peut guère entraîner un jury qui a entendu une défense telle que les libéraux veulent la présenter. Les jurés, nous l'avons vu, viennent dans la salle du tribunal avec leurs habitudes et leurs préjugés d'une vie se dressant comme

une muraille de Chine entre eux et nous. Les syndicats leur sont étranges et étrangers — et sans doute cent fois plus les révolutionnaires prolétariens. La méthode libérale de présentation de l'affaire n'aurait pas pu briser ces préjugés contre les accusés et leurs doctrines socialistes. Le parfait défenseur des libertés civiles peut dire avec Voltaire : « *Je hais à mort tout ce que vous croyez, mais je combattrai jusqu'à la mort pour votre droit de le dire* », mais le mortel ordinaire, siégeant en qualité de juré dans une affaire doctrinale, s'il hait à mort ce pour quoi vous êtes, il est certain qu'il vous trouvera coupable.

Ces raisons auraient été suffisantes pour nous décider à rejeter la stratégie libérale. Mais, même si la méthode libérale avait été assez efficace pour nous gagner un acquittement, nous ne pourrions être d'accord avec ce type de défense.

Avoir des avocats qui se rient de la validité de notre doctrine, font rire de nous le jury en tant que fous doctrinaires et le convainquent de nous laisser partir parce que nous ne pourrions jamais atteindre notre objectif — semblable défense ne vaudrait guère mieux qu'un abandon de nos principes au nom d'un acquittement possible.

Au lieu de celle-là, nous avons utilisé une méthode principielle dont on peut dire à juste titre qu'elle a été employée dans ce pays pour la première fois — certainement, en tout cas, pour la première fois, systématiquement et consciemment.

Nous avons essayé d'amener les jurés à cesser de haïr le socialisme et à reconnaître la sincérité, la santé et le sérieux des accusés et de leurs idées. On pourrait même en un sens dire que nous avons essayé de faire de ces jurés des sympathisants ou des demi-sympathisants socialistes. L'objectif principal de la défense était de leur faire comprendre ce que nous étions réellement et pour quoi nous étions réellement. Ce ne pouvait être fait qu'en leur expliquant, dans les termes les plus simples et les plus persuasifs, nos croyances et nos espérances pour l'avenir socialiste de l'humanité.

Le type d'avocat dont nous avons besoin

Cette méthode de défense nécessitait un avocat principal formé sur la théorie socialiste ; aucun autre ne pouvait adroitement guider les témoins de la défense dans l'exposé de la doctrine du Socialist Workers Party, décider des questions à poser aux témoins du gouvernement, quels documents du gouvernement étaient satisfaisants pour la défense et présenter un argumentaire final exhaustif en défense du socialisme. En fait il serait impossible d'appliquer cette méthode de défense sauf sous la direction d'un avocat très bien formé en marxiste.

Il y avait un homme avant tous dans ce pays qui avait cette qualification : Albert Goldman. Des libéraux amis nous ont souligné qu'il était sérieusement handicapé par le fait qu'il était lui-même un des accusés de ce procès ; plus, qu'il était un Juif devant un jury rural qui pourrait avoir des préjugés anti-sémites. C'étaient là des faits que nous devons prendre en compte. Si Albert Goldman n'était pas un Juif et un accusé, peut-être qu'il aurait été plus efficace encore avec un jury. Mais, le remplacer pour ces raisons-là par un autre avocat ? Oui, si l'autre avocat était l'égal de Goldman comme avocat, comme orateur, comme marxiste. Mais, dans ces domaines, il n'existe pas d'avocat vivant capable de se mesurer à Albert Goldman. Et quand il a terminé sa plaidoirie, tous les observateurs sérieux étaient d'accord que ces handicaps s'étaient estompés et avaient disparu au fur et à mesure qu'Albert Goldman établissait dans cette salle d'audiences son autorité morale.

Le procès commença par des déclarations d'ouverture des deux côtés. Après que l'Attorney de District des EU Anderson ait fait sa déclaration, Goldman a appelé de façon incisive l'attention du jury sur le cœur de l'affaire :

« Nous vous montrerons, à travers les preuves même présentées par l'accusation, que le but du Socialist Workers Party est de gagner à ses idées une majorité du peuple. Et M. Anderson devra vous convaincre que c'est criminel...

Les preuves montreront que nous avons vraiment un immense intérêt pour la question syndicale. Nous ne le nions pas ! Nous demandons à nos membres d'être actifs dans toutes les organisations, particulièrement les syndicats... Ils doivent être là où les gens se regroupent pour montrer à la majorité du peuple que, pour résoudre leurs problèmes, ils doivent adopter nos idées...

La défense prouvera l'affirmation de M. Anderson que nous sommes opposés à la guerre et les preuves attesteront ensuite l'affirmation de M. Anderson que les accusés considèrent cette guerre de la part de l'Angleterre et de l'Allemagne, et de l'Italie et des Etats-Unis comme une guerre impérialiste menée pour les intérêts économiques d'un petit groupe de financiers et de capitalistes qui contrôlent les décisions de ces pays...

Ce sont là nos idées à nous, avec lesquelles les jurés peuvent ou non être d'accord, mais les preuves démontreront que toute affirmation de M. Anderson que nous croyons au sabotage est absolument fausse. Les preuves montreront que, tant que nous sommes en minorité, tant que nous ne pouvons pas convaincre la majorité du peuple que nos idées sont justes, nous devons nous soumettre et n'avons rien d'autre à faire que de nous soumettre au gouvernement.

En fait la question se réduit à celle-ci : avons-nous défendu le renversement du gouvernement par la force et la violence ?

Les preuves montreront que nous préférons une transition pacifique au socialisme, mais que nous analysons toutes les conditions dans la société, nous analysons l'histoire, et, sur la base de cette analyse, nous prédisons, **nous prédisons** que la minorité réactionnaire, par la violence, ne permettra pas à la majorité d'établir le socialisme. C'est là le cœur de la question ! »

Le reste du procès a consisté, du point de vue de la défense, à prouver ces affirmations.

Notre attitude sur les preuves de l'accusation

Goldman a dit très clairement au jury qu'il acceptait tous les documents présentés par le gouvernement, documents programmatiques du Socialist Workers Party, articles sur notre politique, dans notre presse, écrits par des dirigeants autorisés du parti, résolutions de congrès, du Comité national du parti, etc. Il a expliqué au jury que la défense présenterait peu de documents car elle voulait prouver qu'elle avait raison, à travers les documents du gouvernement.

Le nombre relativement peu élevé d'objections qu'il fit aux documents du gouvernement étaient clairement des protestations contre des documents sans intérêt ou malhonnêtes : le plan d'un étage de la branche du parti de Minneapolis, des drapeaux rouges et des portraits de Lénine et de Trotsky saisis dans un raid du FBI dans les bureaux de la branche du parti des Twin Cities, des articles de notre presse non signés et sans rapport avec l'affaire, etc. Goldman fit aussi objection à l'introduction d'œuvres de Marx, Lénine et Trotsky sur la base du fait que, tout en acceptant la doctrine fondamentale des fondateurs de notre mouvement, nous ne sommes pas des idolâtres qui acceptent chaque mot qu'ils ont écrit ; et leur doctrine doit donc être considérée sous la forme où elle apparaît dans la littérature et les résolutions du Socialist Workers Party.

Goldman a suivi la même procédure à l'égard des témoins du gouvernement. Il n'a fait aucune objection à leurs descriptions de la structure et de l'histoire du parti, du déroulement des réunions, de leurs comptes rendus des activités de parti dans les syndicats, etc. Comme le notera le lecteur de l'argumentaire final de Goldman, il utilisa effectivement les témoignages hostiles en s'attachant à des points importants, notamment la question des objectifs du parti dans les syndicats. C'est seulement quand les accusateurs entraînaient leurs témoins dans des histoires fabuleuses de prétendues conversations privées entre les témoins et les accusés dans des salles de bar, des autos ou des réceptions, ou quand les témoignages du gouvernement étaient sans objet avec le sujet, que Goldman fit objection.

De même son très efficace contre-interrogatoire évita avec soin de donner le sentiment qu'il cognait sur les témoins dans le seul objectif de les faire

trébucher. Il ne contre-interrogea pas la majorité d'entre eux, s'en tenant seulement à des points cruciaux comme leurs allégations sur l'Union Defense Guard et sur des déclarations des accusés appelant à la violence contre le gouvernement. L'action de Goldman, pendant les trois semaines où l'accusation présentait sa version de l'affaire, indiquait clairement qu'il était disposé à accepter de mettre en lumière tout ce qui donnerait au jury une image complète de la doctrine et de l'activité du Socialist Workers Party.

La défense ne prit que quatre jours pour présenter son affaire. Le secrétaire national du parti, James P. Cannon, fut sur la sellette pendant deux jours. Sur des questions de Goldman, il donna au jury une description très simple de nos idées ; dans le contre-interrogatoire, il défendit ces idées contre les tentatives de l'accusation de pervertir leur signification.

Ce fut complété par le témoignage de Farrell Dobbs et Vincent Dunne sur la politique et les activités du parti dans les syndicats. Un témoignage bref, mais convaincant, de six membres de l'Union Defense Guard sur la nature de l'organisation et le témoignage de Grace Carlson, démentant les témoignages du gouvernement sur des déclarations qu'elle aurait faites, ont été d'autres points importants de la présentation de la défense.

L'effet de l'ensemble ne fut pas tellement de nier telle ou telle des allégations spécifiques du gouvernement, que de décrire au jury les idées du Socialist Workers Party.

Quel qu'ait pu être l'effet des témoins de la défense sur le jury, tout dépendait à la fin de l'argumentaire final d'Albert Goldman. Car, après les témoins de la défense, vint l'argumentaire final de l'accusation, un discours d'une journée de l'Attorney du District US Victor Anderson.

IV - Arguments finaux

A la veille du procès, l'Attorney General Biddle avait publié, probablement afin de se concilier les libéraux qui protestaient, une déclaration promettant que le procès serait conduit avec une grande discrétion. Mais son réquisitoire final fut extrêmement brutal, dénué de tout essai de concession aux droits du mouvement ouvrier, un discours visant à évoquer les sentiments les plus réactionnaires ; n'appelant pas au sens de la justice du jury, mais exigeant de lui, au nom de l'autorité constituée, qu'il prononce un verdict de culpabilité pour Dieu et le pays. Le jury sembla visiblement très affecté par l'exigence d'Anderson, soit parce qu'il partageait ses sentiments, soit parce qu'il s'inclinait devant son autorité.

On sentait que tous les anciens handicaps étaient ressuscités en pleine force par l'attaque féroce d'Anderson. Je n'ai pas mentionné ceux qu'avait imposés le

Juge Matthew M. Joyce ; il n'avait guère facilité notre tâche de familiariser le jury avec nos idées réelles. Je ne cite que quelques exemples. L'accusation insistait pour voir une preuve contre nous dans le livre de Wintringham, *New Ways of War*, plein de diagrammes sur la façon de fabriquer des bombes, des grenades et d'autres armes ;c'est un livre écrit pour former les Home Guards britanniques à résister à l'invasion nazie, mais nous en avons écrit un compte rendu que le juge a retenu dans ses preuves. Nous avons des visions des jurés discutant leur verdict, méditant sur les diagrammes ! Le Juge Joyce avait également introduit comme preuve le *Manifeste communiste* de Marx et Engels de 1848 ; ce que ces mots, écrits sur l'Europe, 93 années auparavant, pouvaient éveiller dans l'esprit des jurés, nous ne pouvions que faire des conjectures.

D'un autre côté, le Juge Joyce ne voulut pas qu'on permette aux témoins de la défense de dire au jury toute l'histoire derrière le procès – la lutte entre le Président des Teamsters de l'AFL Daniel J. Tobin et la direction trotskyste de la Motor Transport Workers Union, Local 544-CIO et la série d'actions gouvernementales au côté de Tobin culminant avec l'inculpation de la direction du Socialist Workers Party et du Local 544-CIO. Chaque fois que des témoins de la défense approchaient de cette question, les accusateurs bondissaient pour faire objection et le juge les soutenait.

Telles étaient les conditions pesantes dans lesquelles Albert Goldman a présenté sa plaidorie finale, parlant au total dix heures, sur deux jours.

Son discours est simple et austère dans sa construction. Aucun truc, aucun effet de rhétorique. Le secret de sa puissance est qu'il est une explication sans ornements ni fioritures, claire et persuasive de ce qu'est le socialisme. La tâche que s'était fixée Albert Goldman était de faire comprendre aux jurés qui nous sommes, nous, les accusés, ce que nous croyons, pourquoi nous le croyons et pourquoi nous avons un droit moral et légal à nos croyances. Il a entrepris de faire bouger ces jurés, non de quelques centimètres, mais de mondes, de leur univers capitaliste à la vision à distance du monde socialiste de l'avenir.

Les obstacles sur cette route étaient insurmontables. Mais heure après heure, avec une éloquence qui donne à ses mots une passion retenue, Goldman a travaillé le jury. Et finalement sa peine n'a pas été vaine. Il a gagné grâce à lui une victoire partielle, partielle mais riche de conséquences pour la préservation et la construction du mouvement révolutionnaire.

Ce n'est pas la moindre des riches conséquences de ce procès que le texte du discours de Goldman. Il apporte ce qui avait longtemps manqué au mouvement révolutionnaire américain – un exposé élémentaire de la vision socialiste. Nous l'avons maintenant.

Les Départs

Sharron, Mark né Max Shapiro, dit Max Sterling, Stober (1908-1998)

Mark Sharron est mort le 9 juillet 1998 à l'Hôpital des Vétérans (Anciens Combattants) de Los Angeles. Né à New York, d'abord sympathisant du PC, il avait rejoint l'Opposition de gauche aux Etats-Unis dans les premières années 30. Grand voyageur et esprit curieux, il accompagna en Norvège chez Trotsky le journaliste et sinologue Harold R. Isaacs, puis se rendit en Espagne lors du début de la guerre civile et y fut le correspondant du journal américain *Socialist Appeal*. Il ne sortit d'Espagne qu'au prix de quelques difficultés. Revenu aux Etats-Unis, il devint le compagnon de la militante et théoricienne Rae Spiegel, connue plus tard sous le nom de Raia Dunaievskaia, et lui rendit visite quand elle assura une partie du secrétariat de Trotsky. Il se faisait alors appeler Max Sterling et participa en 1937 à des discussions autour de Trotsky. Il fit la Deuxième Guerre Mondiale. Il avait pris sa retraite en Californie et resta toujours proche des trotskystes, malgré des divergences. Il envoya des informations aux *Cahiers*. On se souviendra de sa gentillesse et de son sens de l'humour.

Zheng Chaolin dit Zhang Ping (1901-1998)

Zheng Chaoling est mort à Shanghai le 1er août 1998. Il était né dans la province du Fujian et reçut une éducation traditionnelle. En 1919, il partit en France comme étudiant ouvrier, ainsi que nombre de jeunes intellectuels comme Chou Enlai et Deng Xiaoping. Il s'éloigna progressivement des doctrines traditionnelles et, dans la ligne de Chen Duxiu, le maître à penser de sa génération, se tourna vers la démocratie et la science puis devint marxiste. En

juin 1922, avec quelques jeunes autres marxistes chinois vivant en Europe, il participa à Paris à la fondation du Parti communiste chinois de la Jeunesse, avec Chou Enlai, Zhao Shiyun et Yin Kuan. En 1923, il fut envoyé à Moscou étudier à l'Université des Travailleurs d'Orient. Mais, en juin 1924, il fut rappelé en même temps que Chen Yannian, fils de Chen Duxiu, en Chine où l'on manquait cruellement de cadres communistes.

Il travailla au département de la Propagande du comité central du PC chinois, éditant diverses revues, préparant des matériaux pour l'éducation des militants et la propagande, traduisit *L'ABC du Communisme* de Boukharine et Préobrajensky, et devint secrétaire-adjoint de la rédaction de l'organe central du PCC et enseignant dans une école du parti à Shanghai. Entre 1925 et 1927, il milita aussi au sein du Mouvement du 30 mai et participa à la deuxième et à la troisième insurrection de Shanghai. Après le sanglant coup d'Etat militaire de Tchiang Kai-chek (Jiang Jieshi), il suivit le CC à Wuhan et y devint chef du département de la Propagande du comité du PCC du Hupei, et, avec l'entrée dans la clandestinité, fut l'un des 20 délégués à la conférence du PCC d'août 1927.

En 1928, devenu clandestin, il travailla à Shanghai avec le nouveau comité central, sous l'autorité de Qiu Qiubai, devenant rédacteur en chef adjoint du *Bolchevik* et militant au sein des milieux d'artistes, intellectuels, écrivains, acteurs, etc. En 1928, il alla réorganiser le comité du parti dans le Fujian. En 1929, il se maria avec Liu Jengshen, militante du PCC. Il fut arrêté peu après, mais n'ayant pas été identifié par la police du Guomindang, fut libéré après 40 jours de détention.

Militant discipliné et fidèle aux principes, il fut indigné de l'exclusion de Chen Duxiu et de l'attitude de la direction qui en faisait le bouc émissaire de la défaite. En 1929, il signa, avec sa femme, la Plateforme des 83 cadres communistes qui se solidarisaient avec Chen Duxiu et furent exclus du PCC. Membre ensuite du groupe *Prolétariat* dirigé par ce dernier, il fut un de ses cinq délégués à la conférence de fondation de l'Opposition de gauche de mai 1931. Il fut élu à son comité central et prit en charge le département de la Propagande. Il fut arrêté très peu de temps après par la police du Guomindang et condamné à 15 ans de prison. Comme la plupart des prisonniers politiques, il bénéficia d'une amnistie en juin 1938 après l'attaque japonaise contre la Chine. Il prit alors un

peu de repos dans la province d'Anhui, achevant la traduction de *La Révolution trahie*.

En 1940, il revint à Shanghai où il dirigea le comité central de la formation trotskyste et son organe clandestin *La Lutte*, puis, après sa scission en 1942, le Parti ouvrier international, l'un des deux groupes qui en étaient issus. Il consacra le plus gros de son activité pendant la guerre aux traductions (*Histoire de la Révolution russe* de Trotsky) et travaux théoriques. A partir d'août 1945, il fut le principal collaborateur du *Nouveau Drapeau* qui paraissait deux fois par mois et fut interdit par le Guomindang au bout de 21 numéros, paraissant cependant quatre années au total. Il continua une activité précaire après la victoire de Mao Zedong ; lui, personnellement, se refusa à émigrer et demeura à Shanghai.

C'est là qu'il fut arrêté par la police maoïste avec sa femme et ses camarades le 22 décembre 1952. Il ne devait retrouver la liberté qu'à la suite d'une campagne internationale et d'une amnistie en juin 1979. Les vingt années qui lui restaient à vivre après un total de 34 ans de prison, ce qui en fait l'égal de Blanqui, furent marquées du sceau d'une existence matérielle précaire et d'une activité intellectuelle intense. Aucun de ses écrits n'a été publié en Chine, mais il existe une version en anglais de ses mémoires. Zheng avait de l'estime pour les travaux de l'Institut Léon Trotsky et avait envoyé ce travail à Pierre Broué avec une chaleureuse dédicace.

Merci à Wang Fanxi, son camarade de combat qui a permis la rédaction de cette notice.

par  Achievé d'imprimer,
avec les documents fournis,
en décembre 1998
IMPRIMERIE LIENHART
à Aubenas d'Ardèche

Dépôt légal décembre 1998
N° d'imprimeur : 1163
Printed in France

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), et de la Brèche, 9, rue de Tunis, Paris (11^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 90 F

Cahiers Léon Trotsky □ Institut Léon Trotsky